

Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI, ch. 3)
Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI, Ch. 3)


# Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

# Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)


## PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 17 FÉVRIER 1951

### AVIS AUX INTÉRESSÉS

#### Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur du Roi, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans préjudice des droits de l'Imprimeur du Roi qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc. sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime

## PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, FEBRUARY 17th, 1951

### NOTICE TO INTERESTED PARTIES

#### Rules

1. Address all communications to: The King's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be pubilshed several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the King's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the King's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized, by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur du Roi a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur du Roi avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

**Tarif des Annonces, Abonnements, etc.**

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate*, pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volontes: $1 la douzaine.

Abonnement: $7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur du Roi,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
29088 — 1-52

receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thurs day, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the King's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the King's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

**Advertising Rates, Subscriptions, etc.**

First insertion: 15 cents per agate line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per agate line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 wards.

Single copies: 30 cents each.

Slips: $1. per dozen.

Subscriptions: $7. per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. Quebec, June 27th, 1940.
29088 — 1-52

## Lettres patentes

### Abe Rosenberg Furs Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois janvier 1951, constituant en corporation: Abe Rosenberg, marchand de fourrures, Sylvia Aronovitz Rosenberg, épouse séparée de biens de Abe Rosenberg et Philip S. Garonce, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de toutes sortes de fourrures; manufacturer et faire le commerce d'aucun et tous articles vestimentaires et d'habillement, sous le nom de "Abe Rosenberg Furs Ltd.", avec un capital de $80,000 divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune et en 4,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 363 rue Concord, Montréal, district judiciaire de Montréal.

## Letters Patent

### Abe Rosenberg Furs Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of January, 1951, incorporating: Abe Rosenberg, fur merchant, Sylvia Aronovitz Rosenberg, wife separate as to property of Abe Rosenberg, and Philip S. Garonce, advocate, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealer in all kinds of furs; to manufacture and deal in any and all articles of clothing and wearing apparel, under the name of "Abe Rosenberg Furs Ltd.", with a capital stock of $80,000 divided into 400 common shares of $100 each, and 4,000 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at 363 Concord Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29463 L. DÉSILETS.

---

**Acme Pad Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-neuf décembre 1950, constituant en corporation: Charles Brownstein, avocat, Betty Pomerantz et Mary Steiman, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de vêtements et accessoires, sous le nom de "Acme Pad Co.Ltd.", avec un capital de $30,000 divisé en 3,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune et en 2,700 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29463 L. DÉSILETS.

---

**Association Industrielle de Ville St-Laurent**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf janvier 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Aaron Baylin, manufacturier, Charles Patrick de Volpi, George William Millar, gérants et Edouard O'Donoughue, secrétaire-trésorier, Richard Pfizenmaier, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Promouvoir, encourager et protéger les intérêts de l'industrie, du négoce et du commerce et le bien-être économique, civique et social de Ville St-Laurent, district de Montréal, et environs, sous le nom de "Association Industrielle de Ville St-Laurent. "

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Ville St. Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29463 L. DÉSILETS.

---

**Bible Institute of Montreal Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seize décembre 1950, constituant en corporation sans capital-actions: Herbert Britton, assistant agent général, dormants et bois, Chemin de fer Canadien National, de Verdun, Révérend Paul Chodat, de Montréal, Gladys Janet, professeur de la bible, épouse commune en biens de Aimé-Paul Duchesneau, de Westmount, Henry Gray Foreman, (rentier), assistant-trésorier, de Westmount, Reverend Aimé-Paul Duchesneau, de Westmount, Révérend Stanley Sage Stock, Joseph Irving Duguid, comptable, Chemin de fer Canadien Pacifique, tous deux de Montréal, Violette Delagneau, profes-

Dated at the office of the Attorney General, this third day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29463-o Deputy Attorney General.

---

**Acme Pad Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of December, 1950, incorporating: Charles Brownstein, advocate, Betty Pomerantz and Mary Steiman, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing apparel and accessories, under the name of "Acme Pad Co. Ltd.", with a capital stock of $30,000 divided into 3,000 common shares of the par value of $1 each, and 2,700 preferred shares of the par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29463-o Deputy Attorney General.

---

**Association Industrielle de Ville St-Laurent**

Notice is hereby given that under the Provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1951, incorporating without share capital: Aaron Baylin, manufacturer, Charles Patrick de Volpi, George William Millar, managers, and Edouard O'Donoughue, secretary-treasurer, Richard Pfizenmaier, manager, all of the city and judicial district of Montreal for the following purposes:

To promote, advance and protect the interests of industry, trade and commerce and the economic, civic and social welfare of the Town of St. Laurent in the district of Montreal and vicinity, under the name of "Association Industrielle de Ville St-Laurent".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited is $50,000.

The head office of the corporation will be at Ville St-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29463-o Deputy Attorney General.

---

**Bible Institute of Montreal Inc.**

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of December, 1950, incorporating without share capital: Herbert Britton, Assistant general Tie and Timber Agent, Canadian National Rys, of Verdun, Reverend Paul Chodat, of Montreal, Gladys Janet, bible teacher, wife common as to property of Aimé-Paul Duchesneau, of Westmount, Henry Gray Foreman, (retired) Assistant-treasurer, of Westmount, Reverend Aimé-Paul Duchesneau, of Westmount, Reverend Stanley Sage Stock, Joseph Irving Duguid, accountant, Canadian Pacific Railway, both of Montreal, Violette Delagneau, teacher, wife common as to property of Eugène John Lefebvre, me-

seur, épouse commune en biens de Eugène John Lefebvre, ingénieur mécanicien et dûment autorisée par lui, de la cité de Westmount et Sydney Clyde Welby, agent général du combustible, Chemin de fer Canadien National, de Verdun, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Former des hommes et des femmes devant s'occuper d'œuvres chrétiennes de toutes sortes, sous le nom de "Bible Institute of Montreal Inc."

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que l'Institut peut posséder est de $100,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

### Block Equipment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit janvier 1951, constituant en corporation: Philip Fischel Vineberg, avocat, de Westmount, Jack Lightstone, avocat, et Yvonne Bélanger, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce et faire le négoce de métaux de toutes sortes; exercer le commerce comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Block Equipment Corporation".

Le capital de la compagnie sera composé de 1,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et de 3,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune, et le montant minimum avec lequel la compagnie exercera son commerce sera de $8,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

### Canadian Import Company

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Claude Sartoris Richardson, avocat et conseil en loi du Roi, Ernest William Mockridge, gérant, William Patrick Creagh, commis en loi, Clifford George Meek, teneur de livres et Albert Edward Liddell, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de charbon, coke, tourbe, bois et toutes sortes de combustible, sous le nom de "Canadian Import Company".

Le capital de la compagnie sera composé de 80,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et de 50,000 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie exercera son commerce sera de $1,050,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

chanical engineer, and duly authorized by him, of the city of Westmount, and Sydney Clyde Welby, general fuel agent, Canadian National Rys., of Verdun, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To train men and women for Christian work of all kinds, under the name of "Bible Institute of Montreal Inc."

The amount to which the value of the immovcable property which the Institute may possess is to be limited to $100,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

### Block Equipment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1951, incorporating: Philip Fischel Vineberg, advocate, of Westmount, Jack Lighstone, advocate, and Yvonne Bélanger, secretary, both of the city of Montreal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business and deal in metals of all kinds; to carry on the business of general contractors, under the name of "Block Equipment Corporation".

The capital stock of the company shall consist of 1,000 common shares without nominal or par value, and 3,000 preferred shares of the par value of $10 each, and the minimum amount with which the company will carry on business will be $8,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

### Canadian Import Company

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Claude Sartoris Richardson, advocate and King's Counsel, Ernest William Mockridge, manager, William Patrick Creagh, law clerk, Clifford George Meek, bookkeeper, and Albert Edward Liddell, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in coal, coke, peat, wood and all kinds of fuel, under the name of "Canadian Import Company".

The capital stock of the company shall consist of 80,000 preferred shares of the par value of $100 each, and 50,000 common shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall carry on its business shall be $1,050,000

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

### Carlton Upholstering Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf janvier 1951, constituant en corporation: Louis Rabinovitch, marchand, Lily Berlin Rabinovitch, ménagère, épouse séparée de biens du dit Louis Rabinovitch, Harry Tobenstein, marchand, et Fay Rabinovitch Tobenstein, ménagère, épouse séparée de biens dudit Harry Tobenstein, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme rembourreurs, travailleurs en bois, ébénistes et décorateurs d'intérieurs, sous le nom de "Carlton Upholstering Co." avec un capital de $30,000 divisé en 3,000 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

### Carlton Upholstering Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1951, incorporating: Louis Rabinovitch, merchant, Lily Berlin Rabinovitch, housewife, wife separate as to property of the said Louis Rabinovitch, Harry Tobenstein, merchant, and Fay Rabinovitch Tobenstein, housewife, wife separate as to property of the said Harry Tobenstein, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of upholsterers, wood-makers, furniture makers and interior decorators, under the name of "Carlton Upholstering Co.", with a capital stock of $30,000 divided into 3,000 shares of $10. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

### Coronet Textiles Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux décembre 1950, constituant en corporation: Norman Romer, industriel, Norman Genser, Sydney Phillips, avocats et Tessy Frankel, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et faire le négoce de produits textiles de toute nature et description, sous le nom de "Coronet Textiles Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

### Coronet Textiles Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1950, incorporating: Norman Romer, industrialist, Norman Genser, Sydney Phillips, advocates, and Tessy Frankel secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in textiles of every nature and description, under the name of "Coronet Textiles Ltd.", with a capital stock of $40,000. divided into 390 preferred shares of a par value of $100. each, and 1,000 common shares having a par value of $1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

### Fraser Sinclair & Company, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf janvier 1951, constitutant en corporation: Shirley Greenshields Dixon, conseil en loi du Roi, John Fitzwilliam Stairs, John Brooke Claxton, avocats, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires comme courtiers d'assurances, et agir comme agents d'assurances, sujettes aux dispositions de la Loi des assurances de Québec et des règlements faits en vertu d'icelle, sous le nom de "Fraser Sinclair & Company, Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 100 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

### Fraser Sinclair & Company, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1951, incorporating: Shirley Greenshields Dixon, King's Counsel, John Fitzwilliam Stairs, John Brooke Claxton, advcotes, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of insurance brokers, and to act as insurance agents, subject to the provisions of the Quebec Insurance Act and the regulations made thereunder, under the name of "Fraser Sinclair & Company, Inc.", with a capital stock of $10,000. divided into 100 shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

**Guignion Bros. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq janvier 1951, constituant en corporation: Percy John Guignion, quincailliers, Lewis Richard Guignion, quincaillier et Roland Ernest Horner, comptable, tous du village de Gaspé, district judiciaire de Gaspé, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de quincaillerie dans toutes ou aucune de ses spécialités, sous le nom de "Guignion Bros. Ltd.", avec un capital de $60,000 divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune et en 300 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de Gaspé, district judiciaire de Gaspé.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

**Guignion Bros. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1951, incorporating: Percy John Guignion, hardware merchant, Lewis Richard Guignion, hardware merchant, and Roland Ernest Horner, accountant, all of the Village of Gaspé, Judicial District of Gaspé, for the following purposes:

To carry on in all or any of their branches, the businesses of hardware merchants, under the name of "Guignion Bros. Ltd.", with a capital stock of $60,000. divided into 300 common shares of $100. each, and 300 preferred shares of $100. each.

The head office of the Company will be at the Village of Gaspé, Judicial District of Gaspé.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1951,

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

**International Lithographing Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre janvier 1951, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de Westmount, Theodore Herzl Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, Jean McFarlane, dactylographe, de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire tous actes concernant la manufacture, la fabrication, le commerce et l'industrie de la publicité particulière à la vente, des panneaux-réclames, étalages de toute sorte ou matériaux, photogravure, imprimerie, reliure et publication de journaux, sous le nom de "International Lithographing Corporation", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

**International Lithographing Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1951, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of Westmount, Theodore Herzl Shapiro, advocate, of the Town of Mount Royal, Jean McFarlane, typist, of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To do all acts respecting the manufacture, fabrication, business and trade of point of sale advertising, sign-making, displays of any kind or material photoengraving, printing, binding and publication of newspaper, under the name of "International Lithographing Corporation", with a capital stock of $40,000. divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

**Isaïe Boyer Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onze janvier 1951, constituant en corporation: Maurice Fauteux, C.R., Marc-André Blain, avocats, et Luce Laferrière, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme entrepreneur ou sous-entrepreneur dans la construction, sous le nom de "Isaïe Boyer Limitée", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général le onze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29363-o L. DÉSILETS.

**Isaïe Boyer Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of January, 1951, incorporating: Maurice Fauteux, K.C., Marc-André Blain, advocates, and Luce Laferrière, secretary, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as building contractors or sub-contractors, under the name of "Isaïe Boyer Limitée", with a capital stock of $20,000 divided into 200 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463 Deputy Attorney General.

**J. Accurso Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit décembre 1950, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Léo Davignon, comptable, de Montréal et Jeanne Drouin, secrétaire, d'Outremont, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "J. Accurso Ltd.", avec un capital de $200,000 divisé en 2,000 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29463 L. DÉSILETS.

**J. Accurso Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1950, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, of Longueuil, Léo Davignon, accountant, of Montreal, and Jeanne Drouin, secretary, of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "J. Accurso Ltd." with a capital stock of $200,000. divided into 2,000 shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of December, 1950;

L. DÉSILETS,
29463-o Deputy Attorney General.

**J. L. Audette et Compagnie Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutennat-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du neuf janvier 1951, constituant en corporation: Paul Audette, Commis, Patrick F. Toman, comptable, et Gérald Ally, avocat, tous de Farnham, district judiciaire de Bedford, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'hôtel, sous le nom de "J. L. Audette et Compagnie Limitée", avec un capital de $75,000 divisé en 7,500 actions de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Farnham, district judiciaire de Bedford.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29463-o L. DÉSILETS.

**J. L. Audette et Compagnie Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1951, incorporating: Paul Audette, clerk, Patrick F. Toman, accountant, and Gérard Ally, advocate, all of Farnham, judicial district of Bedford, for the following purposes:

To carry on the hotel business, under the name of "J. L. Audette et Compagnie Limitée", with a capital stock of $75,000 divided into 7,500 shares of $10 each.

The head office of the company will be at Farnham, judicial district of Bedford.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29463 Deputy Attorney General.

**La Salle Flooring and Insulation Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois janvier 1951, constituant en corporation: Régent Desjardins, entrepreneur, Rivière-des-Prairies, Jehan Perdriau, avocat et Françoise Caisse, secrétaire, tous deux de la cité de Montréal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands d'enduits de planchers et de matériaux isolants, sous le nom de "La Salle Flooring and Insulation Co. Ltd.", avec un capital de $20,000 divisé en 200 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29463 L. DÉSILETS.

**La Salle Flooring and Insulation Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of January, 1951, incorporating: Regent Desjardins, contractor, Rivière-des-Prairies, Jehan Perdriau, advocate, and Françoise Caisse, secretary, both of the City of Montreal, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturers and dealers in floor coverings, and of insulators, under the name of "La Salle Flooring and Insulation Co. Ltd.", with a capital stock of $20,000 divided into 200 common shares of $100 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this third day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29463-o Deputy Attorney General.

**Le Club Sportif de Daveluyville Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'ar-

**Le Club Sportif de Daveluyville Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter

ticle 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douze janvier 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Gérard Ouellet, Hermann Fournier, Marius Ouellette, industriels, J.-A. Bruneau, comptable, Adrien Bédard, contre-maître, Philippe Smith, camionneur, Walter Gaudet, Jean-Paul Marcotte, Alexandre Beaumier, ouvriers, et Guy Cantin, comptable, tous de Daveluyville, district judiciaire d'Arthabaska, pour les objets suivants:

Former un Centre d'amusement, sous le nom de "Le Club Sportif de Daveluyville Inc.".

Les pouvoirs accordés ne permettent pas les jeux à l'argent, les jeux de hasard, ni les jeux mixtes de hasard et d'habileté, tous ces jeux étant interdits par les présentes et n'autorisent pas non plus le club a demander, détenir ou exploiter une licence octroyée par la Commission des liqueurs de Québec.

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $5,000.

Le siège social de la corporation sera à Daveluyville, district judiciaire d'Arthabaska.

Daté du bureau du Procureur général le douze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29463-o L. DÉSILETS.

276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of January, 1951, to incorporate as a corporation: without share capital: Gérard Ouellette, Hermann Fournier, Marius Ouellette, industrialists, J.-A. Bruneau, accountant, Adrien Bédard, foreman, Philippe Smith, carter, Walter Gaudet, Jean Paul Marcotte, Alexandre Beaumier, workmen, and Guy Cantin, accountant, all of Daveluyville, judicial district of Arthabaska, for the following purposes:

To organize a recreational center, under the name of "Le Club Sportif de Daveluyville Inc."

The powers conferred do not permit gambling, games of chance, nor games of chance and skill mixed, the said games being hereby prohibited nor do they authorize the club to apply for, hold or operate a license granted by the Quebec Liquor Commission.

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited is $5,000.

The head office of the corporation will be at Daveluyville, judicial district of Arthabaska.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29463 Deputy Attorney General.

---

**L'Ermitage des Sapins Inc.**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du neuf janvier 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Solange Perron, ménagère, de Vieilles Forges, Lucille Clément, ménagère, des Trois-Rivières, et Cécile Hamel, ménagère, de Mont-Carmel, toutes du district judiciaire des Trois-Rivières, pour les objets suivants:

Fonder, établir et maintenir dans la province de Québec, des maisons de refuge, de repos et de pensions de toutes sortes, sous le nom de "L'Ermitage des Sapins Inc.",

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $40,000.

Le siège social de la corporation sera à Vieilles Forges, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29463-o L. DÉSILETS.

**L'Ermitage des Sapins Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, S.R.Q., 1941, bearing date the ninth day of January, 1951; to incorporate as a corporation without share capital: Solange Perron, housewife, of "Vieilles Forges", Lucille Clément, house-wife, of Trois-Rivières, and Cécile Hamel, housewife, of Mont-Carmel, all of the judicial district of Trois-Rivières, for the following purposes:

To found, establish and maintain, in the Province of Quebec, houses of refuge, rest homes and board-houses of all kinds, under the name of "L'Ermitage des Sapins Inc."

The amount to which the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is $40,000.

The head office of the Corporation will be at "Vieilles Forges", judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29463 Deputy Attorney General.

---

**Les Immeubles Sauriol & Rose Inc.**
**Sauriol & Rose Real Estate Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du douze janvier 1951, constituant en corporation: François Sauriol, vendeur, Albert Rose, agent-vendeur, et Gérard-J. Bergeron, comptable, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Agir comme intermédiaires ou agents pour l'achat ou la vente de biens immeubles, de propriétés de toutes valeurs, sous le nom de "Les

**Les Immeubles Sauriol & Rose Inc.**
**Sauriol & Rose Real Estate Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the twelfth day of January, 1951, incorporating: François Suariol, salesman, Albert, Rose, sales agent, and Gérard J. Bergeron, accountant, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To act as intermediaries or agents for the purchase or sale of real estate, properties of any value whatsoever, under the name of "Les Im-

Immeubles Sauriol & Rose In .." — "Sauriol & Rose Real Estate Inc.", avec un capital de $20,000 divisé en 1100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $10 chacune, et en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le douze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29463-o L. DÉSILETS.

meubles Sauriol & Rose Inc." — "Sauriol & Rose Real Estate Inc.", with a capital stock of $20,000 divided into 1100 common shares of a par value of $10 each and 900 preferred shares of a par value of $10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twelfth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29463 Deputy Attorney General.

**Les Produits Laitiers Marieville Ltée**
**Marieville Dairy Products Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit janvier 1951, constituant en corporation: Jos. Cohen, Ezra Leithman, avocats, et Dorothy Singer, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et négocier et faire le commerce de toutes sortes et descriptions de produits laitiers, agricoles et maraîchers, sous le nom de "Les Produits Laitiers Marieville Ltée"—"Marieville Dairy Products Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 150 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 250 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Marieville, district judiciaire de St-Hyacinthe.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29463 L. DÉSILETS.

**Les Produits Laitiers Marieville Ltée**
**Marieville Dairy Products Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1951, incorporating: Jos. Cohen, Ezra Leithman, advocates, and Dorothy Singer, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in and with all kinds and descriptions of dairy, farm and garden produce, under the name of "Les Produits Laitiers Marieville Ltée"—Marieville Dairy Products Lted.", with a capital stock of $40,000. divided into 150 common shares of a par value of $100. each and 250 preferred shares of a par value of $100. each.

The head office of the Company will be at Marieville, in the Judicial District of St. Hyacinthe.

Dated at the office of the Attorney General this eighth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29463-o Deputy Attorney General.

**Ludger Lepage & Fils Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du treize janvier 1951, constituant en corporation: Jos-Alfred Dion, avocat, Léonce Lévesque, notaire, et Françoise Hamel, sténographe, tous trois de Roberval, district judiciaire de Roberval, pour les objets suivants:

Faire le commerce de marchandises, meubles en bois ou en métal, accessoires électriques, quincaillerie, ferronnerie, sous le nom de "Ludger Lepage & Fils Limitée", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Félicien, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général le treize janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29463-o L. DÉSILETS.

**Ludger Lepage & Fils Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the thirteenth day of January, 1951, incorporating: Jos. Alfred Dion, advocate, Léonce Lévesque, notary, and Françoise Hamel, stenographer, all three of Roberval, judicial district of Roberval, for the following purposes:

To deal in merchandise, wood or metal furniture, electrical appliances, hardware, ironware, under the name of "Ludger Lepage & Fils Limitée", with a capital stock of $40,000 divided into 400 shares of $100 each.

The head office of the company will be at Saint-Félicien, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this thirteenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29463 Deputy Attorney General.

**Main Hebrew Delicatessen Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trente décembre 1950, constituant en corporation: Jacques Lotey, Henryk Kalinowicz, marchands et Gregory Charlap, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

**Main Hebrew Delicatessen Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of December, 1950, incorporating: Jacques Lotey, Henryk Kalinowicz, merchants, and Gregory Charlap, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Exercer le commerce de friandises, viandes, épicieries, légumes, fruits et lignes connexes et aussi le commerce d'un restaurant et comptoir-lunch, sous le nom de "Main Hebrew Delicatessen Inc.", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

To carry on the business of delicatessens, meat products, groceries, vegetables, fruits and associated lines, and the business of restaurant and lunch counter, under the name of "Main Hebrew Delicatessen Inc.", with a capital stock of $40,000. divided into 400 shares of $100. each.

This head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of December 1950.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

---

### Noranda Recreation Association

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du huit janvier 1951, constituant en corporation sans capital-actions: Richard Valentine Porritt, gésant, Clayton Earle Anderson, assistant-gérant, Sidney Day Cooke,comptable en chef de mine, Cecil John Drummond, secretaire du gérant, et Gordon Griffith, comptable de mine, tous de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda, pour les objets suivants:

Permettre, organiser et fournir des facilités en vue de l'exploitation de clubs et autres associations dans des buts sportifs, récréatifs et sociaux pour le bien-être de la localité, sous le nom de "Noranda Recreation Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $800,000.

Le siège social de la corporation sera en la cité de Noranda, district judiciaire de Rouyn-Noranda.

Daté du bureau du Procureur général, le huit janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

### Noranda Recreation Association

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the eighth day of January, 1951, incorporating without share capital: Richard Valentine Porritt, manager, Clayton Earle Anderson, assistant manager, Sidney Day Cooke, chief mine accountant, Cecil John Drummond, secretary to manager and Gordon Griffith, mine accountant, all of Noranda, Judicial District of Rouyn-Noranda, for the following purposes:

To permit, organize and provide facilities for operation of clubs and other associations for sports and recreational and social purposes for the welfare of the community, under the name of "Noranda Recreation Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited is $800,000;

The head office of the Corporation will be at the City of Noranda, in the Judicial District of Rouyn-Noranda.

Dated at the office of the Attorney General, this eighth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

---

### Oriental Art Studios Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq janvier 1951, constituant en corporation: Milton Cohen, manufacturier, Harry Cohen, vendeur et Moe Edward Cohen, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme manufacturiers et marchands de vêtements et habits de toute description, sous le nom de "Oriental Art Studios Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune et en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2027 rue St-Timothée, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

### Oriental Art Studios Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1951, incorporating: Milton Cohen, manufacturer, Harry Cohen, salesman, and Moe Edward Cohen, manager, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers in garments and clothing of every description, under the name of "Oriental Art Studios Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 300 preferred shares of $100. each, and 1,000 common shares of $10. each.

The head office of the Company will be at 2027 St. Timothée Street, Montreeal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

---

### Park Extension Amateur Athletic Association

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuf janvier 1951, consti-

### Park Extension Amateur Athletic Association

Notice is hereby given that under the provisions of Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of January, 1951, incor-

tuant en corporation sans capital-actions: Charles Silverman, gérant d'usine, Jack Maggiorino, cordonnier, Marcel Poirier, gérant de ventes:, J. Borden Rollins, gérant de ventes, John J. O'Hara, vendeur, Gardner Moore, technicien, Henriot Laforest, vendeur, Alexander J. Smiley, marchand de radio et Fred Haward, commis, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Établir, encourager et promouvoir tous genres d'athlétisme, les sports et la culture, le développement et le vien-être physique, mental et moral, sous le nom de "Park Extension Amateur Athletic Association".

Le montant auquel est limitée la valeur des biens immobiliers que la corporation peut posséder est de $50,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

---

**Phil-Mo Ice Cream Cie Ltée**
**Phil-Mo Ice Cream Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 276, S.R.Q. 1941, des lettres patentes, en date du onze janvier 1951, constituant en corporation: André Nadeau, avocat, Claire Pigeon et Lyse Mignault, secrétaires, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme commerçants et producteurs de produits laitiers, agricoles et maraîchers de toutes sortes, sous le nom de "Phil-Mo Ice Cream Cie Ltée" — "Phil-Mo Ice Cream Co. Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 300 actions ordinaires de $100 chacune, et en 100 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le onze janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463-o L. DÉSILETS.

---

**Radio & Television Sales Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Irwin A. Frankel, avocat, Louis M. Benjamin, avocat et Sadie Gersovitz, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général qui consiste à fournir des divertissements et des représentations au public et exercer le commerce qui consiste à organiser des représentations théâtrales et radiophoniques, et agir comme agents de théâtres et/ou de publicité, sous le nom de "Radio & Television Sales Inc.".

Le capital de la compagnie est divisé en 200 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations sera de $1,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

porating without share capital: Charles Silverman, Plant Manager, Jack Maggiorino, Shoe Maker, Marcel Poirier, Sales manager, J. Borden Rollins, sales manager, John J. O'Hara, Salesman, Gardner Moore, Technician Henriot Laforest, Salesman, Alexander J. Smiley, Radio Merchant, and Fred Howard, clerk, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To establish, encourage and promote all forms of athletics, sports and physical, mental and moral culture, development and well-being under the name of "Park Extension Amateur Athletic Association".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold, is to be limited is $50,000.

The head office of the Corporation will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

---

**Phil-Mo Ice Cream Cie Ltée**
**Phil-Mo Ice Cream Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2, chapter 276, R.S.Q., 1941, bearing date the eleventh day of January, 1951, incorporating: André Nadeau, advocate, Claire Pigeon and Lyse Mignault, secretaries, all of the city and judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as dealers in and producers of dairy, farm and garden products of all kinds, under the name of "Phil-Mo Ice Cream Cie Ltée" — "Phil-Mo Ice Cream Co. Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 300 common shares of $100 each, and 100 preferred shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this eleventh day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463 Deputy Attorney General.

---

**Radio & Television Sales Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Irwin A. Frankel, advocate, Louis M. Benjamin, advocate, and Sadie Gersovitz, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on generally the business of furnishing amusement and entertainment to the public and to carry on the business of organizing theatrical and radio performances and to act as theatrical and/or advertising agents, under the name of "Radio & Television Sales Inc.",

The capital stock of the company is divided into 200 common shares having no nominal or par value, and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be $1,000.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of December, 1950.

L. DÉSILETS.

29464-o Deputy Attorney General.

**Rembrandt Art Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq janvier 1951, constituant en corporation: Milton Cohen, manufacturier, Harry Cohen, vendeur et Moe Edward Cohen, gérant, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général comme manufacturiers et marchands de vêtements de toute description, sous le nom de "Rembrandt Art Corporation", avec un capital de $40,000 divisé en 300 actions privilégiées de $100 chacune et en 1,000 actions ordniares de $10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2027 rue St-Timothée, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

**Rembrandt Art Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1951, incorporating: Milton Cohen, manufacturer, Harry Cohen salesman, and Moe Edward Cohen, manager, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as manufacturers and dealers generally in garments of every description, under the name of "Rembrandt Art Corporation", with a capital stock of $40,000. divided into 300 preferred shares of $100. each, and 1,000 common shares of $10. each.

The head office of the Company will be at 2027 St. Timothée Street, Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fifth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

**Romertex Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deux décembre 1950, constituant en corporation: Norman Romer, industriel, Norman Genser, Sydney Phillips, avocats, et Tessy Frankel, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce qui consiste à manufacturer et négocier des produits textiles de toute nature et description, sous le nom de "Romertex Corporation", avec un capital de $75,000 divisé en 740 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 1,000 action ordinaires d'une valeur au pair de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

**Romertex Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of December, 1950, incorporating: Norman Romer, industrialist, Norman Genser, Sydney Phillips, advocates, and Tessy Frankel, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of manufacturing and dealing in textiles of every nature and description, under the name of "Romertex Corporation", with a capital stock of $75,000. divided into 740 preferred shares having a par value of $100. each, and 1,000 common shares having a par value of $1. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-second day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

**R. Pasquini Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du trois janvier 1951, constituant en corporation: Gérard Corbeil, avocat, de Longueuil, Léo Davignon, comptable, de Montréal et Jeanne Drouin, secrétaire, d'Outremont, tous du district judicicaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exetcer le commerce comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "R. Pasquini Co. Ltd.", avec un capital de $10,000 divisé en 10,000 actions de $1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

**R. Pasquini Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of January, 1951, incorporating: Gérard Corbeil, advocate, of Longueuil, Léo Davignon, accountant, of Montreal, and Jeanne Drouin, secretary, of Outremont, all in the Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of general contractors and builders, under the name of "R. Pasquini Co. Ltd.", with a capital stock of $10,000. divided into 10,000 shares of $1 each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

**Shoe Bazaar Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

**Shoe Bazaar Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Prov-

province de Québec, des lettres patentes en date du quatre janvier 1951, constituant en corporation: Hyman Michaels, marchand, Barney Michaels, vendeur et Samuel Stein, avocat, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme marchands de vêtements de toute description, sous le nom de "Shoe Bazaar Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 250 actions ordinaires de $100 chacune et en 150 actions privilégiées de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

ince of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1951, incorporating: Hyman Michaels, merchant, Barney Michaels, salesman, and Samuel Stein, advocate, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in wearing apparel of every description, under the name of "Shoe Bazaar Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 250 common shares of $100. each, and 150 preferred shares of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

---

**Snowdon Investments Corp.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre janvier 1951, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., Manuel Shacter, avocats, Anne Ross et Thelma Bean, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaires de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Snowdon Investments Corp.", avec un capital de $100,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

**Snowdon Investments Corp.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1951, incorporating: Louis H. Rohrlick, K.C., Manuel Shacter, advocates, Anne Ross and Thelma Bean, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Snowdon Investments Corp.", with a capital stock of $100,000 divided into 200 common shares of the par value of $100 each, and 800 preferred shares of the par value of $100. each.

The head office of the Company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

---

**St. Catherine 5c to $1.00 Store Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-sept décembre 1950, constituant en corporation: Louis H. Rohrlick, C.R., Manuel Shacter, avocats, Thelma Bean et Anne Ross, secrétaires, filles majeures, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général comme marchands de vêtements, marchandises sèches, bottes et chaussures et autres marchandises générales, sous le nom de "St. Catherine 5c. to $1.00 Store Ltd.", avec un capital de $40,000 divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

**St. Catherine 5c to $1.00 Store Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of December, 1950, incorporating: Louis H. Rohrlick, K.C., Manuel Shacter, advocates, Thelma Bean and Anne Ross, secretaries, spinsters, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of dealers generally in clothing, dry goods, boots and shoes, and other general merchandise, under the name of "St. Catherine 5c. to $1.00 Store Ltd.", with a capital stock of $40,000 divided into 200 common shares of the par value of $100. each, and 200 preferred shares of the par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-seventh day of December 1950.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

---

**Super Steel & Metal Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du cinq janvier 1951, constituant en corporation: Joseph Shapiro, avocat et conseil en loi du Roi,

**Super Steel & Metal Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies, Act letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1951, incorporating: Joseph Shapiro, advocate and King's Counsel, Jean McFarlane, typist

Jean McFarlane, dactylographe, tous deux de la cité de Montréal, Benjamin Robinson, avocat et conseil en loi du Roi, de la cité de Westmount, Theodore Herzl Shapiro, avocat, de ville Mont-Royal, tous du district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les métiers et le commerce comme manufacturiers de fer, fabricants d'acier, convertisseurs d'acier, fondeurs, lamineurs de métaux en feuilles et de rails, fabricants de plaques en étain, sous le nom de "Super Steel & Metal Co.", avec capital de $40,000 divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de $100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

---

**Tank Truck Transportation Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, des lettres patentes en date du cinq janvier 1951, constituant en corporation: Ernest Kilton Barnard, Llewellyn T. Barnard et Kilton Gile Barnard, tous d'Oxford Mills, province d'Ontario, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de transport, sous le nom de "Tank Truck Transportation Limited", avec un capital de $40,000 divisé en 400 actions ordinaires de $100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

---

**The Campbell's Bay Curling Club Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quatre janvier 1951, constituant en corporation: Douglas Campbell, mineur, Rev. L. Émard, ministre du culte, Clifton Corrigan, gérant de laiterie, J. Denzil Moodie, marchand, Edward C. Lawn, marchand, Hillis Smith, voiturier, tous de Campbell's Bay et Robert Carter, gérant de mine, de l'Ile Grand Calumet, tous du district judiciaire de Pontiac, pour les objets suivants:

Exploiter un club de curling, sous le nom de "The Campbell's Bay Curling Club Inc.", avec un capital de $10,000 divisé en 400 actions de $25 chacune.

Le siège social de la compagnie sera au village de Campbell's Bay, district judiciaire de Pontiac.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

---

**Weedon Pyrite & Copper Corporation Limited**
**(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu des dispositions de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur

both of the City of Montreal, Benjamin Robinson, advocate and King's Counsel, of the city of Westmount, Theodore Herzl Shapiro, advocate, of the Town of Mount-Royal, all in the judicial district of Montreal, for the following purposes:

To carry on the trades and business of iron manufacturers, steel makers, steel converters, smelters, sheet metal and rail rollers, tin plate makers, under the name of "Super Steel & Metal Co.", with a capital stock of $40,000 divided into 300 preferred shares of a par value of $100 each, and 100 common shares of a par value of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

---

**Tank Truck Transportation Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of January, 1951, incorporating: Ernest Kilton Barnard, Llewellyn T. Barnard and Kilton Gile Barnard, all of Oxford Mills, Province of Ontario, for the following purposes:

To carry on the transportation business, under the name of "Tank Truck Transportation Limited", with a capital stock of $40,000 divided into 400 common shares of $100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

---

**The Campbell's Bay Curling Club Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of January, 1951, incorporating: Douglas Campbell, miner, Rev. L. Emard, clergyman, Clifton Corrigan, dairy manager, J. Denzil Moodie, merchant, Edward C. Lawn, merchant, Hillis Smith, carrier, all of Capmbell's Bay, and Robert Carter, mine manager, of Grand Calumet Island, all in the Judicial District of Pontiac, for the following purposes:

To carry on curling operations, under the name of "The Campbell's Bay Curling Club Inc.", with a capital stock of $10,000 divided into 400 shares of $25. each.

The head office of the Company will be at the Village of Campbell's Bay, in the Judicial District of Pontiac.

Dated at the office of the Attorney General this fourth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

---

**Weedon Pyrite & Copper Corporation Limited**
**(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the Provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieute-

de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-huit décembre 1950, constituant en corporation: Frank J. Dolan, comptable, J. Austin Murphy, C.R., procureur, Lottie Pachal, dactylographe, George Arthur Ovenden, comptable, et Denyse Paret, secrétaire, tous des cité et district judiciaire de Montréal, pour les objets suivants:

Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol, la terre, les roches et les pierres dans le but d'en extraire des minerais quelconques, donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer, sous le nom de "Weedon Pyrite & Copper Corporation Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital de $3,000,000 divisé en 3,000,000 d'actions de $1 chacune.

Les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou convenu d'être paye à la compagnie pour ses actions.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29463 L. DÉSILETS.

nant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of December, 1950, incorporating: Frank J. Dolan, accountant, J.-Austin Murphy, K.C., barrister, Lottie Pachal, typist, George Arthur Ovenden, accountant, and Denyse Paret, secretary, all of the City and Judicial District of Montreal, for the following purposes:

Prospect and explore for mines and minerals;

Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof, under the name of "Weedon Pyrite & Copper Corporation Limited (No Personal Liability)", with a capital stock of $3,000,000 divided into 3,000,000 shares of $1. each.

The shareholders of the company shall incur no personal liability in excess of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at Montreal, Judicial District of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General this twenty-eighth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29463-o Deputy Attorney General.

## Lettres patentes supplémentaires

### Allied Flock and Felt Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 19 janvier 1951, à la compagnie "Canadian Flock and Felt Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 28 novembre 1950, changeant son nom en celui de "Allied Flock and Felt Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 19 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

### Bernard Construction Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 31 janvier 1951, à la compagnie "Bernard Construction Ltée", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le 31 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464-o L. DÉSILETS.

### Bourque Electrique, Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 janvier 1951, à la compagnie "Bourque Electrique, Limitée", ratifiant son règlement N° 3 augmentant son capital de

## Supplementary Letters Patent

### Allied Flock and Felt Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Canadian Flock and Felt Inc.", incorporated by letters patent dated November 28th, 1950, changing its name to that of "Allied Flock and Felt Inc.

Dated at the office of the Attorney General, this 19th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

### Bernard Construction Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the thirty-first day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Bernard Construction Ltée", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464 Deputy Attorney General.

### Bourque Electrique, Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, seupplementary letters patent bearing date the twenty-third day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Bourque Electrique. Limitée", ratifying its By-law No. 3, increasing its capital stock from

$3,000 à $78,000 par la création de 15,000 actions privilégiées de $5 chacune et comportant les droits, restrictions et privilèges énumérés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464-o L. DÉSILETS.

---

**Cantin Sales Agencies Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 23 janvier 1951, à la compagnie "Cantin Sales Agencies Ltd.", ratifiant son règlement spécial "I", réduisant son capital autorisé par l'annulation de 900 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair et de 1,000 actions privilégiées de $100 chacune, et fixant le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce à pas moins que $500.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

---

**Deckelbaum Bros. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres supplémentaires en date du 11 janvier 1951, à la compagnie "Deckelbaum Bros. Ltd.", ratifiant son règlement N° 30, augmentant son capital de $20,000 à $350,000 par la création de: *a*) 150 actions catégorie "A" additionnelles de $100 chacune; *b*) 250 actions catégorie "B" additionnelles de $100 chacune comportant les privilèges et restrictions mentionnées audit règlement; *c*) 2,900 nouvelles actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 11 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

---

**Halickman Bros. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 23 janvier 1951, à la compagnie "Halickman Bros. Ltd.", ratifiant son règlement No. 25, augmentant son capital autorisé de $100,000 à $250,000 par la création de 500 actions ordinaires additionnelles de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

---

**Houde, Laroche & Cie Ltée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplé-

$3,000 to $78,000, by the creation of 15,000 preferred shares of $5 each, and subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in thesaid By-Law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

---

**Cantin Sales Agencies Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Cantin Sales Agencies Ltd.", ratifying its Special By-Law "I" reducing its authorized capital stock by the cancellation of 900 common shares without nominal or par value and 1,000 preferred shares of $100 each, and fixing the amount of capital with which the company will carry on business at not less than $500.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

---

**Deckelbaum Bros. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 11th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "Deckelbaum Bros. Ltd.", ratifying its By-Law No. 30 increasing its capital stock from $20,000 to $350,000 by the creation of : *a*) 150 additional Class "A" shares of $100 each; *b*) 250 additional Class "B" shares of $100 each carrying the privileges and restrictions mentioned in such by-law; *c*) 2,900 new preferred shares of $100 each to be subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 11th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

---

**Halickman Bros. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Halickman Bros. Ltd.", ratifying its By-Law No. 25 increasing its authorized capital stock from $100,000 to $250,000 by the creation of 500 additional common shares of $100 each, and 1,000 additional preferred shares of $100 each, subject to the rights restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

---

**Houde, Laroche & Cie Ltée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-fifth day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Go-

mentaires, en date du 25 janvier 1951, à la compagnie "Houde, Laroche & Cie Ltée", ratifiant son règlement spécial N° 12, subdivisant, créant et émettant 500 actions ordinaires de $100 chacune du capital-actions autorisé sous forme de 5,000 actions privilégiées de $10 chacune comportant les droits, restrictions et privilèges énumérés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29464-o L. DÉSILETS.

---

**La Cie Métallique Victoria, Limitée**
**The Victoria Metallic Co. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 29 décembre 1950, à la compagnie "La Cie Métallique Victoria, Limitée" —"The Victoria Metallic Co. Limited", ratifiant son règlement N° 3: *a*) subdivisant ses 195 actions communes de $100 chacune en 1950 actions communes de $10 chacune; *b*) augmentant le capital-actions autorisé de ladite compagnie de $19,500 à $99,500, par la création de 800 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges, énumérés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 29 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29464-o L. DÉSILETS.

---

**Laviolette Chemicals Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 30 janvier 1951, à la compagnie "St. Maurice Chemicals Co. Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 9 novembre 1950, changeant son nom en celui de "Laviolette Chemicals Co. Ltd.".

Daté du bureau du Procureur général, le 30 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29464-o L. DÉSILETS.

---

**Leisure Wear Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 4 janvier 1951, à la compagnie "Leisure Wear Inc.", ratifiant son règlement "B", augmentant son capital autorisé de $20,000 à $80,000 par la création de 100 actions ordinaires additionnelles de $100 chacune et de 500 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 4 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29464 L. DÉSILETS.

---

**Leo. Perrault Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes sup-

vernor of the Province of Quebec, to the company "Houde, Laroche & Cie Ltée". ratifying its special by-law No. 12, subdividing, creating and issuing 500 common shares of $100 each of the authorized capital stock as 5,000 preferred shares of $10 each subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-fifth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29464 Deputy Attorney General.

---

**La Cie Métallique Victoria, Limitée**
**The Victoria Metallic Co. Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, Supplementary letters patent, bearing date the twenty-ninth day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "La Cie Métallique Victoria, Limitée"—"The Victoria Metallic Co. Limited", ratifying its by-law No. 3 *a*) subdividing its 195 common shares of $100 each into 1950 common shares of $10 each; *b*) increasing the authorized capital stock of the said company from $19,500 to $99,500 by the creation of 800 preferred shares of $100 each, carrying the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29464 Deputy Attorney General.

---

**Laviolette Chemicals Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the thirtieth day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "St. Maurice Chemicals Co. Ltd.", incorporated by letters patent dated the 9th day of November, 1950, changing its name into that of "Laviolette Chemical Co. Ltd."

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29464 Deputy Attorney General.

---

**Leisure Wear Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 4th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Leisure Wear Inc.", ratifying its By-law "B" increasing its authorized capital stock from $20,000 to $80,000 by the creation of 100 additional common shares of $100 each, and 500 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 4th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29464-o Deputy Attorney General.

---

**Leo. Perrault Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-

plémentaires en date du 31 janvier 1951, à la compagnie "Léo. Perrault Limitée", ratifiant son règlement spécial "A", augmentant son capital autorisé de $99,000 à $399,000 par la création de 3,000 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 31 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

---

**Les Huiles Penco Limitée**
**Penco Oil Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 26 janvier 1951, à la compagnie "Les Huiles Penco Limitée"—"Penco Oil Limited", ratifiant son règlement No. VI portant son capital-actions de $49,900 à $200,000 par la création de 395 actions ordinaires de $100 chacune et de 22,120 actions privilégiées de $5 chacune, sujettes aux mêmes droits et restrictions que celles créées le 27 décembre 1950.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464-o L. DÉSILETS.

---

**Les Meubles de St-Barthélémi, Ltée**
**St.Barthelemy Furniture Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 16 janvier 1951, à la compagnie "Les Meubles de St-Barthélémy, Ltée" — "St. Barthelemy Furniture Ltd.", ratifiant un règlement augmentant son capital-actions de $40,000 à $75,000 par la création de 350 actions ordinaires additionnelles de $100.

Daté du bureau du Procureur général le 16 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464-o L. DÉSILETS.

---

**Letendre & Frères Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 17 janvier 1951, à la compagnie "Letendre & Frères Limitée", ratifiant: 1°, un règlement modifiant les privilèges attachés à ses actions privilégiées; 2°) un règlement divisant les actions privilégiées de ladite compagnie en classe "A" et en classe "B".

Daté du bureau du Procureur général le 17 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464-o L. DÉSILETS.

---

**Maurice Dress Company Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 24 janvier 1951, à la compagnie "Maurice Dress Company Ltd.", ratifiant son règlement N° 5, augmentant son capital de $98,000 à $150,000 par la création de 520 actions privilégiées catégorie "B"

Governor of the Province of Quebec, to the company "Léo. Perreault Limitée", ratifying its Special By-law "A", increasing its authorized capital stock from $99,000 to $399,000 by the creation of 3,000 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

---

**Les Huiles Penco Limitée**
**Penco Oil Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the twenty-sixth day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Huiles Penco Limitée"—"Penco Oil Limited", ratifying its by-law No. VI increasing its capital stock from $49,900 to $200,000 by the creation of 395 common shares of $100 each and 22,120 preferred shares of $5 each, subject to the same rights and restrictions as those created on the twenty-seventh of December, 1950.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464 Deputy Attorney General.

---

**Les Meubles de St-Barthélémi, Ltée**
**St.Barthelemy Furniture Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the sixteenth day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Les Meubles de St-Barthélémy, Ltée" — St. Barthelemy Furniture Ltd.", ratifying a By-law increasing its capital stock from $40,000 to $75,000 by the creation of 350 additional common shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464 Deputy Attorney General.

---

**Letendre & Frères Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the seventeenth day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Letendre & Frères Limitée", ratifying: 1. a By-law amending the privileges attaching to its preferred shares; 2. a By-law dividing the preferred shares of the said company into Class "A" and Class "B" shares.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464 Deputy Attorney General.

---

**Maurice Dress Company Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Maurice Dress Company Ltd.", ratifying its By-law No. 5 increasing its capital stock from $98,000 to

de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29464 L. DÉSILETS.

---

**M. Berger & Sons Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 24 janvier 1951, à la compagnie "M. Berger & Sons Limited", ratifiant son règlement N° 25, augmentant son capital de $20,000 à $70,000 par la création de 250 actions ordinaires additionnelles de $100 chacune et de 250 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29464 L. DÉSILETS.

---

**McGuaig Bros. Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettrse patentes, supplémentaires en date du 24 janvier 1951, à la compagnie "McCuaig Bros. Inc.", ratifiant son règlement spécial "D", réduisant son capital de $210,000 à $176,600 par l'annulation de 3,340 actions privilégiées remboursées de $10 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 janvier 1951.

L'Assistant-procureur rénéral,
29464 L. DÉSILETS.

---

**Metallurg (Canada) Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 22 janvier 1951, à la compagnie "Silvercrown (Canada) Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 30 janvier 1948, changeant son nom en celui de "Metallurg (Canada) Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le 22 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29464 L. DÉSILETS.

---

**Sterling Woollens & Silks Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 24 janvier 1951, à la compagnie "Sterling Woollens & Silks Co. Ltd.", ratifiant son règlement "C", augmentant son capital de $99,000 à $449,000 par la création de 3,500 actions privilégiées additionnelles de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 24 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29464 L. DÉSILETS.

---

$150,000 by the creation of 520 class "B" preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29464-o Deputy Attorney General.

---

**M. Berger & Sons Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "M. Berger & Sons Limited", ratifying its By-Law No. 25 increasing its capital stock from $20,000 to $70,000 by the creation of 250 additional common shares of $100 each and 250 preferred shares of $100 each ,subject to the provileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29464-o Deputy Attorney General.

---

**McGuaig Bros. Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "McCuaig Bros. Inc.", ratifying its Special By-law "D", reducing its capital stock from $210,000 to $176,600 by the cancellation of 3,340 redeemed preferred shares of $10 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29464-o Deputy Attorney General.

---

**Metallurg (Canada) Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Silvercrown (Canada) Limited", incorporated by letters patent January 30th. 1948, changing its name to that of "Metallurg (Canada) Ltd".

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29464-o Deputy Attorney General.

---

**Sterling Woollens & Silks Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 24th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Sterling Woollens & Silks Co. Ltd.", ratifying its By-Law "C" increasing its capital stock from $99,000 to $449,000 by the creation of 3,500 additional preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 24th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29464-o Deputy Attorney General.

---

**The W. Howick Mfg. Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 janvier 1951, à la compagnie "The W. Howick Mfg. Co. Ltd.", ratifiant son règlement N° 21, augmentant son capital autorisé de $49,000 à $149,000 par la création de 1,000 actions privilégiées de $100 chacune ,sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procrreur général, le 18 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**The W. Howick Mfg. Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "The W. Howick Mfg, Co. Ltd.", ratifying its By-law No. 21 increasing its authorized capital stock from $49,000 to $149,000 by the creation of 1000 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**Tymeley Frocks Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 25 janvier 1951, à la compagnie "Tymeley Frocks Inc.", ratifiant: 1° son règlement N° 24, augmentant le nombre de ses directeurs de 3 à 4; 2° son règlement N° 25, subdivisant 150 actions ordinaires de $100 chacune en 15,000 actions ordinaires de $1 chacune et convertissant lesdites 15,000 actions ordinaires de $1 en 15,000 actions privilégiées de $1 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit réglement; 3° son règlement N° 26, augmentant son capital de $20,000 à $30,000 par la création de 10,000 actions privilégiés additionnelles de $1 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 25 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**Tymeley Frocks Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 25th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Tymeley Frocks Inc.", ratifying: 1° its By-law No. 24 increasing the number of its directors from 3 to 4; 2. its By-law No. 25 subdividing 150 common shares of $100 each into 15,000 common shares of $1 each and converting the said 15,000 common shares of $1 into 15,000 preferred shares of $1 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law; 3. its by-law No. 26 increasing its capital stock from $20,000 to $30,000 by the creation of 10,000 additional preferred shares of $1 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 25th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**United Amusement Corporation Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2 de ladite Loi, S.R.Q. 1941, chapitre 276, des lettres patentes supplémentaires en date du 20 janvier 1951, à la compagnie "United Amusement Corporation Limited", ratifiant son règlement N° 67A subdivisant ses 100,000 actions sans valeur nominale ou au pair en 400,000 actions sans valeur nominale ou au pair et fixant à $2,000,000 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**United Amusement Corporation Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with section 2 of the said Act, R.S.Q. 1941, chapter 276, to the company "United Amusement corporation Limited", ratifying its By-law No. 67A subdivinding its 100,000 shares without nominal or par value into 400,000 shares without nominal or par value and fixing at $2,000,000 the amouut with which the company will continue its opérations.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of January, 1951.

L. DÉSILETS.

29464-o Deputy Attorney General.

**Z. Lavigueur Limitée**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 janvier 1951, à la compagnie, "Z. Lavigueur Limitée", ratifiant son règlement N° 29 augmentant son capital-actions

**Z. Lavigueur Limitée**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-third day of January 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Procinve of Quebec, to the company "Z. Lavigueur Limitée" ratifying its By-law No. 29, increasing its authorized capital stock

autorisé de $40,000 à $90,000 par la création de 500 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énumérés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,
29464-o L. DÉSILETS.

from $40,000 to $90,000 by the creation of 500 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges, enumerated in the said By-law.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty third day of January, 1951.

L. DÉSILETS,
29464 Deputy Attorney General.

### A. D. McGibbon & Sons Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 16 décembre 1950 à la compagnie "A. D. McGibbon & Sons Limited", ratifiant: 1° son règlement spécial "A" désignant comme "actions ordinaires" les 450 actions de $100 de son capital-actions; 2° son règlement spécial "B" augmentant ledit capital de $45,000 à $145,000 par la création de 20,000 nouvelles actions privilégiées de $5 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 16 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29464 L. DÉSILETS.

### A. D. McGibbon & Sons Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 16th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "A.D. McGibbon & Sons Limited", ratifying: 1. its Special By-law "A" designating as "common shares" the 450 shares of $100 of its capital stock: 2. its Special By-law "B" increasing the said capital stock from $45,000 to $145,000 by the creation of 20,000 new preferred shares of $5 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 16th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29464-o Deputy Attorney General.

### A. Pesner & Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 décembre 1950, à la compagnie "A. Pesner & Co. Inc.", ratifiant son règlement N° 24, augmentant son capital autorisé par la création de 2,000 actions privilégiées additionnelles de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29464 L. DÉSILETS.

### A. Pesner & Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "A. Pesner & Co. Inc.", ratifying its By-Law No. 24 increasing its authorized capital stock by the creation of 2,000 additional preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29464-o Deputy Attorney General.

### Arden Fur Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 20 décembre 1950, à la compagnie "Arden Fur Corp.", ratifiant son règlement N° 50, augmentant son capital de $20,000 à $120,000 par la création de 1,000 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29464 L. DÉSILETS.

### Arden Fur Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Arden Fur Corp.", ratifying its By-Law No. 50 increasing its capital stock from $20,000 to $120,000 by the creation of 1,000 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29464-o Deputy Attorney General.

### Canadian Cotton & Wool Waste Co. Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 décembre 1950, à la compagnie "Canadian Cotton & Wool Waste Co. Limited", ratifiant son règlement N° 26, augmentant son capital de $49,000 à $149,000 par la création de 1,000 actions privilégiées de

### Canadian Cotton & Wool Waste Co. Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Canadian Cotton & Wool Waste Co. Limited", ratifying its By-Law No. 26 increasing its capital stock from $49,000 to $149,000 by the creation of 1,000 preferred shares of $100 each,

$100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

---

**Canadian Plywoods Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 26 janvier 1951, à la compagnie "Canadian Plywoods Limited", ratifiant: 1° une résolution étendant les pouvoirs de ladite compagnie; 2° son règlement N° A-3 augmentant son capital par la création de 2,000 nouvelles actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement, et fixant à $25,000 le montant avec lequel la compagnie continuera ses opérations.

Daté du bureau du Procureur général, le 26 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

---

**Consolidated Quebec Gold Mining & Metals Corporation**
**(Libre de responsabilité personnelle)**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 31 janvier 1951, à la compagnie "Quebec Gold Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec par lettres patentes en date du 6 février 1933, ratifiant 1° son règlement N° 43, modifiant les règlements généraux de ladite compagnie et modifiant ses pouvoirs de la manière indiquée dans ce règlement; 2° son règlement N° 45; *a*) convertissant 1,000,000 d'actions ordinaires non émises de $1 chacune en 1,000,000 d'actions privilégiées de $1 chacune, sujettes aux droits, priviléges et restrictions mentionnés audit règlement N° 45; *b*) consolidant les 3,000,000 d'actions ordinaires restantes de $1 chacune en 1,200,000 actions ordinaires de $2.50 chacune; 3° son règlement N° 46, changeant le nom de ladite compagnie de "Quebec Gold Mining Corporation" (Libre de responsabilité personnelle) en celui de "Consolidated Quebec Gold Mining & Metals Corporation" (Libre de responsabilité personnelle).

Daté du bureau du Procureur général, le 31 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

---

**Harrison Transport & Equipment Company Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 décembre 1950, à la compagnie "Star Transport & Equipment Company, Inc." constituée en corporation par lettres patentes en date du 22 avril 1948, changeant son nom en celui de "Harrison Transport & Equipment Company Inc."

subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

---

**Canadian Plywoods Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 26th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Canadian Plywoods Limited", ratifying: 1. a resolution extending the powers of the said company; 2. its By-law No. A-3 increasing its capital stock by the creation of 2,000 new preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law, and fixing at $25,000 the amount with which the company will continue its operations.

Dated at the office of the Attorney General, this 26th day of January. 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

---

**Consolidated Quebec Gold Mining & Metals Corporation**
**(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the "Quebec Gold Mining Corporation (No Personal Liability) a company incorporated under the Quebec Mining Companies' Act by letters patent dated February 6th, 1933, ratifying: 1. its By law No. 43 modifying the general by-laws of the said company and modifying the powers thereof in the manner set forth in such by-law; 2. its By-law No. 45: *a*) converting 1,000,000 of the unissued common shares of $1 each into 1,000,000 preferred shares of $1 each subject to the rights, privileges and restrictions mentioned in the said By-law No. 45; *b*) consolidating the remaining of 3,000,000 common shares of $1 each into 1,200,000 common shares of $2.50 each; 3. its By-law No. 46 changing the name of the said company from Quebec Gold Mining Corporation (No Personal Liability) to "Consolidated Quebec Gold Mining & Metals Corporation" (No Personal Liability).

Dated at the Office of the Attorney General, this 31st day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

---

**Harrison Transport & Equipment Company Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Star Transport & Equipment Company, Inc." incorporated by letters patent dated April 22nd, 1948, changing its name to that of "Harrison Transport & Equipment Company Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le 18 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**Herman Bros. Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 20 décembre 1950, à la compagnie "Herman Bros. Limited", ratifiant son règlement N° 24, augmentant son capital autorisé de $20,000 à $60,000 par la création de 400 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 20 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**Herman Bros. Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 20th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Herman Bros. Limited", ratifying its By-Law No. 24 increasing its authorized capital stock from $20,000 to $60,000 by the creation of 400 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 20th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**International Laces Incorporated**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 14 décembre 1950, à la compagnie "International Laces Incorporated", ratifiant: 1° son règlement N° 23, diminuant son capital de $20,000 à $14,000 par l'annulation de 600 actions ordinaires de $10 chacune; 2° son règlement N° 24, augmentant son capital de $14,000 à $164,000 par la création de 1,500 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**International Laces Incorporated**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "International Laces Incorporated" ratifying: 1° its By-Law No. 23 reducing its capital stock from $20,000 to $14,000 by the cancellation of 600 common shares of $10 each; 2° its By-Law No. 24 increasing its capital stock from $14,000 to $164,000 by the creation of 1,500 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**Overseas Textiles Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 14 décembre 1950, à la compagnie "Overseas Textiles Ltd.", ratifiant son règlement N° 4, augmentant son capital autorisé de $49,000 à $249,000 par la création de 2,000 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 14 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**Overseas Textiles Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 14th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Overseas Textiles Ltd.", ratifying its By-Law No. 4 increasing its authorized capital stock from $49,000 to $249,000 by the creation of 2,000 preferred shares of $100 each, carrying the rights, restrictions and privileges mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 14th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**Nat Gordon Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 19 janvier 1951, à la compagnie "Nat Gordon Inc.", ratifiant son règlement N° 22, augmentant son capital de $40,000 à $100,000 par la création de 150 actions ordinaires additionnelles de $100 chacune et de 450 actions privilégiées de $100 chacune et sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**Nat Gordon Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Nat Gordon Inc.", ratifying its By-law No. 22 increasing its capital stock from $40,000 to $100,000 by the creation of an additional 150 common shares of $100 each and 450 preferred shares of $100 each and subject to the privileges and restrictions mentioned in such by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 19th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**North American Utilities Corporation**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du 23 janvier 1951, à la compagnie "North American Utilities Corporation", ratifiant son règlement spécial "B" augmentant son capital-actions autorisé de $4,000,000 à $8,000,000 par la création de 40,000 actions privilégiées additionnelles de $100 chacune, comportant les mêmes droits, privilèges et restrictions que les actions privilégiées antérieurement autorisées.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464-o L. DÉSILETS.

**North American Utilities Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the twenty-third day of January, 1951, were issûed by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "North American Utilities Corporation", ratifying its special by-law "B" increasing its authorized capital stock from $4,000,000 to $8,000,000 by the creation of 40,000 additional preferred shares of $100 each, subject to the same rights, privileges and restrictions as those of the already authorized preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464 Deputy Attorney General.

**Paul Guimond Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 22 janvier 1951, à la compagnie "Paul Guimond Limited", ratifiant: 1° son règlement spécial "A", réduisant son capital de $24,000 à $7,000 par l'annulation de 3,400 actions ordinaires de $5 chacune; 2° son règlement spécial "B", augmentant son capital de $7,000 à $47,000 par la création de 400 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**Paul Guimond Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Paul Guimond Limited", ratifying: 1. its Special By-law "A" reducing its capital stock from $24,000 to $7,000 by the cancellation of 3,400 common shares of $5 each; 2. its Special By-law "B" increasing its capital stock from $7,000 to $47,000 by the creation of 400 preferred shares of $100 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 22nd day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**R. E. Stewart Construction Corporation.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 23 janvier 1951, à la compagnie "R.E. Stewart Construction Corporation", ratifiant son règlement spécial "A", augmentant son capital autorisé de $49,000 à $349,000 par la création de 3,000 actions privilégiées de $100 chacune, sujettes aux droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 23 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**R. E. Stewart Construction Corporation**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 23rd day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "R. E. Stewart Construction Corporation", ratifying its Special By-law "A" increasing its authorized capital stock from $49,000 to $349,000 by the creation of 3,000 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 23rd day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**Robert M. Miller Construction Co. Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 31 janvier 1951, à la compagnie "Robert M. Miller Construction Co. Ltd.", ratifiant son règlement spécial "D" diminuant son capital de $150,000 à $72,000 par l'annulation de 780 actions privilégiées remboursées de $100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le 31 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**Robert M. Miller Construction Co. Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 31st day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Robert M. Miller Construction Co. Ltd.", its Special By-law "D" reducing its capital stock from $150,000 to $72,000 by the cancellation of 780 redeemed preferred shares of $100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this 31st day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**Roslyn Enterprises Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 19 janvier 1951, à la compagnie "Artik Ice Cream Co. Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 25 novembre 1944: 1° changeant son nom en celui de "Roslyn Enterprises Ltd."; 2° étendant ses pouvoirs et modifiant les dispositions des lettres patentes de ladite compagnie.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**Roslyn Enterprises Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 19th day of January 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Artik Ice Cream, Inc.", incorporated by letters patent dated November 25th, 1944: 1. changing its name to that of "Roslyn Enterprises Ltd."; 2. extending its powers and modifying the provisions of the letters patent of the said company.

Dated at the office of the Attorney General, this 19th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**Standard Cottons Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 janvier 1951, à la compagnie "Standard Cottons Ltd.", ratifiant son règlement spécial "A": 1°) subdivisant et convertissant ses 200 actions ordinaires de $100 chacune en 600 actions catégorie "A" de $25 chacune et en 5,000 actions catégorie "B" de $1 chacune: 2°) augmentant son capital de $20,000 à $500,000 par la création de 1,000 actions catégorie "A" additionnelles de $25 chacune et de 5,000 actions catégorie "B" additionnelles de $1 chacune et de 45,000 actions privilégiées de $10 chacune et indiquant les droits et restrictions attachés auxdites différentes actions.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**Standard Cottons Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Standard Cottons Ltd.", ratifying its Special By-Law "A": 1. subdividing and converting its 200 common shares of $100 each into 600 class "A" shares of $25 each and 5,000 class "B" shares of $1 each; 2. increasing its capital stock from $20,000 to $500,000 by the creation of 1,000 additional class "A" shares of $25 each and 5,000 additional class "B" shares of $1 each and 45,000 preferred shares of $10 each and indicating the rights and restrictions attaching to the said various shares.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**Sterling Teas & Coffees Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 15 janvier 1951, à la compagnie "Sterling Teas & Coffees Limited", ratifiant: 1° son règlement N° 24, subdivisant ses 490 actions de $100 chacune en 1960 actions de $25 chacune; 2° son règlement N° 25 convertissant 1160 actions ordinaires de $25 chacune en 1160 actions privilégiées de $25 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 15 janvier 1951.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**Sterling Teas & Coffees Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 15th day of January, 1951, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Sterling Teas & Coffees Limited", ratifying: 1. its By-Law N° 24 subdividing its 490 shares of $100 each into 1960 shares of $25 each; 2. its By-lsaw No. 25 converting 1160 common shares of $25 each into 1160 preferred shares of $25 each, subject to the rights and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 15th day of January, 1951.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**Sauquoit Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 22 décembre 1950, à la compagnie "Granby Textiles Limited", constituée en corporation par lettres patentes en date du 23 juin 1942: *a*) changeant son nom en celui de "Sauquoit Ltd."; *b*) ratifiant son règlement N° 14, changeant la situation du siège social de ladite compagnie de Granby à Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le 22 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29464 L. DÉSILETS.

**Sauquoit Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 22nd day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Granby Textiles Limited", incorporated by letters patent dated June 23rd, 1942: *a*) changing its name to that of "Sauquoit Ltd."; *b*) ratifying its By-law No. 14 changing the location of the head office of the said company from Granby to Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, the 22nd day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29464-o Deputy Attorney General.

**Sterling Sales & Salvage Co.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 décembre 1950, à la compagnie "Sterling Sales & Salvage Co.", ratifiant son règlement N° 54: *a*) subdivisant 100 actions ordinaires de $100 chacune de son capital autorisé en 1,000 actions ordinaires de $10 chacune; *b*) créant et émettant les 300 actions ordinaires restantes de $100 chacune dudit capital autorisé comme 300 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29464 L. DÉSILETS.

**Sterling Sales & Salvage Co.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Sterling Sales & Salvage Co.", ratifying its By-law No. 54: *a*) subdividing 100 common shares of $100 each of its authorized capital into 1,000 shares of $10 each; *b*) creating and issuing the 300 remaining common shares of $100 each of the said authorized capital as 300 preferred shares of $100 each carrying the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, the 18th day of December, 1950.

L .DÉSILETS,
29464-o Deputy Attorney General.

**The Cradoc Simpson Company**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Quebec, des lettres patentes supplémentaires en date du 21 décembre 1950, à la compagnie "The Cradock Simpson Company", ratifiant son règlement spécial "A", augmentant son capital de $10,000 a $110,000 par la création de 10,000 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux droits et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,
29464 L. DESILETS.

**The Cradoc Simpson Company**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "The Cradock Simpson Company", ratifying its Special By-law "A" increasing its capital stock from $10,000 to $100,000 by the creation of 10,000 preferred shares of $10 each, subject to the rights and restrictions mentioned in such by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of December, 1950.

L. DÉSILETS,
29464-o Deputy Attorney General.

## Ventes pour taxes

### ERRATUM

Dans l'avis de vente pour taxes du Comté de Labelle, publié dans la *Gazette officielle de Québec* du 20 janvier 1951, page 235, et du 27 janvier 1951, page 363, *concernant le canton Marchand*, lire: 11 *rang sud-est*, L. DeLadurantaye et non pas 11 rang 7:

*Pour le canton Mousseau*, page 236 et page 364 lire: 8 *rang* 3 et non pas 8 *rang* 8.

L'Assist-Secrétaire-Trésorier du Comté de Labelle.
29480-o ROGER MUNN.

Province de Québec — District d'Abitibi

MUNICIPALITÉ DU COMTÉ D'ABITIBI

Avis public vous est par les présentes donné par le soussigné, Laval Goulet, secrétaire-trésorier de la Corporation Municipale du comté d'Abitibi, que les immeubles avec bâtisses, circonstances et dépendances, ci-après mentionnées seront vendues à l'enchère publique au Palais de Justice à Amos, au lieu ordinaire des sessions de ce conseil le second jeudi du mois d'avril 1951, soit le DOUZE AVRIL, 1951, à DIX heures de l'avant-midi, pour non-paiement des taxes municipales, scolaires et repartition d'Église, frais et charge dues sur chacun de ces immeubles à moins que ces taxes, frais et charges ne soient plus tôt payés et acquittés avec les frais encourus avant la vente, savoir:

## Sales for Taxes

### ERRATUM

In the Notice of sale for taxes of the County of Labelle, published in the *Quebec Official Gazette* the 20th January, 1951, on page 235, and the 27th January, 1951, on page 363, *Concerning Marchand* Township, please read: *11 south-east range*, DeLadurantaye, instead of 11 range 7:

Concerning Mousseau Township, page 236 and page 364, please read: 8 *range* 3 instead 8 *rang* 8;

ROGER MUNN,
29480-o Ass.-Secy-treas. of Labelle County.

Province of Quebec — District of Abitibi

MUNICIPALITY OF THE COUNTY OF ABITIBI

Public notice is hereby given by the undersigned, Laval Goulet, secretary-treasurer of the Municipal Corporation of the county of Abitibi that the immovables, with buildings, circumstance and dependencies, hereinafter mentioned, will be sold by public auction in the Court House at Amos, the usual meeting place of the said Council, on the second Thursday of the month of April, 1951, namely the TWELFTH day of APRIL, 1951, at TEN o'clock in the forenoon, for the non-payment of municipal and school taxes and church apportionments, costs and charges due on each of the said immovables, unless the said taxes, costs and charges be paid and acquitted, with costs incurred, before the sale, to wit:

Corporation de Carpentier & Courville — Corporation of Carpentier & Courville
Commission scolaire de Belcourt — School Commission of Belcourt

| Canton ou village — Township or village | Rang — R'ge | Bloc — Block | Lot | Propriétaire — Owner | Taxes munic. — Munic. taxes | Taxes sco.. — School taxes | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Carpentier | 1 | | 51-A-B | Gaudias Labbé | $ 4.58 | $ 42.02 | $ 46.60 |
| " | 1 | | 54 | Emery Desputeau | 21.69 | 150.18 | 171.87 |
| " | 2 | | P.S. 61-A-B & 62-A-B. | Georges Otis | 2.95 | 17.65 | 20.60 |
| Courville | 6 | | 50 | Laurenzo Belisle | 15.45 | 104.27 | 119.72 |
| " | 6 | | 54 | Nestor Blais | 32.16 | 64.80 | 96.69 |
| " | 6 | | 55 | Arthur Bouchard | 18.22 | 27.66 | 45.88 |
| " | 6 | | 56 | Léo Lavergne | 20.90 | 56.09 | 76.99 |
| " | 6 | | 58 | Léo Lavergne | 8.53 | 19.60 | 28.13 |
| " | 7 | | 57 | Lucien Béland | 17.91 | 50.03 | 67.94 |
| " | 7 | | 58-1-2-3-4 | Nestor Blais | 6.30 | 12.30 | 18.26 |
| " | 8 | | 61 | Raoul Roy | 17.22 | 117.56 | 134.78 |
| " | 8 | | 62 | Raoul Roy | 4.87 | 41.06 | 45.93 |
| " | 9 | | 34-1-2 | Lucien Raymond | 4.05 | 14.87 | 18.92 |
| " | 9 | | 35-1-2 | Charles Pratte | 17.68 | 56.09 | 73.77 |
| " | 9 | | 51-1-2-3-4 | Philippe Vilandré | 19.59 | 81.25 | 100.84 |
| " | 9 | | 53-1-2-3-4 | Nelson Belisle | 30.13 | 178.31 | 208.44 |
| " | 9 | | 55-1-2-3-4 | Maurice Lavoie | 16.53 | 53.67 | 70.10 |
| " | 9 | | P.S. 60 | Sylva St-Amant | 10.89 | 67.56 | 78.45 |
| " | 9 | | 61-1-2 | Alexandre Lauzé | 21.38 | 40.20 | 61.58 |
| " | 9 | | 62-1-2 | Alexandre Lauzé | 17.45 | 28.96 | 46.41 |
| " | 9 | 16 / 17 | 60 | Société Coopérative | 19.93 | 84.21 | 106.14 |
| " | 10 | | 34-1-2 | Lucien Raymond | 2.35 | 8.25 | 10.60 |
| " | 10 | | 35-1-2 | Charles Pratte | 7.88 | 11.14 | 19.02 |
| " | 10 | | 36-1-2 | Léandre Lafrance | 8.22 | 17.05 | 25.27 |
| " | 10 | | 37-1-2 | Alphée Richard | 8.00 | 15.02 | 23.02 |
| " | 10 | | 38-1-2 | Pascal Richard | 7.60 | 38.18 | 45.78 |
| " | 10 | | 52 | Alphonse Petit | 9.62 | 43.27 | 52.89 |
| " | 10 | | 57 | Emile Lacourse | 3.06 | 15.01 | 18.07 |
| Senneterre | 8 | | 6½ | Jean-Louis Bacon | 13.25 | 95.73 | 108.98 |
| " | 9 | | 5 | Réné Labonne | 7.00 | 19.70 | 26.70 |
| " | 9 | | 6 | Joseph Bourgeault | 21.34 | 82.25 | 103.59 |
| " | 9 | | 7 | Joseph Bourgeault | 6.65 | 25.71 | 32.36 |
| " | 9 | | 9 | Joseph Bourgeault | 6.65 | 25.59 | 32.24 |
| " | 7 | | 7 | Georges Grosleau | 35.77 | 90.53 | 126.30 |
| Courville | 9 | | 44-1-2 | Georges Cayer | 9.95 | 4.00 | 13.95 |
| " | 9 | | 45-1-2 | Georges Cayer | 40.43 | 20.11 | 60.54 |

Commission scolaire de Saint-Benoit de Lacorne — School Commission of Saint-Benoit de Lacorne

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Lacorne | 4 | | 6 | Edmond Denoncourt | ..... | 32.31 | 32.31 |

Corporation municipale de Sainte-Hélène — Municipal Corporation of Sainte-Hélène
Commission scolaire de Sainte-Hélène — School Commission of Sainte-Hélène

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| La Reine | 2 | | 59 | Gédéon Carbonneau | 4.42 | 43.05 | 47.47 |
| La Sarre | 3 | | 5 | J.-E. Carbonneau | 4.38 | 43.89 | 48.27 |

Corporation de Saint-Jacques de Dupuy — Corporation of Saint-Jacques de Dupuy
Commission scolaire de Dupuy — School Commission of Dupuy

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| La Reine | 4 | | 49 | Come Denis | 9.37 | 37.69 | 47.26 |
| Desmeloizes | 3 | | 53 | Gérard Dessureault | 13.73 | 37.49 | 51.22 |

Corporation municipale de Colombourg — Municipal Corporation of Colombourg
Commission scolaire de Colombourg — School Commission of Colombourg

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Palmarolle | 10 | | 38 | Jean-Paul Labbé | 16.69 | 38.75 | 55.44 |
| " | 10 | | 40 | Liboire Ayotte | 7.92 | 17.50 | 25.42 |
| La Sarre | 1 | | 53 | Charles-Plourde, fils | 18.82 | 55.55 | 74.38 |
| " | 2 | | 25 | Léo Asselin | 17.05 | 65.10 | 82.15 |
| " | 2 | | 26 | Arthur Macameau | 8.75 | 20.00 | 28.75 |
| " | 2 | | 35 | Johnny Goulet | 11.37 | 26.25 | 37.62 |
| " | 2 | | 37 | Welley Demers | 6.12 | 80.41 | 86.53 |
| " | 2 | | 39 | Jean Goulet | 3.15 | ..... | 3.15 |
| " | 3 | | 35 | Félix Ledoux | 15.12 | ..... | 15.12 |
| " | 3 | | 55 | Eddy Demers | 5.08 | 45.11 | 50.19 |
| " | 3 | | 57 | Robert Joly | 13.23 | 30.36 | 43.86 |

Emplacement situé sur le lot 45, rang 2, canton La Sarre, ayant quatre vingt-cinq (85) pieds de profondeur par cinquante-cinq (55) pieds de largeur et borné à l'ouest par la route, au nord par l'emplacement de D. H. Dallaire, à l'est et au sud par la balance dudit lot.

Emplacement situate on lot 45, range 2, Township La Sarre, measuring eighty-five (85) feet in depth by fifty-five (55) feet in width, and bounded on the west by the highway, on the north by the emplacement of D. H. Dallaire, on the east and south by the balance of said lot.

| Canton ou village — Township or village | Rang — R'ge | Bloc — Block | Lot | Propriétaire — Owner | Taxes munic. — Munic. taxes | Taxes sclo. — School taxes | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| " ..... | 2.... | ..... | 45..... | Antonio Apriel..... | 1.83 | ..... | 1.83 |

Commission scolaire de Saint-Vincent de Paul, Vassan — School Commission of Saint-Vincent de Paul, Vassan

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Vassan..... | 6.... | ..... | 12..... | Paul Carey..... | ..... | 45.57 | 45.57 |
| " ..... | 6.... | ½S. | 34 & 35..... | Gérard Chouinard..... | ..... | 19.63 | 19.63 |
| " ..... | 6.... | ..... | 39-A-B ..... | Albani Breton..... | ..... | 77.00 | 77.00 |
| " ..... | 6.... | ..... | 41-A-B ..... | Armand Faucher..... | ..... | 25.66 | 25.66 |

Commission scolaire de Saint-Antoine de Padoue — School Commission of Saint-Antoine de Padoue

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rochebeaucourt . | 5.... | ..... | 30..... | Alfred Richard..... | ..... | 43.81 | 43.81 |
| " . | 5.... | ..... | 32..... | Thomas Leblanc..... | ..... | 43.20 | 43.20 |
| " . | 6.... | ..... | 21-A-B-C .... | Alfred Leduc..... | ..... | 38.11 | 38.11 |
| " . | 9.... | ..... | 10-A-B, 11-A-B, 12-A-B. | Josaphat Ferland..... | ..... | 62.52 | 62.52 |
| " . | 9.... | ..... | 37-38..... | J.-B. Bélanger..... | ..... | 34.08 | 34.08 |
| " . | 10... | ..... | 11..... | Gonzague Russell..... | ..... | 24.94 | 24.94 |
| " . | 10... | ..... | 17..... | Réné Russell..... | ..... | 14.62 | 14.62 |
| Lamorandière ... | 7.... | ..... | 50-A-B-C .... | Léo Garceau..... | ..... | 41.13 | 41.13 |

Commission scolaire de Saint-Mathias — School Commission of Saint-Mathias

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Royal Roussillon. | 7.... | ..... | 59*b*..... | Raoul Martel..... | ..... | 20.81 | 20.81 |
| " . | 7.... | ..... | 60*b*..... | Raoul Martel..... | ..... | 51.63 | 51.63 |
| " . | 7.... | ..... | 47-A-B..... | Joseph Buteau..... | ..... | 76.74 | 76.74 |
| | 8.... | ..... | 44..... | | | | |
| Languedoc..... | 6.... | ..... | 4..... | Léopold Savoie..... | ..... | 50.79 | 50.79 |
| " ..... | 6.... | ..... | 25..... | Albert Lachance..... | ..... | 58.19 | 58.19 |
| " ..... | 8.... | ..... | 3-A-B..... | Georges Bergeron..... | ..... | 44.86 | 44.86 |
| Partie sud-est de la Rivière Macamic de la partie nord du chemin public, distraction faite de son coin sud-ouest et le coin nord-ouest de la partie sud du chemin public. Une maison et un emplacement de 100 pieds de côté. | | | | Part southeast of the Macamic river of the north part of the public road, deduction made of its corner on the west and the northwest corner of the south part of the public road. A house and an emplacement of 100 feet on the side. | | | |
| " ..... | 8.... | ..... | 22..... | Eddy Bouchard..... | ..... | 25.37 | 25.37 |
| " ..... | 8.... | ..... | 23..... | Clovis Leblanc..... | ..... | 46.45 | 46.45 |

Commission scolaire de Champneuf — School Commission of Champneuf

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Rochebeaucourt . | 3.... | ..... | 10..... | Arthur Beauchamp..... | ..... | 28.06 | 28.06 |
| " . | 4.... | ..... | 19..... | Patrick Hughes..... | ..... | 26.03 | 26.03 |

Commission scolaire de Lamorandière — School Commission of Lamorandière

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Lamorandière ... | 1.... | ..... | 30..... | Jean-Louis Langlois..... | ..... | 23.42 | 23.42 |
| " ... | 2.... | ..... | 27 & 28..... | Antoine Lefebvre..... | ..... | 69.87 | 69.87 |
| " ... | 4.... | ..... | 36-A-B ..... | Réné Lambert..... | ..... | 60.83 | 60.83 |
| " ... | 4.... | ..... | 46..... | Napoléon Morin..... | ..... | 32.26 | 32.26 |
| " ... | 7.... | ..... | 31..... | Alvida Veillette..... | ..... | 20.60 | 20.60 |
| " ... | 8.... | ..... | 30..... | Rosaire Veillette..... | ..... | 14.90 | 14.90 |

Corporation de Sainte-Jeanne de Clerval — Corporation of Sainte-Jeanne de Clerval
Commission scolaire de Sainte-Jeanne — School Commission of Sainte-Jeanne

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| La Reine..... | 5.... | ..... | 35..... | Emile Morel..... | 13.65 | ..... | 13.65 |
| " ..... | 2.... | ..... | 42..... | Alyre Richard..... | 20.25 | 41.92 | 62.17 |
| " ..... | 1.... | ..... | (18-19-21)..... | Maurice Pronovost..... | 46.15 | ..... | 46.15 |

Corporation municipale de Saint-Janvier — Municipal Corporation of Saint-Janvier
Commission scolaire de Saint-Janvier — School Commission of Saint-Janvier

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| La Sarre..... | 9.... | ..... | 57 E..... | Freddy Lemaire..... | 2.72 | 3.09 | 5.81 |
| " ..... | 9.... | ..... | 58 O.-W..... | Freddy Lemaire..... | 2.01 | 2.84 | 4.85 |
| " ..... | 9.... | ..... | 59..... | Normand Noël..... | 1.66 | 7.34 | 9.00 |
| Clermont..... | 1.... | ..... | 41..... | Camille Rive..... | 9.02 | 13.31 | 22.33 |
| " ..... | 1.... | ..... | 51..... | Joseph Larochelle..... | 7.46 | 14.94 | 22.40 |

Corporation de La Sarre canton — Corporation of La Sarre township
Commission de La Sarre — Commission of La Sarre

| Canton ou village — Township or village | Rang — R'ge | Bloc — Block | Lot | Propriétaire — Owner | Taxes munic. — Munic. taxes | Taxes scol. — School taxes | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| La Sarre | 4 | | 30 | Augustin Côté | 39.53 | 117.16 | 156.69 |
| " | 5 | | 40-A-B | Josaphat Richard | 49.00 | 157.46 | 206.56 |
| " | 8 | | 42 | Jean-Louis Chalifoux | 16.11 | 47.70 | 63.81 |
| " | 9 | | 10 | Patrick Fortin | 26.36 | 112.64 | 139.00 |
| " | 9 | | 32 | Fleurimont Lortie | 36.64 | 129.73 | 166.37 |
| Clermont | 1 | | 6 | Arthur Guillemette | 11.93 | | 11.93 |

Corporation de Launay — Corporation of Launay
Commission scolaire de Launay — School Commission of Launay

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Launay | 3 | | 7 | Emile Renaud | 8.24 | 24.53 | 32.77 |

Corporation de Launay — Corporation of Launay
Commission scolaire de Villemontel — School Commission of Villemontel

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Launay | 4 | | 56*ab* | Dame Eugène Cliche | 8.20 | | 8.20 |

Corporation de Taschereau — Corporation of Taschereau
Commission scolaire de Privat — School Commission of Privat

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Privat | 4 | | 42 | Succ.-Est. Alp. Robidas | 8.50 | 41.50 | 50.00 |
| " | 5 | | 30-A-B & 31 | Armand Moreau | 20.75 | 86.30 | 107.05 |
| " | 7 | | 57 | Amédée Bilodeau | 3.00 | 66.40 | 69.40 |

Corporation de Poularies — Corporation of Poularies
Commission scolaire de Poularies — School Commission of Poularies

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Poularies | 4 | | 36 | Charles-Ed. Deschênes | 8.00 | 39.45 | 47.45 |
| " | 6 | | 40 | Ulderic Blais | 4.00 | 36.78 | 40.78 |
| " | 6 | | 50*ab* | Adélard Bibeau | 12.44 | 63.21 | 75.65 |
| " | 6 | | 51*ab* | Adélard Bibeau | 14.04 | 72.24 | 86.28 |
| " | 8 | | 45 | Donat Isabelle | 8.00 | 58.70 | 66.70 |

Corporation du canton Privat — Corporation of the township Privat
Commission scolaire de Privat — School Commission of Privat

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Village Privat | | 17 | 233 | Raoul Fortier, Rouyn | 1.35 | 4.00 | 5.35 |
| " | | 40 | 497 & 498 | Joseph Lord, Rouyn | 1.35 | 4.00 | 5.35 |
| " | | 42 | | Esdras Marcotte, Taschereau | 11.48 | | 11.48 |
| " | | 17 | 235 | Succ.-Est. Edouard Moreau | 3.08 | 8.30 | 11.38 |

Corporation du village de Senneterre — Corporation of the village of Senneterre
Commission scolaire de Senneterre — School Commission of Senneterre

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Village Senneterre | | 12 | 18 | Arthur Cinq-Mars | 11.40 | 19.50 | 30.90 |
| " | | 1 | 5 | Iserhoff Stewart | 3.60 | 7.00 | 10.60 |
| " | | 91 | 7 & 8 | Wilfrid Nadeau & Aristide Morin | 13.31 | 22.20 | 35.51 |
| " | | 78 | 5 & 6 | Isaac Sullivan | 69.19 | 123.00 | 193.09 |
| " | | 11 | 17 | Gérald Surprenant | 81.84 | 79.90 | 160.84 |
| " | | 11 | 16 | Gérald Surprenant | 39.50 | 87.00 | 126.50 |

Commission scolaire de Lac Tiblemont — School Commission of Lake Tiblemont

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Pascalis | 1 | | 52 | Michel Blanchette | | 6.57 | 6.57 |

Corporation d'Amos Est — Corporation of East Amos
Commission scolaire de Saint-Maurice — School Commission of Saint-Maurice

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dalquier | 5 | | 60 | Henri Plante | | 42.75 | 42.75 |
| " | 6 | | 42 | Odilon Morissette | 3.50 | 12.37 | 15.87 |
| " | 8 | | 52 | Placide Royer | | 25.87 | 25.87 |
| " | 9 | | 48 | Amédée Plante | 10.25 | | 10.25 |
| " | 9 | | 50 | Bruno St-Laurent | 8.00 | 18.00 | 26.00 |
| " | 9 | | 57 | Adélard Nolet | | 28.23 | 28.23 |

Corporation de la paroisse de Senneterre — Corporation of the parish of Senneterre
Commission scolaire de Senneterre — School Commission of Senneterre

| Canton ou village — Township or village | Rang — R'ge | Bloc — Block | Lot | Propriétaire — Owner | Taxes munic. — Munic. taxes | Taxes scol. — School atxes | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Senneterre | 5 | | 24a | Joseph Lamarche | 2.72 | 7.04 | 9 76 |
| " | 4 | | 28 | Gédéon Laquerre | 11.61 | 16.28 | 27.89 |
| " | 5 | | 28 | André Trudel | 11.53 | 16.82 | 28.35 |
| " | 5 | | 41 | Isidore Thériault | 8.16 | 18.20 | 26.36 |
| " | 6 | | P-40 | Eugène Bélanger | 11.10 | 15.94 | 27.04 |
| " | 7 | | 11 | Cyrias Coulombe | 14.19 | 30.28 | 44.47 |
| " | 7 | | 12 | Cyrias Coulombe | 17.69 | 12.64 | 30.33 |
| " | 7 | | ½ 40 | Armand Bélanger | 10.91 | 10.38 | 21.29 |
| " | | | ½ 41 | | | | |
| " | 7 | | 42 | Réné Bélanger | 9.32 | 24.12 | 33.44 |
| " | 8 | | 28-6 | Vonrad Pépin | 13.84 | ..... | 13.84 |
| " | 9 | | 37 | Mme Emile Barrette | 16.40 | ..... | 16.40 |
| " | 9 | | 31 | Patrick St-Jean | 31.89 | 51.48 | 83.37 |
| " | 10 | | 27 | Isidore Blouin | 17.19 | 25.40 | 42.59 |

Corporation d'Amos Est — Corporation of East Amos
Commission scolaire de Dollard — School Commission of Dollard

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Figuery | 10 | | 55 | Arthur Fleury | 3.50 | 8.00 | 11.50 |

Commission scolaire de Saint-Maurice — School Commission of Saint-Maurice

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Duverny | 5 | | 3 | Paul Lecomte | ..... | 11.74 | 11.74 |
| " | 8 | | 8 | Jean Baribeau | ..... | 10.17 | 10.17 |
| Dalquier | 7 | | 48-A-B | Victorien Pomerleau | ..... | 9.00 | 9.00 |

Commission scolaire de Saint-Edmond — School Commission of Saint-Edmond

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Vassan | 3 | | ½ O-44 | Joseph Ross | ..... | 21.25 | 21.35 |
| " | 3 | | ½ E-44 | Denis Rousseau | ..... | 17.25 | 17.25 |
| " | 3 | | 47 | Hervé Bolduc | ..... | 27.50 | 27.50 |
| " | 4 | | 36-A-B & 37-A-B. | André Beaudry | ..... | 46.00 | 46.00 |
| " | 4 | | 44-A-B & 45-A-B. | Welly Fleurant | ..... | 31.00 | 31.00 |
| | 4 | | 56-A-B | Roger Lvaoie | ..... | 21.35 | 21.35 |
| " | 5 | | 46 | Victor Leblanc | ..... | 30.25 | 30.25 |
| " | 6 | | 51 | Emile Allard | ..... | 22.00 | 22.00 |
| " | 6 | | 57-A-B | Célestin Laplante | ..... | 22.00 | 22.00 |
| " | 6 | | 62 | Constant Riopel | ..... | 23.50 | 23.50 |
| " | 7 | | 45 | Xavier Boudreau | ..... | 23.50 | 23.50 |
| " | 7 | | 49 | Jacques Leclerc | ..... | 28.25 | 28.25 |
| " | 7 | | 50 | Emile Roy | ..... | 22.75 | 22.75 |
| " | 7 | | 59-A-B | Eugène Cayer | ..... | 22.00 | 22.00 |
| " | 7 | | 62-A-B | Ernest Leclerc | ..... | 22.75 | 22.75 |
| " | 9 | | 55 | Joseph D'Ostie | ..... | 34.00 | 34.00 |
| Senneville | 4 | | 2 | Wilfrid Provencher | ..... | 28.25 | 28.25 |
| " | 5 | | 4 | Harry Brooke | ..... | 20.65 | 20.65 |
| " | 5 | | 12 | Raymond St-Pierre | ..... | 26.30 | 26.30 |
| " | 7 | | 1 | Prima Desaulniers | ..... | 16.50 | 16.50 |

Corporation de Saint-Félix — Corporation of Saint-Félix
Commission scolaire de Saint-Félix — School Commission of Saint-Félix

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Dalquier | 5 | | 10 | Joseph Lemerise | ..... | 6.89 | 6.89 |
| " | 6 | | 37 | Euclide Marcotte | ..... | 54.92 | 54.92 |
| " | 6 | | 39 | Léo Gauthier | 11.44 | 36.32 | 47.76 |
| " | 7 | | 3 | Edmond Inkell | ..... | 31.90 | 31.90 |
| " | 7 | | 8 | Alexandre Landry | 11.53 | 27.74 | 39.27 |
| " | 8 | | 24 | Pacifique Breault | 2.35 | 6.75 | 9.10 |
| " | 8 | | 46 | Joseph Plante | 19.73 | 22.77 | 42.50 |
| " | 9 | | 14 | Charles H. Mathez | 4.07 | 11.7 | 15.84 |
| " | 9 | | 30 | Joseph Bolduc | ..... | 28.77 | 28.77 |
| " | 7 | | 37 | Aimé Roy | ..... | 14.07 | 14.07 |
| " | 7 | | 27 | Philippe St-Laurent | 9.25 | 19.63 | 28.88 |

Le lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi du cadastre officiel pour le canton Dalquier sous le numéro vingt-sept (27) du rang sept (7), appartenant à Philippe St-Laurent. A distraire cependant:

1° Un lopin de terre mesurant quatre acres du nord au sud par toute la largeur du dit lot, étant la partie nord du dit lot, borné au nord par le chemin de front, à l'est par le lot numéro vingt huit (28) du même rang, au sud par une ligne parallèle à la ligne

The lot of land known and designated on the official cadastral plan and in the book of reference for the Township Dalquier, under number twenty-seven (27) of range seven (7), belonging to Philippe St-Laurent. To be deducted, however:

1. A parcel of land measuring four acres from north to south by the whole width of the said lot, being the north part of said lot, bounded on the north by the front road, on the ast by lot number twenty-eight (28) of the same range, on the south by a line parallel to

nord du dit lot, passant à huit cent trente deux pieds de cette dernière et à l'ouest par la route.

2° Un emplacement mesurant deu cent huit pieds par deux cent huit pieds, situé à la partie ouest du dit lot et borné comme suit: au nord par une ligne parallèle à la ligne nord du dit lot passant à huit cent trente deux pieds de cette dernière ou par le lopin de terre ci-dessus décrit à l'itemun, à l'est par une ligne parallèle à la ligne est de la route passant à deux cent huit pieds de cette dernière au sud par une ligne parallèle à la ligne nord du dit emplacement passant à deux cents huit pieds de cette dernière et à l'ouest en front par la route, lequel emplacement est la propriété de M. Raoul Bilodeau.

the north line of said lot, passing at eight hundred and thirty-two feet from the latter and west of the highway.

2. An emplacement measuring two hundred and eight feet, situate on the west part of said lot and bounded as follows: on the north by a line parallel to the north line of said lot, passing at eight hundred and thirty-two feet from the latter or by the parcel of land above described in paragraph one, on the ast by a line parallel to the east line of the highway passing at two hundred and eight feet from the latter, on the south by a line parallel to the north line of said emplacement, passing at two hundred and eight feet from the latter and on the west, in front, by the highway, the said emplacement is the property of Mr. Raoul Bilodeau.

Corporation de La Motte — Corporation of La Motte
Commission scolaire de La Motte — School Commission of La Motte

| Canton ou village — Township or village | Rang — R'ge | Bloc — Block | Lot | Propriétaire — Owner | Taxes munic. — Municipal taxes | Taxes scol. — School taxes | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Malartic | 10 | | 13 | Adrien Sévigny | 1.96 | | 1.96 |
| La Motte | 1 | | 10 | Léo Dion | 3.98 | 5.70 | 9.68 |
| " | 1 | | 11 | Roland Paquin | 7.50 | | 7.50 |
| " | 1 | | 19 | Henri-Paul Toupin | | 26.72 | 26.72 |
| " | 1 | | 20 | Henri-Paul Toupin | | 6.45 | 6.45 |
| " | 2 | | 16 | Antoine Massicotte | 8.06 | 17.43 | 25.49 |
| " | 2 | | 20 | Patrick Toupin | 6.31 | 21.29 | 27.60 |
| " | 3 | | 6 | Léonidas Lachance | 2.32 | 7.23 | 9.55 |
| " | 3 | | 27 | Jean-Yves Guay | 7.98 | 27.15 | 35.15 |
| " | 4 | | 11 | Armand Rondeau | 4.99 | 6.62 | 11.61 |
| " | 5 | | 26 | Alexandre Tremblay | 12.42 | 104.62 | 117.04 |
| " | 9 | | ½ E-40 | Léopold Tremblay | 3.12 | 9.87 | 12.99 |
| " | 9 | | ½ E-41-A-B | Léopold Tremblay | 6.85 | 20.79 | 27.64 |

Corporation de Fiedmont & Barraute — Corporation of Fiedmont & Barraute
Commission scolaire de Saint-Blaise — School Commission of Saint-Blaise

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Barraute | 5 | | 23 | Aimé Desmarchais | 2.60 | 20.15 | 22.75 |
| " | 7 | | 45 | Wellie Morasse | 5.25 | 36.10 | 41.35 |
| " | 7 | | 59 | Réné Morasse | 2.10 | 12.70 | 14.80 |
| " | 4 | | 18 | Amédée Trottier | 12.11 | 40.80 | 51.91 |
| " | 5 | | 9 & 10 | Amédée Trottier | | 68.28 | 77.00 |

Corporation de Fiedmont & Barraute — Corporation of Fiedmont & Barraute
Commission scolaire de Barraute — School Commission of Barraute

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Fiedmont | 4 | | 28 | Hermas Breton | | 12.28 | 12.28 |
| " | 9 | | 19 | Napoléon Lachance | | 18.88 | 18.88 |
| " | 10 | | ½ E-18 & 19 | Josaphat Lachance | | 18.88 | 18.88 |
| " | 8 | | 36 & 37-1 | Rosaire Séguin | | 18.88 | 18.88 |
| " | 8 | | 33 | Napoléon Duchesnes | 8.40 | 18.38 | 26.78 |
| " | 8 | | 30 | Philibert-Joseph Rousseau | 4.03 | 5.45 | 9.48 |
| " | 10 | | 37 | Léo Roy | 18.35 | 54.83 | 73.18 |

Corporation du village de Barraute — Corporation of the village of Barraute
Commission scolaire de Barraute — School Commission of Barraute

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Village Barraute | | 7 | 1,2,3,5,6 | Oscar Roy | 16.78 | 61.08 | 77.86 |
| " | | 8 | 16 | Pierre Gauthier | | 9.25 | 9.25 |
| Barraute | 1 | | 40, sub. 30, 31, 32. | Dame Victorin Caron | | 45.38 | 45.38 |

Corporation de Trecesson — Corporation of Trecesson
Commission scolaire de Villemontel — School Commission of Villemontel

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Trecesson | 5 | | 7ab | Jean-Baptiste Pelletier | 7.88 | 28.19 | 30.07 |
| " | 4 | | 18 sub. 53 | Donat Desrosiers | 1.50 | 24.78 | 26.28 |

Commission scolaire de Sainte-Gertrude — School Commission of Sainte-Gertrude

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Villemontel | 4 | | 31 | Arthur Lavigne | | 127.68 | 127.68 |
| " | 5 | | 29 | Arthur Lavigne | | 43.00 | 43.00 |
| " | 5 | | 30 | Alberdas Fontaine | | 63.45 | 63.45 |
| " | 7 | | 13 & 14 | Amédée St-Hilaire | | 47.70 | 47.70 |
| " | 8 | | 46 | Paul Baribeau | | 56.00 | 56.00 |

Corporation d'Amos Ouest — Corporation of West Amos
Commission scolaire de Saint-Viateur — School Commission of Saint-Viateur

| Canton ou village — Township or village | Rang — R'ge | Bloc — Block | Lot | Propriétaire — Owner | Taxes munic. — Munic. taxes | Taxes scol. — School taxes | Total |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Figuery | 9 | | 6 | Réné Rochon | 2.75 | 21.25 | 24.00 |
| " | 9 | | ½ 0-9 | Ls-Philippe Gobeil | | 10.17 | 10.17 |
| " | 9 | | ½ E-9 | C.-A. Lebœuf | | 34.73 | 34.73 |
| " | 10 | | 3 | Josaphat Thibault | 2.20 | 14.43 | 16.63 |
| Dalquier | 2 | | 11A | Clément Lacroix | 0.95 | 5.92 | 6.87 |
| " | 2 | | 12*a* | Clément Lacroix | 0.55 | 4.03 | 4.58 |
| " | 3 | | 11*ab* | Eugène Boucher | 11.10 | 45.17 | 56.27 |

Commission scolaire de Rivière Heva — School Commission of Rivière Heva

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Malartic | 8 | | 8 | Rév. C.-R. Lalande | | 92.49 | 92.49 |

Commission scolaire de Saint-Blaise — School Commission of Saint-Blaise

| | | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|---|
| Barrautc | 4 | | 23 | Emile Bouchard | | 27.75 | 27.75 |
| " | 6 | | ½ S. 41 & 42 | Rosaire Roch | | 6.15 | 6.15 |
| " | 7 | | 31 | Rosaire Roch | | 52.00 | 52.00 |

Donné à Amos, ce 5 février, 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la
Corporation du comté d'Abitibi,
29490-7-2-o LAVAL GOULET.

Given at Amos, this 5th day of February, 1951.

LAVAL GOULET,
Secretary-Treasurer of the Corporation
29490-7-2-o of the county of Abitibi.

## Demandes à la Législature

### AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Longueuil s'adressera à la présente session de la Législature de la Province de Québec, pour obtenir l'adoption d'une loi, en sus des pouvoirs déjà mentionnés dans le premier avis qu'elle a donné, pour être déclarée propriétaire du lot de subdivision 124 du lot oroiginaire N° 199 (199-124), et du lct de subdivision 45 du lot originaire N° 198 (198-45) des plan et livre de renvoi officiels de la Cité de Longueuil, autrefois la propriété de la succession de Dame Suzanne McVey, veuve de Edmond Quinn.

Montréal, le 1er février 1951.

Les Procureurs de la Cité de Longueuil,
29415-6-4-o LAMARRE & LAMARRE

### Avis de présentation d'un bill privé

Le soussigné donne avis qu'un Bill Privé sera présenté au cours de la présente session de la Législature de Québec par le Dr. Frederick Reichman de la cité de Montréal, dans le but d'être admis à l'exercice de la profession de chirurgien dentiste dans la Province de Québec.

Montréal, le 30 janvier 1951.

Le Procureur du Dr. Frederick Reichman,
29416-6-4-o CHARLES CODERRE.

### AVIS

Avis vous est par les présente donné que monsieur Francis Joseph Starzynski, de la cité et du district de Montréal, s'adressera à la

## Applications to Legislature

### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the City of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act, in addition to the powers already mentioned, in the first public notice given, to be declared the proprietor of subdivision lot 124 of original lot No. 199 (199-124) and of subdivision lot 45 of original lot No. 198 (198-45) of the official plan and book of reference for the City of Longueuil, heretofore the property of the Estate of Dame Suzanne McVey, widow of Edmond Quinn.

Montreal, February 1st, 1951.

LAMARRE & LAMARRE,
29415-6-4 Attorneys for the City of Longueuil.

### Notice of Presentation of a Private Bill

The undersigned gives notice that a Private Bill will be presented during the present session of the Quebec Legislature by Dr. Frederick Reichman, of the city of Montreal, for the purpose of being admitted to the practice of the profession of dental surgeon in the Province of Quebec.

Montreal, January 30, 1951.

CHARLES CODERRE,
29416-6-4 Attorney for Dr. Frederick Reichman.

### NOTICE

Notice is hereby given by Mr. Francis Joseph Starzynski, of the City and district of Montreal that he will apply to the Legislature of the

Legislature de la province de Québec, lors de la présente session, pour la passation d'une loi autorisant à changer son nom de Starzynski en celui de Starr.

Montréal, le 5 février 1951.

Les Procureurs dudit
Francis Joseph Starzynski,
LAFLEUR, FORTIER & STE-MARIE.

29419-6-4-o

province of Quebec, at its next session, for the passing of an Act authorizing him to change his name from Starzynski to that of Starr.

Montreal, February 5th, 1951.

LAFLEUR, FORTIER & STE-MARIE,
Attorneys for said
Francis Joseph Starzynski.

29419-6-4-o

## AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que messieurs Louis Bulteau, Jean-Marie Gaudet, Rodolphe Goulet, J. Oswald Houle, F. H. Perrin, de la cité de Montréal, Maurice Bernier, de la cité de St-Hyacinthe, et J.P. Caron, de St-Jean, s'adresseront à la Législature de Québec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de réglementer l'exercice de la chiropratique dans la province de Québec.

Québec, le 6 février 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,
29439-6-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

## PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that messrs. Louis Bulteau, Jean-Marie Gaudet, Rodolphe Goulet, J. Oswald Houle, F. H. Perrin, of the city of Montréal, Maurice Bernier, of the city of St-Hyacinthe, and J.P. Caron, of St-Jean, shall apply to the Quebec Legislature, at its present session, applying for the adoption of an act to regulate the practice of chiropractic in the province of Quebec.

Quebec, February 6th, 1951.

VICTOR TRÉPANIER, K.C.
29439-6-4-o Attorney for the petitioners.

## AVIS PUBLIC

Avis est par les présentes donné que la Ligue Anti-tuberculeuse de Montréal Inc. (Montreal Anti-tuberculosis League Inc.), de la cité de Montréal, s'adressera à la Législature, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi aux fins de corriger une clause du testament de feu Miss Nora Jennie Welch, en date du 23 avril 1946.

Quebec, le 24 janvier 1951.

Le Procureur de la pétitionnaire,
29338-4-4-o VICTOR TRÉPANIER, C.R.

## PUBLIC NOTICE

Notice is hereby given that the Montreal Anti-tuberculosis League Inc. (Ligue Anti-tuberculeuse de Montréal Inc.), of the city of Montreal, will apply to the Legislature, at its present session, to ask for the adoption of an act to amend a clause of the will of the late Miss Nora Jennie Welch, dated a April 23th 1946.

Quebec, January 24th 1951.

VICTOR TRÉPANIER, K.C.,
29338-4-4-o Attorney for the petitioner.

Avis public est par les présentes donné que les Commissaires d'Écoles pour la Municipalité d'Arvida dans le comté de Chicoutimi s'adresseront à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour obtenir la passation d'une loi aux fins de changer leur nom en celui de La Commission des Écoles Catholiques d'Arvida; de mettre l'enseignement technique et classique donné à Arvida sous le contrôle de la Commission des Écoles Catholiques d'Arvida à certaines conditions: de numéroter les sièges des commissaires et de substituer en conséquence certaines dispositions d'application particulière à la Commission des Écoles Catholique d'Arvida pour les dispositions correspondantes de la Loi de l'Instruction Publique; et d'autoriser pour le président et les commissaires une compensation annuelle pour frais de déplacement et autres dépenses.

Arvida, ce 20 janvier, 1951.

Le Procureur de la requérante,
29316-4-4-o A. DUMONTIER.

Public notice is hereby given that the School Commissioners for the Municipality of Arvida in the County of Chicoutimi will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its next Session, for the passing of an act for the purpose of changing their name to The Catholic School Board of Arvida; placing the technical and classical courses given at Arvida under the control of the Catholic School Board of Arvida subject to certain conditions; numbering the seats of the commissioners and in consequence substituting certain dispositions of special application to the Catholic School Board of Arvida for corresponding dispositions of the Education act; and authorizing an annual compensation to the Chairman and commissioners of the Catholic School Board of Arvida for their travelling and other expenses.

Arvida, this 20th January 1951.

A. DUMONTIER,
29316-4-4-o Attorney for the petitioners.

## AVIS

Avis public est par les présentes donné que Dame Arthémise Boisvert, veuve de Joseph Drapeau, Dame Cécile Drapeau, épouse séparée de biens de Pierre Bureau, propriétaire d'hôtel, Dame Madeleine Drapeau, épouse séparée de biens de Joseph Warren Casgrain, gérant, Bernadette Drapeau, fille majeure et usant de ses droits et Philippe Drapeau, Léopold Drapeau, Gérard Drapeau, Edouard Drapeau & Roland Drapeau, gérants, tous de la cité de

## NOTICE

Public notice is hereby given that Mrs. Arthémise Boisvert, widow of Joseph Drapeau, Mrs. Cécile Drapeau, wife separate as to property of Pierre Bureau, hotel owner, Mrs. Madeleine Drapeau, wife separate as to property of Joseph Warren-Casgrain, manager, Bernadette Drapeau, spinster and Philippe Drapeau, Léopold Drapeau, Gérard Drapeau, Edouard Drapeau & Roland Drapeau, managers, all of the city of Quebec and Mrs. Jeanne Drapeau,

Québec et Dame Jeanne Drapeau, épouse séparée de biens de Paul Dionne de la cité de Montréal, quincaillier, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, lors de sa session pour l'adoptation d'une loi accordant des pouvoirs ordinaires et extraordinaires aux exécuteurs testamentaires de la succession Joseph Drapeau, pour la bonne exécution du testament de feu Joseph Drapeau.

Québec, le 25 janvier 1951.

Les Procureurs des requérants,

29394-5-4-o GALIPEAULT & GALIPEAULT.

---

## AVIS PUBLIC

Avis public est donné que la Commission de transport de Montréal s'adressera à la législature de la province de Québec, à la présente session, pour demander des amendements à la Loi 14 George VI, chapitre 79, en vertu de laquelle elle est constituée, afin d'obtenir des pouvoirs additionnels lui facilitant l'organisation, la possession, le développement et l'administration d'un système général de transport en commun pour le bénéfice de la population de la cité de Montréal et du district métropolitain.

Montréal, ce 6 février 1951.

Le Secrétaire,

29453-6-4-o YVON CLERMONT.

---

## AVIS

Avis est par les présentes donné que messieurs Dominique Bolduc, de Sainte-Marie, Beauce, P.Q., René Massicotte et Gérard Paquet, de Québec, et autres, tous horlogers-joailliers de la province de Québec, s'adresseront à la Législature de Québec à sa présente session pour obtenir l'incorporation de la loi: "Le Collège des Horlogers-Joailliers de la province de Québec", avec tous les pouvoirs, droits et privilèges des corporations civiles ordinaires et spécialement tous les pouvoirs concernant l'administration, la conduite de ses affaires, et sur tous autres sujets connexes aux horlogers-joailliers.

Le Collège sera administré par les représentants de syndicats librement constitués d'horlogers-joailliers, de compagnons et d'apprentis engagés dans le métier. Le Collège aura le droit de faire des règlements concernant l'émission de certificats pour les compagnons et horlogers-joailliers, et les détenteurs de tels certificats pourront exercer le métier et porter le nom d'horloger-joaillier.

Le siège social et principal sera situé dans la cité de Québec.

Le Collège pourra adopter tous autres règlements jugés nécessaires pour l'accomplissement de son objet.

Québec, 6 février 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,

29461-6-4-o UBALD DÉSILETS.

---

## AVIS

Messieurs: Josaphat Monette de Valleyfield, Albert Dubois de Montréal, Fortunat Cadieux de Trois-Rivières, J. Edgar Bédard de Québec, Maurice Lahaye du Cap-de-la-Madeleine, A. A. Therriault de Rimouski, M. Zuberbuhler de Montréal, J. R. Viau de Montréal, J. Onil Frénette de Montréal, J. René Désilets de Montréal, Denis Racine de Granby, J. Paulin Messier de Joliette, J. E. Robin de Ville Saint-Michel, Urgel Guérin de Drummondville, Thomas Ouimet de

wife separate as to property of Paul Dionne hardware merchant will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its session for the passing of an Act granting ordinary and extraordinary powers in favour of the executors to the last will of Joseph Drapeau.

Quebec, 25th January, 1951.

GALIPEAULT & GALIPEAULT,

29394-5-4-o Attorneys for the Petitioners.

---

## PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Montrea Transportation Commission will apply to the Legislature of the province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act amending the Act 14 George VI, chapter 79, in virtue of which said Commission is constituted, in order that additional powers be granted to it, facilitating the organization, the ownership, the development and the administration of a general system of public transportation for the benefit of the population of the city of Montreal and of the Metropolitan district.

Montreal, this 6th day of February 1951.

YVON CLERMONT,

29453-6-4-o Secretary.

---

## NOTICE

Notice is hereby given that Messrs. Dominique Bolduc, of Sainte-Marie, Beauce, P.Q., René Massicotte and Gérard Paquet, of Quebec, and others, all watch-makers and jewellers of the Province of Quebec, will apply to the Legislature of Quebec at its present session for the passing of the Act incorporating: "Le Collège des Horlogers-Joailliers de la province de Québec", with all the powers, rights and privileges of ordinary civil corporations and in particular all powers concerning the administration and conduct of its business and all other matters connected with watch-makers and jewellers.

The College will be managed by representatives of syndicates composed voluntarily of watch-makers and jewellers, journeymen and apprentices engaged in the trade. The College shall have the right to make by-laws concerning the issue of certificates for journeymen and watch-makers and jewellers, and the holders of such certificates may carry on the trade and bear the name of watch-maker-jeweller.

The principal place of business and corporate seat will be in the city of Quebec.

The College may adopt any other by-laws deemed expedient for the accomplishment of its object.

Quebec, February 6, 1951.

UBALD DÉSILETS,

29461-6-4 Attorney for Petitioners.

---

## NOTICE

Messrs. Josaphat Monette, of Valleyfield, Albert Dubois, of Montreal, Fortunat Cadieux, of Trois-Rivières, J. Edgar Bédard, of Quebec, Maurice Lahaye, of Cap-de-la-Madeleine, A. A. Therriault, of Rimouski, M. Zuberbuhler, of Montreal, J. R. Viau, of Montreal, J. Onil Frenette, of Montreal, J. René Désilets, of Montreal, Denis Racine, of Granby, J. Paulin Messier, of Joliette, J. E. Robin, of Town of Saint-Michel, Urgel Guérin, of Drummondville,

Joliette, Léopold Durivage de Farnham, Jean Boucher de Vaudreuil, J. C. Paradis de Rigaud, G. H. Wetherly de Montréal, D. Caouette de Val d'Or, Georges Lemire de Trois-Rivières, Lucien Deshaies de Saint-Narcisse, Francis Bouchard de Jonquière, C. E. Martel de Roberval, Charles Laflamme de Québec, Joseph Bergeron de Giffard, L. J. S. Deschamps de Québec, Armand Boisvert de Saint-Maurice, Marcel Bertrand de Mont-Laurier, s'adresseront à la Législature à sa présente session pour l'obtention d'une loi les constituant en association et leur accordant les pouvoirs de réglementer le commerce ou l'industrie de la boulangerie et de la pâtisserie dans la province de Québec.

Trois-Rivières, 9 février 1951.

Le Procureur des pétitionnaires,

29483-7-4-o LÉON MÉTHOT, C.R.

---

Avis public est par les présentes donné que Canadian Tube and Steel Products Limited, une corporation ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour faire adopter une loi validant et confirmant les actes suivants, à savoir:

(*a*) Acte de vente passé le 4 octobre 1928, par devant J. A. H. Dequoy, notaire, par Dame Albina Beaudoin, veuve de Paul Aubertin, personnellement et en sa qualité de tutrice à ses enfants mineurs Pauline et Germaine Aubertin, et Joseph Aubertin, personnellement et en sa qualité de subrogé tuteur auxdits mineurs et comme exécuteur testamentaire de feu Alexandre Aubertin, et Albert Aubertin, à Canadian Tube and Steel Products Limited, affectant une partie du lot 3607 du cadastre officiel de la municipalité de la paroisse de Montréal;

(*b*) Acte de vente passé le 9 novembre 1909, par devant E. R. Décary, notaire, par Francis Jarry, en sa qualité de grevé dans une substitution créée par le contrat de mariage entre ledit Francis Jarry (aussi désigné sous le nom de Francis alias François Bleigner dit Jarry) et Marie Adéline Boudrias, passé par devant A. C. Décary, notaire, le 4 janvier 1892, en vertu duquel les enfants nés et à naître, dudit Francis Jarry étaient les appelés, et par Alphonse E. Décarie en sa qualité de curateur à ladite substitution, à Henry Suhr, affectant une partie de la subdivision 546 du lot 3616 dudit cadastre officiel;

(*c*) Acte de vente passé le 25 juin 1908, par devant E. R. Décary, notaire, par Victor Jarry, en sa qualité de grevé dans une substitution créée par le testament de François Bleigner dit Jarry, en vertu duquel les appelés étaient les descendants dudit Victor Jarry (aussi désigné sous le nom de Victor Bleigner dit Jarry), Alphonse E. Décarie en sa qualité de curateur à ladite substitution intervenant audit acte de vente, à Victor Morin, affectant partie du lot 3617 dudit cadastre officiel;

(*d*) Acte de vente passé le 7 mai 1918, par devant J. Fair, notaire, par ledit Victor Jarry en sadite qualité, ledit Alphonse E. Décarie en sadite qualité intervenant audit acte de vente, à Canadian Tube & Iron Company Limited, affectant une partie dudit lot 3617;

(*e*) Acte de vente passé le 26 juin 1908, par devant E. R. Décary, notaire, par Alphonse Jarry en sa qualité de grevé dans une substitution créée par le testament de François Bleigner dit Jarry, en vertu duquel les appelés étaient les descendants dudit Alphonse Jarry (aussi désigné sous le nom de Alphonse Bleigner dit Jarry), Alphonse E. Décarie en sa qualité de curateur à

Thomas Ouimet, of Joliette, Léopold Durivage, of Farnham, Jean Boucher, of Vaudreuil, J. C. Paradis, of Rigaud, G. H. Wetherly, of Montreal, D. Caouette, of Val d'Or, Georges Lemire, of Trois-Rivières, Lucien Deshaies, of Saint-Narcisse, Francis Bouchard, of Jonquière, C. E. Martel, of Roberval, Charles Laflamme, of Quebec, Joseph Bergeron, of Giffard, L. J. S. Deschamps, of Quebec, Armand Boisvert, of Saint-Maurice, Marcel Bertrand, of Mont-Laurier, will apply to the Legislature at its present session, for the passing of an Act, incorporating them, and granting them power to regulate the bakery and pastry business or industry, in the Province of Quebec.

Trois-Rivières, February 9, 1951.

LÉON MÉTHOT, K.C.,

29483-7-4 Attorney for the Petitioners.

---

Public notice is hereby given that Canadian Tube and Steel Products Limited, a corporation having its head office in the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec at its current session for the passing of an Act validating and confirming the following deeds, namely,—

(*a*) Deed of Sale executed October 4, 1928 before J. A. H. Dequoy, Notary, from Dame Albina Beaudoin, widow of Paul Aubertin, personally and in her quality of tutrix to her minor children Pauline and Germaine Aubertin, and Joseph Aubertin personally and in his quality of subrogate tutor to the said minors and as testamentary executor of the late Alexandre Aubertin, and Albert Aubertin, to Canadian Tube and Steel Products Limited, covering part of lot 3607 on the official cadastral plan of the municipality of the parish of Montreal;

(*b*) Deed of Sale executed November 9, 1909 before E. R. Decary, Notary, from Francis Jarry, in his quality of institute of a substitution created by the marriage contract between the said Francis Jarry (also described as Francis alias François Bleigner dit Jarry) and Marie Adéline Boudrias, executed before A. C. Décary, Notary, January 4, 1892, under which the children, born and to be born, of the said Francis Jarry were the substitutes, and Alphonse E. Décarie in his quality of curator to the said substitution, to Henry Suhr, covering part of Subdivision 546 of lot 3616 on the said Official cadastral plan;

(*c*) Deed of Sale executed June 25, 1908 before E. R. Décary, Notary, from Victor Jarry in his quality of institute of a substitution created by the will of François Bleigner dit Jarry, the substitutes under which were the issue of the said Victor Jarry (also described as Victor Bleigner dit Jarry), Alphonse E. Décarie in his quality of curator to the said substitution intervening in the said Deed of Sale, to Victor Morin, covering part of lot 3617 on the said official cadastral plan;

(*d*) Deed of Sale executed May 7, 1918 before J. Fair, Notary, from the said Victor Jarry in his said quality, the said Alphonse E. Décarie in his said quality intervening in the said Deed of Sale, to Canadian Tube & Iron Company, Limited, covering part of the said lot 3617;

(*e*) Deed of Sale executed June 26, 1908 before E. R. Décary, Notary from Alphonse Jarry in his quality of institute of a substitution created by the will of François Bleigner dit Jarry, the substitutes under which were the issue of the said Alphonse Jarry (also described as Alphonse Bleigner dit Jarry), Alphonse E. Décarie in his quality of curator to the said substitution intervening

ladite substitution intervenant audit acte de vente, à Victor Morin, affectant une partie dudit lot 3617;

et déclarant que l'acte de vente mentionné en premier lieu ci-dessus a eu l'effet de conférer à l'acheteur désigné audit acte tous les droits, titres et intérêts des mineurs y mentionnés dans la propriété y désignée, et déclarant que chacun des autres actes de vente susmentionnés ont eu comme effet de conférer aux acheteurs respectifs y désignés tous les droits, titres et intérêts des appelés aux substitutions y mentionnées respectivement dans les propriétés désignées auxdits actes.

Montréal, le 14 février 1951.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON, HOWARD, FORSYTH & KERR,
Les Procureurs des requérants,

29506-7-4-o

in the said Deed of Sale, to Victor Morin, covering part of the said lot 3617;

and declaring that the Deed of Sale firstly above mentioned had the effect of vesting in the purchaser thereunder all the right, title and interest of the minors therein mentioned in and to the property described therein, and declaring that each of the other Deeds of Sale above mentioned had the effect of vesting in the purchaser thereunder all the right, title and interest of the substitutes under the substitution therein mentioned in and to the property described therein.

Montreal, February 14, 1951.

MONTGOMERY, McMICHAEL, COMMON, HOWARD, FORSYTH & KERR,
Solicitors for Applicants.

29506-7-4-o

## Action en séparation de biens

Canada, province de Québec, district de Montréal, Cour Supérieure N° 295914. Berthe Lachance, ménagère, épouse commune en biens de Gérard Richer de Laflèche, vendeur, de la cité et du district de Montréal, demanderesse, vs Gérard Richer de Laflèche, vendeur, époux de la demanderesse, de la cité et du district de Montréal, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée par la demanderesse contre le défendeur.

Montréal, le 10 février 1951.

Le Procureur de la demanderesse,
Me GERMAIN THEROUX.

29498-o

## Action for separation as to property

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, Superior Court, No. 295914. Bertha Lachance, housekeeper, wife common as to property of Gérard Richer de Laflèche, seller, of the city and district of Montreal, plaintiff, vs Gérard Richer de Laflèche, seller, husband of the plaintiff, of the city and district of Montreal, defendant.

An action in separation as to property has been instituted by the plaintiff against the defendant.

Montreal, February 10th, 1951.

Me GERMAIN THEROUX,
Attorney for the plaintiff.

29498-o

## Arrêtés en Conseil

### ARRÊTÉ EN CONSEIL
### CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 140

Québec, le 8 février 1951.

Présent: Le Lieutenant-gouverneur-en-Conseil

*Section "F"*

CONCERNANT des modifications au décret relatif aux métiers de plombier et de poseurs d'appareils de chauffage dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières.

ATTENDU QUE conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de plombiers et de poseurs d'appareils de chauffage dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice, Laviolette, Champlain et Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 338 du 11 mars 1948, ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de modifier ledit décret et ses amendements;

ATTENDU QUE ladite requête a été publiée dans la *Gazette officielle de Québec*, éditions du 30 décembre 1950;

ATTENDU QU'aucune objection n'a été formulée contre l'approbation des modifications proposées;

## Orders in Council

### ORDER IN COUNCIL
### EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 140

Quebec, February 8, 1951.

Present: The Lieutenant Governor in Council

*Part "F"*

CONCERNING amendments to the decree relating to the plumbing and steamfitting trades in the counties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Three Rivers.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumbing and steamfitting trades in the counties of Maskinongé, St. Maurice, Laviolette, Champlain and Three Rivers, rendered obligatory by the decree number 338 of March 11, 1948, have submitted to the Minister of Labour a request to amend the said decree and its amendments;

WHEREAS the said request has been published in the *Quebec Official Gazette* of December 30, 1950;

WHEREAS no objection has been made against the approval of the proposed amendments;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ledit décret, numéro 338, soit modifié comme suit:

L'article III est remplacé par le suivant:

"III. *Taux de salaire minima: a)* Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après mentionnés:

Plombier, poseur d'appareils de chauffage et accessoires, d'appareils de refrigération et gicleurs, soudeur à l'oxygène et à l'électricité, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante:

| | *Salaires horaires* |
|---|---|
| Entrepreneur (services personnels) | $1.80 |
| Compagnon senior | 1.20 |
| Compagnon junior | 1.00 |

Un employeur ne peut rémunérer au taux prévu pour un compagnon junior plus d'un (1) salarié par cinq (5) salariés rémunérés aux taux de compagnon senior ou par fraction de ce nombre.

| *Apprentis:* | |
|---|---|
| Première année | 0.40 |
| Deuxième année | 0.55 |
| Troisième année | 0.65 |
| Quatrième année | 0.75 |
| Journalier | 0.80 |

Aucun employeur ne peut employer plus d'un apprenti pour chaque compagnon à son emploi.

*b)* D'accord avec l'article 13 de la Loi, rien n'empêche un ou plusieurs employeurs, ou une association d'employeurs d'établir ou de maintenir, par accords individuels ou collectifs, des conditions de salaires comportant des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le présent décret, tels accords gardent leur plein effet, nonobstant les dispositions du présent article.

*c)* Les salariés doivent être payés chaque semaine."

Les parties contractantes ont convenu que les dispositions du présent décret d'amendement aient leur effet à compter du 1er janvier 1951.

(Document "B" annexé à l'arrêté)

A. MORISSET,
29514-o Greffier du Conseil Exécutif.

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable Minister of Labour,

THAT the said decree, number 338, be amended as follows:

Section III is replaced by the following:

"III. *Minimum Rates of Wages: a)* The following minimum rates of wages shall be paid for each of the trades mentioned hereinafter:

Plumber, steamfitter and accessories, refrigeration mechanic, sprinkler, fitter, oxygen and electricity welder, tinsmith-roofer and asbestos insulation mechanic:

| | *Hourly rates* |
|---|---|
| Contractor (personal services) | $1.80 |
| Senior-journeyman | 1.20 |
| Junior-journeyman | 1.00 |

An employer shall not pay at the rate fixed for a junior journeyman more than one (1) employee to each (5) others or fraction thereof, paid the rate of senior journeyman.

| *Apprentices:* | |
|---|---|
| First year | $0.40 |
| Second year | 0.55 |
| Third year | 0.65 |
| Fourth year | 0.75 |
| Common workers | 0.80 |

No employer may employ more than one (1) apprentice to each journeyman in his employ.

*b)* Pursuant to section 13 of the Act, any employer or association of employers may establish or maintain, through private or collective agreements, working conditions with more extended compensations or benefits than those provided for in the present decree, such agreements remaining in full effect notwithstanding the provisions of the present section.

*c)* The employees shall be paid every week."

The contracting parties have agreed to be bound by the provisions of the present amending decree as from January 1, 1951.

(Document "F" annexed to the Order)

A. MORISSET,
29514-o Clerk of the Executive Council.

## ARRETÉ EN CONSEIL
## CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

Numéro 141

Québec, le 8 février 1951.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur-en-Conseil.

CONCERNANT une convention collective de travail relative aux métiers de l'imprimerie dans la région de Québec.

ATTENDU que, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), les parties contractantes ci-après mentionnées ont présenté au Ministre du Travail une requête à l'effet de rendre obligatoire la convention collective de travail intervenue entre:

D'UNE PART:

Le Syndicat Patronal de l'Imprimerie de Québec, Inc.;

## ORDER IN COUNCIL
## EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Number 141

Quebec, February 8, 1951.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNING a collective labour agreement relating to the printing trades in the district of Quebec.

WHEREAS, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments), the contracting parties hereafter mentioned have submitted to the Minister of Labour a request to render obligatory the collective labour agreement entered into between:

ON THE ONE PART:

"Le Syndicat patronal de l'Imprimerie de Québec, Inc.";

Et, D'AUTRE PART:

Le Syndicat Catholique des Imprimeurs et Relieurs de Québec, Inc.;

L'Union Typographique de Québec, local numéro 302;

L'Union des Pressiers et Clicheurs de Québec, local numéro 152;

L'Union des Relieurs, local numéro 152, Québec;

Le Syndicat Catholique des Imprimeurs de Rimouski et Rivière-du-Loup;

Le Syndicat Catholique des Ouvriers Imprimeurs de la Beauce;

pour les employeurs et les salariés de l'industrie et des métiers visés, suivant les conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 décembre 1950;

ATTENDU que les dispositions de ladite convention ont acquis une signification et une importance prépondérantes pour l'établissement des conditions de travail dans l'industrie et les métiers visés et la juridiction territoriale indiquée dans ladite requête;

ATTENDU que les prescriptions de l'article 5 de la Loi ont été dûment suivies en ce qui touche la publication des avis;

ATTENDU qu'une objection a été formulée contre ladite requête et qu'elle a été appréciée conformément à la Loi;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la proposition de l'honorable Ministre du Travail:

QUE ladite requête soit acceptée, conformément aux dispositions de l'article 6 de la Loi de la convention collective (Statuts refondus de Québec 1941, chapitre 163 et amendements), avec, toutefois, les nouvelles dispositions suivantes tenant lieu des conditions décrites dans la *Gazette officielle de Québec*, édition du 23 décembre 1950.

I. *Définitions:* Pour les fins d'application du décret, les termes suivants ont la signification qui leur est ci-après donnée:

*a*) Un "contremaître" est un compagnon, homme ou femme, qui transmet les ordres de l'employeur, distribue l'ouvrage, ou surveille les travaux; il peut travailler dans le métier.

*b*) Un "compagnon" en général, est une personne qui a complété l'apprentissage requis pour la branche du métier dans lequel elle est employée, et qui exécute ou enseigne l'un ou l'autre des métiers régis par le décret;

*c*) Un "compagnon sur presse à plateau" est un compagnon travaillant dans un atelier de la classe "D" qui est en mesure d'établir devant le Bureau des Examinateurs créé à cette fin par le comité paritaire, qu'il peut produire tous les travaux qui doivent être faits sur une presse à plateau (automatique ou margée à la main).

*d*) Un "apprenti" est une personne qui apprend l'un ou l'autre des métiers régis par le décret, soit dans un atelier, soit dans une école d'arts graphiques reconnue comme telle par le Comité Paritaire.

*e*) Un "aide" est un salarié inexpérimenté du sexe masculin, exécutant, dans un atelier, des travaux manuels reconnus comme ne faisant pas partie de l'apprentissage de l'un ou de l'autre des métiers régis par le décret.

*f*) Un "atelier" est un établissement où exécutant un ou tous les genres de travaux mentionnés au paragraphe "*b*", alinéa "I", de l'article II.

II. *Juridiction: a) Juridiction territoriale:* La juridiction territoriale du décret comprend les districts judiciaires de Québec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé, Bonaventure et les parties des districts des Trois-

And, ON THE OTHER PART:

"Le Syndicat Catholique des Imprimeurs et Relieurs de Québec, Inc.";

"L'Union Typographique de Québec", local number 302;

"L'Union des Pressiers et Clicheurs de Québec", local number 152;

"L'Union des Relieurs", local number 152, Quebec;

"Le Syndicat Catholique des Imprimeurs de Rimouski et Rivière-du-Loup";

"Le Syndicat Catholique des Ouvriers Imprimeurs de la Beauce",

for the employers and the employees of the industry and the trades concerned, according to the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 23, 1950;

WHEREAS the provisions of the said agreement have acquired a preponderant significance and importance for the establishing of working conditions in the industry and the trades concerned and in the territorial jurisdiction indicated in the said request;

WHEREAS the provisions of section 5 of the Act have been duly observed as regards the publication of notices;

WHEREAS one objection has been raised against the said request and it has been considered in pursuance of the provisions of the Act;

IT IS ORDAINED, therefore, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Labour,

THAT the said request be accepted under the provisions of section 6 of the Collective Agreement Act (Revised Statutes of Quebec 1941, chapter 163 and amendments) with, however, the following new provisions to be substituted or the conditions described in the *Quebec Official Gazette*, issue of December 23, 1950.

I. *Definitions.* For the purposes of enforcement of the decree, the following words have the meaning hereinafter given to them:

*a*) A "foreman" is a male or female journeyman who gives the employer's orders, divides the work, supervises its execution; he may do trade work.

*b*) A "journeyman", in general, is a person who has completed the apprenticeship required for his craft and who plies or teaches one of the trades governed by the decree.

*c*) A "journeyman on platen press' is a journeyman who works in an establishment of class "D" and is capable of proving to the Board of Examiners formed for that purpose by the Parity Committee that he can perform all the operations of a platen press (whether automatic or hand fed).

*d*) An "apprentice" is a person who learns one of the trades governed by the decree whether in a shop or in a graphic art school recognized by the Parity Committee.

*e*) A "helper" is an unexperienced male employee committed, in a shop, to manual operations not included in the apprenticeship of anyone of the trades governed by the decree.

*f*) A "shop" is an establishment where one or all of the operations mentioned in subsection "*b*", paragraph "1.", of section II are performed.

II. *Juridiction: a) Territorial jurisdiction:* The territorial jurisdiction of the decree comprises the judicial districts of Quebec, Beauce, Montmagny, Kamouraska, Rimouski, Gaspé, Bonaventure and those parts in the districts of

Rivières, de Saint-François et d'Arthabaska non assujetties au décret régissant l'industrie de l'imprimerie dans le district de Montréal.

*b) Juridiction professionnelle:* Pour les fins d'application du décret, la juridiction professionnelle comprend:

1° Toute personne employée à produire des imprimés ou travaux connexes, y compris les typographes, les linotypistes, les monotypistes, les régleurs, les pressiers, les clicheurs, les relieurs, les finisseurs, les coupeurs, les photogra veurs, les lithograveurs, les électrotypeurs — qu'ils soient employés dans un atelier spécialisé, dans une entreprise privée, industrielle, d'enseignement ou école d'apprentissage utilisant des presses typographiques, des presses "offset", à l'aniline, photolithographiques ou lithographiques, y compris les impressions "à la soie" et les photogravures, dans un atelier d'institution religieuse, dans une entreprise commerciale ou dans tout autre établissement, et soit que telle opération constitue le commerce principal de telle entreprise, ou qu'elle soit secondaire à tout autre commerce ou moyen de subsistance. Le décret régit également les travaux exécutés sur des duplicateurs à stencils, genre miméographe, des multigraphes et au moyen de tout autre procédé de reproduction graphique, quand ces appareils sont utilisés pour des fins commerciales ou de subsistance.

Aucun atelier ne doit être subdivisé en entreprises distinctes ou indépendantes l'une de l'autre.

2° Pour les fins d'application du décret, les départements suivants sont considérés comme branches distinctes du métier:

i. Tous les divers départements des journaux quotidiens astreints au décret.

ii. Pour tout autre établissement: composition, presses, réglage, photogravure, électrotypie, lithographie, photo-litho, reliure et tout autre procédé de reproduction graphique.

3° La proportion du nombre des apprentis par rapport à celui des compagnons s'applique de la façon prévue aux articles IX et X.

4° Toutefois, pour les fins d'application du décret, la juridiction professionnelle ne comprend pas les salariés suivants:

i. Les chefs de bureau, les commis, les employés préposés à l'entretien du bâtiment, les préposés aux ascenseurs, les nettoyeurs, les expéditeurs, les mécaniciens, les électriciens, les préposés aux machines à adresser, les chauffeurs, les messagers, et les autres salariés qui ne sont pas employés à des travaux d'imprimerie, de réglage, de reliure, de photogravure, d'électrotypie, de coupage, de photo-litho, de lithographie ou à tout autre procédé d'art graphique.

ii. Les salariés travaillant régulièrement à la publication du journal d'un établissement qui, par un contrat d'union assure auxdits salariés des conditions et des salaires meilleurs que ceux du décret.

iii. Les graveurs sur cuivre, à la main, qui ne travaillent pas dans un atelier de photogravure.

III. *Classification:* Les ateliers assujettis au décret sont divisés en cinq classes, pour les fins de tarification des salaires et de la durée du travail:

1° *Classe "A":* La classe "A" comprend tous les ateliers qui utilisent une ou plusieurs presses rotatives à multiples cylindres d'impression, pour quelque fin que ce soit, ainsi que les ateliers de photogravure, d'électrotypie, à l'exception des manufactures de sacs en papier.

2° *Classe "B":* La Classe "B" comprend tous les ateliers qui utilisent:

Three Rivers, St. François and Arthabaska not subject to the decree governing the printing industry in the Montreal district.

*b) Professional jurisdiction:* For the purposes of enforcement of the decree, the professional jurisdiction comprises:

1. All male and female persons committed to the production of printed matters or to operations connected therewith, including typographers, linotypists, monotypists, pressmen, stereotypers, bookbinders, finishers, rulers, cutters, photo-engravers, litho-engravers, electrotypers, whether they be employed in a trade plant, in a private or industrial enterprise or in a school for learners or apprentices using typographic offset, aniline, photo-lithographic and lithographic presses, including silk impressions and photogravures, in a religious institution's shop, in a commercial enterprise or in any other establishment and whether such operation constitute the main trade of such enterprise or an accessory to any other trade or means of subsistence. The decree also governs operations performed on stencil duplicators (mimeograph), multigraphers and by means of any other graphic reproduction process when such apparatus are used for commercial or subsistence purposes.

No establishment or shop may be subdivided into distinct or independant enterprises.

2. For the purposes of enforcement of the decree, the following departments are considered as distinct branches of the trade:

i. All departments of the daily newspapers subject to the decree;

ii. For any other establishment: composition, presses, ruling, photogravure, electrotyping, lithography, photo-litho, bookbinding and any other graphic reproduction process.

3. The proportion of the number of apprentices with regard to that of journeymen shall apply as determined by section IX and X.

4. However, for the purposes of enforcement of the decree, the professional jurisdiction shall neither designate nor include the following employees:

i. The office executives, the clerks, the building maintenance men, the elevator operators, the cleaners, the shippers, the mechanics, the electricians, the addressograph operators, the firemen, the messengers and the other wage-earners who are not working in the production of printed matters, ruling, bookbinding work-photogravure, electrotyping, cutting, photo-litho, lithography or in any other graphic art process.

ii. Workers employed regularly in the publication of the newspaper of an establishment which, under a union contract, guarantees to the said workers better working conditions and wages than those of the decree.

iii. Hand engravers on copper who do not work in a photogravure shop.

III. *Classification:* The establishments governed by the decree are divided into five (5) classes for the purpose of determining the wages and the duration of labour;

1. *Class "A":* Class "A" includes all establishments operating one or more rotary multi-cylinder printing presses, for what purpose soever, as well as photogravure and electrotyping establishments with the exception of paper bag factories.

2. *Class "B":* Class "B" includes all establishments operating:

*a*) Un cylindre et trois presses automatiques ou

*b*) Deux cylindres et deux presses automatiques ou

*c*) Trois cylindres et une presse automatique ou

*d*) Quatre cylindres et plus, ainsi que les manufactures de sacs en papier.

3° *Classe "C":* La classe "C" comprend tous les ateliers possédant deux presses cylindriques (ou plus) ou une machine à composer (ou plus) ou un cylindre lorsqu'employant sept salariés (ou plus) de sexe masculin, ou encore toute industrie comptant sept salariés (ou plus) de sexe masculin, sans tenir compte de l'outillage ainsi que les ateliers de lithographie, d'offset, de photo-litho, de réglage et de reliure non spécifiquement mentionnés dans les classes "A", "B", et "E" ainsi que les départements d'imprimerie de l'industrie de la boîte en carton.

4° *Classe "D":* La classe "D" comprend tous les ateliers qui ne sont pas compris dans les autres catégories.

5° *Classe "E":* La classe "E" comprend tous les ateliers qui s'occupent exclusivement de travaux de reliure.

Toutefois, dans le cas où un atelier est susceptible de changer de classe au cours de l'année contractuelle, en raison de l'acquisition de matériel, l'employeur exploitant ledit atelier pourra n'augmenter le salaire de ses employés que de la moitié de la marge de salaire existant entre la classe où il était auparavant et celle où il monte; et ce, durant les six premiers mois, à partir de la mise en opération du nouvel équipement. Une fois cette période de six mois terminée, les employés auront droit au salaire régulier de la classe où se trouve l'atelier.

IV. *Durée du travail: a*) Le jour, les heures régulières de travail sont réparties entre 7.00 a.m. et 6.00 p.m. les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine, et entre 7.00 a.m. et midi, le samedi.

Quarante-deux heures et demie (42½), au maximum, ainsi réparties dans les six (6) jours, constituent une semaine régulière de travail pour les ateliers des classes "A", "B", "C" et "E" du district judiciaire de Québec, à l'exception du département de presses à l'aniline des manufactures de sacs en papier. Huit heures et demie (8½), au maximum, constituent une journée ou une nuit régulière de travail pour les ateliers spécifiés dans le présent alinéa.

Quarante-cinq heures et demie (45½), au maximum, constituent une semaine régulière de travail pour les ateliers de la classe "D" du district judiciaire de Québec, le département de presses à l'aniline des manufactures de sacs en papier et tous les ateliers des districts judiciaires autres que celui de Québec. Cette semaine régulière de quarante-cinq heures et demie (45½) pour les équipes de jour des ateliers et départements mentionnés dans le présent alinéa peut être répartie également dans les cinq (5) premiers jours ouvrables de la semaine. Neuf heures et six minutes, au maximum, constituent une journée régulière de travail pour les équipes de jour de ces ateliers.

*b*) Pour les équipes de nuit, les heures de travail sont réparties entre les heures régulières de la fin et du commencement de l'équipe de jour.

Trente-neuf heures et demie (39½), au maximum, constituent une semaine régulière de travail de nuit, sauf pour les ateliers des districts judiciaires autres que celui de Québec où la semaine régulière est de quarante-deux heures et demie (42½).

*a*) One cylinder and three automatic presses, or

*b*) Two cylinders and two automatic presses, or

*c*) Three cylinders and one automatic press, or

*d*) Four cylinders or more, and paper bag factories.

3. *Class "C":* Class "C" includes all establishments operating two cylinder presses (or more), or one composing machine (or more) or one cylinder when employing seven male employees (or more), or any establishment employing seven or more male employees irrespective of the equipment, as well as lithography, offset, photo-litho, ruling and bookbinding establishments not specifically mentioned in classes "A", "B" and "E", and the printing departments of paper box mamanufacturing concerns.

4. *Class "D":* Class "D" includes all the establishments not comprised in the other categories.

5. *Class "E":* Class "E" includes all establishments engaged exclusively in bookbinding operations.

However, should a shop be liable to change class in the course of the duration of the decree because of new equipment, the employer operating the said shop may, for the first six months of operation of this new equipment, increase his employee' wages only by half the margin of wages between the former class and the new one. At the completion of this period of six months, the employees are entitled to the regular wage rate of the actual class of the shop.

IV. *Duration of labour: a*) During the day, the working hours are distributed between 7.00 a.m. and 6.00 p.m., for the first five (5) working days of the week and between 7.00 a.m. and noon on Saturday.

A maximum of forty-two and a half (42½) hours so distributed over six (6) days constitute a standard work week for establishments of classes "A", "B", "C" and "E" of the judicial district of Quebec, excepting the aniline press department of paper bag factories. A maximum of eight and a half (8½) hours constitute a regular work day or night for establishments specified in the present paragraph.

A maximum of forty-five and a half (45½) hours constitute a standard work week for establishments of class "D" of the judicial district of Quebec, for the aniline press department of paper bag factories and for all establishments of judicial districts other than that of Quebec. This standard work week of forty-five and a half (45½) hours for day shifts in establishments and departments mentioned in the present paragraph may be distributed equally over the first five working days of the week. A maximum of nine hours and six minutes constitute a regular work day for the day shifts of such establishments.

*b*) As for the night shifts, the working hours are distributed between the regular finishing and starting time of the day shift.

A maximum of thirty-nine hours and a half (39½) constitute a standard night-work week except as regards the establishments in judicial districts other than that of Quebec where the standard week is one of forty-two and a half (42½) hours.

Pour tous les ateliers assujettis au décret, huit heures et demie (8½) au maximum, constituent une nuit régulière de travail.

*c*) Nonobstant les dispositions précédentes, dans les manufactures de boites en carton, la durée régulière de travail est de quarante-huit (48) heures par semaine; le surtemps doit être payé après la journée normale de travail, au taux de salaire et demi.

*d*) La période de travail pour laquelle le salarié a droit au salaire comprend, outre les heures ou fractions d'heures où, en fait, il travaille, celles aussi durant lesquelles il est à la disposition de l'employeur et obligé d'être présent, y compris le temps où, appelé pour une certaine heure, il attend qu'on l'emploie. Cette règle s'applique quel que soit le mode de travail, soit à l'heure ou autrement. Toutefois, le temps mis à la disposition du salarié pour prendre ses repas ou durant lequel il est bien entendu que ses services ne sont pas requis, n'est pas compté dans ses heures de travail.

*e*) A compter du premier janvier 1952, la semaine régulière de travail actuelle sera diminuée de deux heures et demie (2½) dans tous les ateliers.

V. *Taux de salaire minima:* Les taux de salaire minima sont les suivants:

*a*) *Travail de jour:*

| *Classe "A":* | *L'heure* |
|---|---|
| Typographe, opérateur de claviers et fondeuses, électrotypeur | $1.33 |
| Finisseur-doreur en reliure | 1.33 |
| Pressier et clicheur | 1.30 |
| Relieur | 1.25 |
| Photograveur et opérateur de caméra | 1.25 |
| Aide: 1ère année | 0.43 |
| 2ème année | 0.47 |
| *Classe "B":* | |
| Typographe, opérateur de claviers et fondeuses | 1.28 |
| Finisseur-doreur en reliure | 1.28 |
| Pressier et clicheur | 1.26 |
| Relieur | 1.22 |
| Aide: 1ère année | 0.43 |
| 2ème année | 0.47 |
| *Classe "C":* | |
| Typographe, opérateur de claviers et fondeuses | 1.23 |
| Finisseur-doreur en reliure | 1.23 |
| Pressier et clicheur | 1.21 |
| Relieur | 1.18 |
| Aide: 1ère année | 0.43 |
| 2ème année | 0.47 |
| *Classe "D":* | |
| Pressier sur cylindre | 1.08 |
| Pressier sur plateau | 1.00 |
| Typographe | 1.00 |
| *Classe "E":* | |
| Relieur | 1.16 |
| Finisseur-doreur en reliure | 1.19 |

*b*) *Travail de nuit:* Tous les compagnons travaillant sur l'équipe de nuit doivent recevoir $3.00 de plus par semaine que le salaire régulier des salariés travaillant le jour.

*c*) *Contremaîtres:* Les salaires des contremaîtres, dans un atelier doivent être d'au moins $5.00 de plus par semaine que ceux des compagnons dans la classe "A", de $4.00 dans les classes "B" et "C" et de $3.00 dans les autres classes, et lesdits contremaîtres sont soumis aux mêmes heures et aux mêmes conditions que les compagnons.

*d*) *Apprentis:* Les apprentis doivent recevoir les salaires minima suivants, basés sur leur certificat de qualification.

The maximum daily duration of night work in all establishments hereby governed is eight and a half (8½) hours.

*c*) Notwithstanding the foregoing provisions, in paper box factories the regular weekly duration of work is forty-eight (48) hours. Overtime shall be paid after the regular daily duration of work at the rate of time and a half.

*d*) The time for which the employee is entitled to remuneration includes, besides the hours or fractions of hours of actual work, those during which he is at the disposal of the employer and required to be present, including any period of forced idleness from the time for which he has been called. This rule applies to all employees, whether paid on an hourly or other basis. However, the period allowed to the employees for their meals or that during which it is well understood that their services are not required is not considered as working time.

*e*) From January 1, 1952, the actual standard work week shall be reduced by two and a half (2½) hours in all shops.

V. *Wages rates:* The minimum wage rates are as follows:

*a*) *Day Shift:*

| *Class "A":* | *Per hour* |
|---|---|
| Typographer, keyboard, caster operator and electrotyper | $1.33 |
| Bookbinding finisher-gilder | 1.33 |
| Pressman and stereotyper | 1.30 |
| Bookbinder | 1.25 |
| Photo-engraver and camera operator | 1.25 |
| Helper: 1st year | 0.43 |
| 2nd year | 0.47 |
| *Class "B":* | |
| Typographer, keyboard and caster operator | 1.28 |
| Bookbinding finishing-gilder | 1.28 |
| Pressman and stereotyper | 1.26 |
| Bookbinder | 1.22 |
| Helper: 1st year | 0.43 |
| 2nd year | 0.47 |
| *Class "C":* | |
| Typographer, keyboard and caster operator | 1.23 |
| Bookbinding finisher-gilder | 1.23 |
| Pressman and stereotyper | 1.21 |
| Bookbinder | 1.18 |
| Helper: 1st year | 0.43 |
| 2nd year | 0.47 |
| *Class "D":* | |
| Pressman on cylinder | 1.08 |
| Pressman on platen press | 1.00 |
| Typographer | 1.00 |
| *Class "E":* | |
| Bookbinder | 1.16 |
| Bookbinding finisher-gilder | 1.19 |

*b*) *Night shift:* Journeymen on night shifts shall receive $3.00 more per week than the regular rates established for day workers.

*c*) *Foremen:* Wages of foremen, according to their particular trade, shall be at least five ($5.00) dollars more per week than those of journeymen in class "A", four ($4.00) in classes "B" and "C", and three ($3.00) dollars in the other classes, and said foremen are subject to the same hours and working conditions as those of journeymen.

*d*) *Apprentices:* Apprentices shall receive the following minimum wages based on their competency card:

| | Par semaine: Classes "A" | "B"-"C" "D"-"E" | |
|---|---|---|---|
| 1ère année | $16.00 | $15.00 | $15.00 |
| 2ème année | 20.00 | 19.00 | 18.00 |
| 3ème année | 23.00 | 22.00 | 20.00 |
| 4ème année | 26.50 | 25.50 | 22.50 |
| 5ème année, premier semestre | 30.00 | 29.00 | 26.00 |
| 5ème année, deuxième semestre | 35.00 | 34.00 | 31.00 |

Ces salaires sont payables sur la base horaire.

*e*) Les aides sur fondeuses doivent recevoir le salaire prévu pour les apprentis jusqu'à concurrence de la quatrième année inclusivement. Après quatre (4) années de service, ils doivent recevoir une augmentation de dix pour cent (10%) par année jusqu'à ce qu'ils atteignent le salaire de compagnon; cette augmentation de dix pour cent (10%) doit être ajoutée au salaire hebdomadaire du salarié. Il n'est pas permis d'employer un aide-fondeur avant d'avoir au moins un (1) compagnon opérateur de fondeuse (casterman) au travail. Le nombre d'apprentis dans les autres départements ne doit pas être réduit par le nombre d'aides sur fondeuses.

*f*) *Travail de nuit des apprentis:* Les apprentis travaillant de nuit doivent recevoir $2.00 de plus par semaine que le salaire régulier des apprentis travaillant le jour.

*g*) Les filles du département de reliure doivent recevoir:

| | Par semaine |
|---|---|
| 1ère année, 1er semestre | $14.00 |
| 1ère année, 2ème semestre | 15.00 |
| 2ème année, 1er semestre | 16.00 |
| 2ème année, 2ème semestre | 17.00 |
| 3ème année, 1er semestre | 18.00 |
| 3ème année, 2ème semestre | 19.00 |
| 4ème année, 1er semestre | 21.00 |
| 4ème année, 2ème semestre | 22.00 |

Ces salaires sont payables sur la base horaire.

*h*) Dans les districts judiciaires autres que celui de Québec, la cédule des salaires peut, toutefois, être réduite de dix pour cent (10%), et le travail supplémentaire être rémunéré au taux de salaire et demi.

VI. *Travail supplémentaire: a*) Tout travail exécuté par un salarié régulier ou surnuméraire en plus des heures régulières stipulées aux paragraphes "*a*" et "*b*" de l'article IV, qu'il s'agisse d'une même journée, d'une même nuit ou d'une même semaine régulière, ou en dehors des limites horaires déterminées au premier alinéa du paragraphe "*a*" du même article, est considéré comme du travail supplémentaire et doit être rémunéré au taux de salaire et demi par rapport au salaire régulier, excepté dans les cas mentionnés ci-dessous.

*b*) Aucun employeur n'a le droit d'exiger qu'un salarié ait fait une journée ou une semaine complète de travail pour recevoir le taux de salaire supplémentaire, sauf si ledit salarié, dans les classes "D" et "E", n'a pas travaillé 24 heures au cours de la semaine normale de travail précédente. Dans ce cas, le travail supplémentaire d'une journée ne doit pas excéder quatre (4) heures et doit être rémunéré au taux simple.

*c*) Toutefois, le salarié peut recevoir une rémunération basée sur son salaire régulier pour le travail supplémentaire qu'il exécute, s'il bénéficie d'un engagement annuel écrit, lui assurant un salaire hebdomadaire supérieur de dix pour cent (10%) à celui prévu au décret pour la semaine normale de travail, et s'il bénéficie, en plus, de

| | Per week Classes "A" | "B"-"C" "D"-"E" | |
|---|---|---|---|
| 1st year | $16.00 | $15.00 | $15.00 |
| 2nd year | 20.00 | 19.00 | 18.00 |
| 3rd year | 23.00 | 22.00 | 20.00 |
| 4th year | 26.50 | 25.50 | 22.50 |
| 5th year : first six months | 30.00 | 29.00 | 26.00 |
| 5th year : second six months | 35.00 | 34.00 | 31.00 |

These wages are payable on the hourly basis.

*e*) Castermen's helpers shall receive the wages stipulated for the apprentices up to the rate fixed for the fourth year inclusive. After four (4) years, their wages shall be increased by ten per cent (10%) every year until they attain those established for journeymen. Such 10% increase shall be added to the weekly wages of the employee. No casterman's helper may be employed unless a minimum of one (1) journeyman casterman be at work. The number of apprentices in other departments shall not be affected by the number of castermen's helpers.

*f*) *Night work of apprentices:* Apprentices doing night work shall receive two ($2.00) dollars more per week than the regular wage rate of apprentices doing day work.

*g*) Bookbinding female employees shall receive :

| | Per week |
|---|---|
| 1st year, first six months | $14.00 |
| 1st year, second six months | 15.00 |
| 2nd year, first six months | 16.00 |
| 2nd year, second six months | 17.00 |
| 3rd year, first six months | 18.00 |
| 3rd year, second six months | 19.00 |
| 4th year, first six months | 21.00 |
| 4th year, second six months | 22.00 |

The above wages are payable on an hourly basis.

*h*) In judicial districts other than that of Quebec, the wage scale may be reduced by ten percent (10%) and overtime may be paid at the rate of time and a half.

VI. *Overtime: a*) Time worked by a regular or occasional employee in excess of the standard hours mentioned in subsections "*a*" and "*b*" of section IV, in a same day, a same night or a same regular week, or outside the periods of work determined in the first paragraph of subsection "*a*" of the same section, is considered as overtime and remunerated at the rate of time and a half based on the regular rate, with the exception of the cases hereunder referred to.

*b*) No employer has the right to exact that an employee have worked a complete day or week of labour to pay him to overtime rate except when the said employee, in classes "D" and "E" has not worked 24 hours in the course of the preceding standard week of work. In such case, overtime work in one day shall not exceed four (4) hours and may be paid single rate.

*c*) However, for overtime work, the worker may be paid on the basis of his regular rate in the case of an annual written employment contract with his employer by which he is assured of weekly wages 10% higher than the weekly rate established by the decree for the normal week of labour and if he is entitled to a vacation with

congés payés, du paiement de son salaire en cas d'absence pour cause de maladie soit, en ce dernier cas, de quinze (15) jours par année.

*d*) Le salaire double doit être payé pour tout travail exécuté le dimanche, la Saint-Jean-Baptiste et la Fête du Travail.

*e*) En plus de la rémunération stipulée au paragraphe *a*) de l'article VIII, les fêtes suivantes, lorsque travaillées, doivent être rémunérées au taux double: le Premier de l'An; l'Épiphanie; l'Ascension; la Toussaint; l'Immaculée Conception et le jour de Noël. Le même principe s'applique pour les ateliers protestants qui auront substitué d'autres fêtes à celles mentionnées ci-dessus.

*f*) Tout salarié appelé, après avoir quitté l'atelier, pour exécuter du travail régulier ou supplémentaire, doit recevoir une rémunération équivalente à au moins trois (3) heures de travail.

VII. *Congés payés: a*) tout salarié régi par le décret a droit:

i. Après un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum de sept jours;

ii. En plus, tous les compagnons, à l'exception des filles de reliure, ont droit chaque année, à trois (3) jours additionnels de vacances payées, le choix de ces jours étant laissé à la discrétion de l'employeur.

iii. S'il n'a pas un an de service continu pour son employeur, à un congé annuel continu payé d'une durée minimum d'autant de demi-jours qu'il a de mois (30) de service continu pour son employeur.

*b*) *Services continus:* La durée des services continus doit s'entendre de la période pendant laquelle e salarié est lié à son employeur par un contrat de travail, même si l'exécution de celui-c a été interrompu sans qu'il y ait résiliation de contrat.

Ne sauraient notamment être considérés comme interrompant la durée des services continus, les jours de maladie, si le contrat n'a pas été résilié, les jours de fermeture, les périodes de congé annuel, de délai-congé, les absences autorisées si le travailleur n'a pas occupé, pendant ces journées, un autre emploi rémunéré.

*c*) *Période de service continu donnant droit au congé:* Pour chaque congé annuel payé, la période de service continu pour son employeur donnant droit à tel congé, s'établit du premier mai d'une année au trente avril de l'année subséquente.

*d*) *Rémunération:* Le salarié a droit, pour son congé, à une rémunération équivalente:

i. au salaire de la semaine normale de travail établie par le décret au moment de la prise de son congé, s'il a une année de service continu pour le même employeur au trente avril.

ii. en plus, les trois (3) jours additionnels accordés aux compagnons, tel que prévu au paragraphe "*a*", alinéa ii de ce même article seront rémunérée sur la base de cinquante pour cent (50%) du salaire de la semaine normale de travail établie par le décret au moment de la prise de congé.

iii. à autant de douzième de son salaire basé sur la semaine normale de travail établie par le décret au moment de la prise de son congé, qu'il a de mois (30 jours) de service continu poyr le même employeur; et ce, s'il a moins d'un an d'emploi pour ledit employeur.

*e*) *Echéance de la rémunération:* Avant le départ du salarié visé par les paragraphes "*a*" et "*b*" du présent article, l'employeur doit lui payer sa rémunération pour congé.

*f*) *Période de prise de congé:* Chaque congé doit être donné dans les douze mois de la date à la-

pay, and to the payment of his wages in the case of absence on account of sickness to the extent of fifteen (15) days per year.

*d*) Double time shall be paid for work performed on Sunday, St. Jean Baptiste Day and Labour Day.

*e*) Notwithstanding the remuneration provided for under subsection "*a*" of section VIII the following holidays, when worked, shall be remunerated at the rate of double time: New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, All Saints Day, Immaculate Conception Day and Christmas Day. The same policy applies to shops which have replaced the above-mentioned holidays by other ones.

*f*) Any employee called, after he has left he shop, to perform regular or extra work, hall receive a minimum of three (3) hours' pay.

VII. *Vacation with pay. a*) Every employee governed by the decree is entitled:

i. after one year of continuous service for his employer, to an annual continuous vacation with pay of at least seven days, and

ii. Moreover, all journeymen, with the exception of bookbinding female employees, are entitled, each year, to three additional days of vacation with pay, the date thereof to be fixed by the employer.

iii. when he has less than one year of continuous service for his employer, to an annual continuous vacation with pay of at least as many half-days as he has months (30 days) of continous service for his employer.

*b*) *Continuous service.* The duration of continuous service shall be the period during which the employee is bound by a labour contract with his employer, even if the carrying out of the said contract has been interrupted without annulment thereof.

The duration of continuous service should not be considered as being interrupted especially in cases of illness, when the contract has not been annulled, of days of closing, of annual vacation periods, of terms of notice, of authorized absences if, during these days, the employee has not done remunerated work.

*c*) *Period of continuous service which gives the right to a vacation:* The period of continuous service for an employer which entitles an employee to an annual vacation with pay extends from May 1 of one year to April 30 of the following year.

*d*) *Remuneration.* The employee is entitled, for his vacation, to a remuneration equivalent:

i. to the wages which he would have received if he had been working during his vacation period if he has, on April 30, one year of continuous service for the same employer.

ii. besides, the three additional days granted to journeymen, as provided for in subsection "*a*", paragraph "ii", of this section, shall be paid on the basis of fifty per cent (50%) of the wages for the standard work week, as establish in the decree at the time of such holidays.

iii. to as many twelfths of his wages, computed on the standard work week as established in the decree at the time of vacation, as he has months (30 days) of continuous service for the same employer, in the case of his having less than one year of service for the said employer.

*e*) *Payment of vacation remuneration.* The employees referred to in subsections "*a*" and "*b*" hereof shall be given their vacation pay by their employer before they leave for said vacation.

*f*) *Period of vacation.* Every vacation shall be given whithin the twelve months following the

quelle le droit à tel congé est acquis, i.e. au 1er mai de chaque année.

*g) Fixation de la période de congé:* Le salarié a droit de connaître au moins quinze (15) jours à l'avance, la période de son congé.

*h) Congé obligatoire:* Il est interdit à un employeur de remplacer par une indemnité compensatrice tout congé annuel payé prescrit par le décret.

VIII. *Fêtes payées: a)* Lorsque chômées et ouvrables, les fêtes suivantes doivent être payées au taux des heures régulières de travail: le Premier de l'An, l'Épiphanie, l'Ascension, la Saint-Jean-Baptiste, la fête du Travail, la Toussaint, l'Immaculée Conception et le jour de Noël. Toutefois, pour bénéficier de ces fêtes payées, le salarié doit avoir travaillé le dernier et le premier jour ouvrable qui précède et suit la fête, à moins d'une raison valable, ou après avoir obtenu la permission de son employeur. Dans le cas de litige pour l'interprétation de "raison valable" le comité Paritaire en sera le juge.

*b)* Advenant le cas où le Premier de l'An et le jour de Noël tombent le dimanche et que le lendemain soit chômé par ordre de l'employeur les salariés doivent être payés au taux des heures régulières de travail pour cette journée chômée.

*c)* Il est loisible aux ateliers protestants de substituer d'autres fêtes payées à celles mentionnées au paragraphe "*a*" de ce même article, en les déterminant et en en faisant la demande au comité paritaire dans les trente (30) jours qui suivent la date de la mise en vigueur du décret. Il va sans dire que cette clause reste dépendante, dans son application, de toutes celles qui peuvent s'y rattacher directement ou indirectement.

IX.— *Apprentissage: a)* Tout apprenti commençant l'étude de son métier doit avoir seize (16) ans révolus et ne pas être âgé de plus de vingt-cinq (25) ans. La durée de l'apprentissage est déterminée par le bureau des examinateurs et se termine avec l'émission d'une carte de compagnon, après que l'apprenti ait obtenu avec succès ses certificats de première, deuxième, troisième, quatrième et cinquième année, sauf tel que prévu au paragraphe "f" du présent article.

*b)* Dans le cours du premier mois de l'entrée en fonction d'un apprenti, l'employeur ou ses maîtres ou professeurs doivent avertir, par écrit, le secrétaire du Comité Paritaire de telle entrée en fonction et l'apprenti doit se présenter devant le Bureau des Examinateurs afin de démontrer ses aptitudes pour telle branche de l'imprimerie qu'il désire apprendre.

Si nécessaire, la production d'un certificat médical peut être exigée. Si le futur apprenti est jugé apte physiquement et intellectuellement et a obtenu le degré d'instruction exigé dans la branche de l'imprimerie qu'il désire apprendre, le tout conformément aux dispositions énumérées ci-après, il est ipso-facto accepté. Mais s'il ne réussit pas à passer son examen de manière satisfaisante, on lui conseillera de se diriger vers un champ d'action mieux approprié à ses aptitudes et l'employeur ou ses maîtres ou professeurs en seront avertis aussitôt.

*c)* Les heures de travail des apprentis sont les mêmes que celles des compagnons. Il n'y a du travail supplémentaire par les apprentis dans un atelier que si la proportion des compagnons par rapport aux apprentis, telle qu'établie dans le décret, est observée.

*d)* Les salariés du sexe féminin qui apprennent et exercent un des métiers régis par le décret, gé-

date on which the right to such vacation has been acquired, i.e. May 1st of each year.

*g) Setting of vacation period.* Every employee shall be informed of the period of his vacation at least fifteen (15) days in advance.

*h) Compulsory vacation.* No employer may replace by a compensating bonus the annual vacation with pay prescribed by the decree.

VIII. *Holidays with pay: a)* When the following days are working days but are not worked by the employees, they shall be paid at the rate of the regular hours of work : New Year's Day, Epiphany Day, Ascension Day, St. Jean Baptiste Day, Labour Day, All Saints Day, Immaculate Conception and Christmas Day. However, to be entitled to these holidays with pay, the employee must have worked the last and the first working day preceding and following the said holidays except for sufficient, reason or when authorized to do so by his employer.

Should a dispute arise over the interpretation of "sufficient reason", the decision lies with the Parity Committee.

*b)* In the event of New Year's Day and Christmas Day falling on Sunday and of the following day not being worked by order of the employer, the employees shall be paid at the rate fixed for regular working hours for such day off.

*c)* Shops which do not observe all of the ordinary religious holidays may substitute other holidays with pay for those mentioned in subsection "*a*" of this section by determining same and applying to the Parity Committee within thirty (30) days after the date of the coming into force of the decree. In its enforcement, however, this clause is subject to any other which may have any connection therewith, either directly or indirectly.

IX. *Apprenticeship. a)* Any apprentice beginning to learn his trade should be at least 16 years old and not more than 25. The duration of the apprenticeship is determined by the Competence Committee and ends with the issue of a journeyman's card after the apprentice has obtained his first, second, third, fourth and fifth year card, except as provided for under subsection "*f*" of this section.

*b)* In the course of the first month of service of an apprentice, the employer or his teachers shall give a written notice thereof to the secretary of the Joint Committee, and the apprentice shall sit before the Board of Examiners in order to determine his fitness for such branch of the printing trade which he wishes to learn.

If necessary, a medical certificate may be required. If the candidate is found physically and intellectually qualified and has obtained the degree of instruction required in the branch of the printing trade which he wants to learn, in conformity with the provisions hereinafter mentioned, he shall be accepted *ipso facto*. But if he does not succeed in his examination, he will be suggested to choose a more suitable occupation and his employer or teachers shall be so informed immediately.

*c)* The duration of labour for apprentices is the same as that established for journeymen. Overtime work may be performed by apprentices in a shop only if the proportion of the number of apprentices with regard to that of journeymen, as established in the decree, is observed.

*d)* Female employees learning and plying one of the trades governed by the decree gene-

néralement exercés par des hommes, sont soumis aux mêmes conditions de travail et aux mêmes taux de salaire que les hommes.

*e*) L'expérience des salariés est déterminée par le Bureau des Examinateurs. Le nombre d'heures de travail réellement effectuées, soit 42½ heures par semaine et 50 semaines (2125 heures), sont nominalement considérées comme une année. En aucun temps le nombre d'heures ne doit être un facteur exclusif dans la promotion d'un salarié d'une année à l'autre ou au titre de compagnon. Aucun apprenti ne peut être promu au titre de compagnon avant d'avoir satisfait aux deux conditions ci-haut mentionnées.

Pour les apprentis monotypistes et linotypistes, la compétence s'évalue à l'aptitude de chacun à composer et corriger, sur une machine normalement entretenue et dans des conditions normales, un minimum de 3,500 ems de texte courant à l'heure en moyenne.

*f*) Toutefois, au terme de son apprentissage, l'apprenti de quelque département que ce soit qui n'est pas suffisamment qualifié pour obtenir son certificat de compagnon doit recevoir une augmentation de pas moins de dix pour cent (10%) pour chaque période additionnelle de pas moins de six mois et de pas plus d'une année, à la discrétion du Bureau des Examinateurs, jusqu'à ce qu'il atteigne le salaire d'un compagnon. Cette augmentation de 10% est ajoutée au salaire hebdomadaire de l'apprenti. Cependant, tel salarié, s'il travaille dans le département des presses, ne compte pas dans le prorata des apprentis à partir de la date où il atteint son quatrième 10% d'augmentation jusqu'à ce qu'il se qualifie comme compagnon. Dans les autres départements, cependant, les salariés qui travaillent d'après cette clause du 10% comptent comme apprentis dans le prorata.

Dans les ateliers de la Classe "D" qui possèdent un cylindre de quelque format que ce soit, le compagnon surpresse à plateau peut travailler sur ce cylindre et bénéficier d'une augmentation de 10% annuellement jusqu'à ce qu'il ait atteint le salaire prévu pour un compagnon pressier pour cette catégorie. Le compagnon sur presse à plateau compte comme compagnon dans le prorata, qu'il travaille ou non sur le cylindre en vertu de cette clause.

*g*) Les présentes ne s'appliquent pas aux élèves de moins de seize (16) ans d'une institution d'assistance publique régie par la Loi de l'Assistance Publique (S.R.Q. 1941, chapitre 187).

X.— *Nombre d'apprentis: a*) Dans les ateliers de composition et de reliure, il ne doit pas y avoir plus apprenti par trois compagnons employés régulièrement ou fraction de ce nombre.

*b*) Dans les départements des presses, de clicherie et dans les ateliers de photogravure, d'électrotypie et d'offset, il ne doit pas y avoir plus d'un (1) apprenti par deux (2) compagnons ou fraction de ce nombre.

Les aides et les apprentis sujets au paragraphe "f" de l'article IX n'entreront pas en ligne de compte pour la détermination du nombre d'apprentis d'un atelier.

*c*) Le nombre des filles du département de la reliure n'ayant pas trois (3) ans et plus d'expérience ne doit pas dépasser les deux tiers du nombre total des salariés de cette catégorie.

*d*) Toutefois, les ateliers comptant moins de dix (10) salariés, compagnons et apprentis compris, exception faite des jeunes filles du département de la reliure, bénéficient des conditions suivantes: un (1) compagnon; un (1) apprenti; deux

rally performed by men are subject to the same labour and wage conditions as those of male employees.

*e*) The experience of the employees is determined by the Board of Examiners. The number of hours actually worked, that is: 42½ hours for one week, and 50 weeks (2125 hours), are nominally considered as one year. In no time should the number of hours be an exclusive factor in the promotion of a worker from one year to another or to the journeyman's rank. No apprentice may be promoted to the journeyman's rank before he has complied with the above two conditions.

In the case of the apprentice-linotypist and monotypist, the competency is estimated by his ability to compose and correct, on a machine in good repair, and in normal conditions, an average of at least 3,500 ems of current text per hour.

*f*) However at the expiration of his apprenticeship, the apprentice, in any department whatsoever, not sufficiently qualified to obtain his certificate as journeyman, shall receive a minimum increase of 10% for each additional period of from six months to one year, at the option of the Board of Examiners, until the journeyman's rate is attained. Such 10% increase shall be added to the weekly wages of the apprentice. However, such employee, when working in the press department, is not counted in the prorata of the apprentices from the date on which he gets his fourth 10% increase until he qualifies as journeyman. In the other departments, however, those working under that 10% clause are considered as apprentices in the prorata.

In the establishments of class "D" operating a cylinder of any size whatever, the journeyman on a platen press may work on this cylinder and benefit by an annual 10% increase to the extent of the wage rate established for the journeyman pressman of that category. The journeymna on a platen press is considered as journeyman in the prorata, whether working on the cylinder under this clause or not.

*g*) This section does not apply to persons under sixteen years of age in a public relief institution subject to the Quebec Public Charities Act (R.S.Q., 1941, chapter 187).

X. *Number of apprentices. a*) In composition and bookbinding establishments, there shall not be more than one (1) apprentice to three (3) journeymen employed regularly or fraction thereof.

*b*) In press or stereotyping departments, and in photogravure, electrotyping and offset establishments, there shall not be more than one (1) apprentice to each two (2) journeymen or fraction thereof.

Helpers and apprentices subject to section IX, subsection "*f*", are not taken into account for the determining of the number of apprentices in a shop

*c*) As for girls in the bookbinding department the number of those not having three (3) or more years of experience shall not exceed the two thirds of the total number of the employees in this category.

*d*) However, establishments with less than ten (10) workers, journeymen and apprentices included, with the exception of book-binding girls, benefit by the following proportion of appren-

(2), trois (3), quatre (4) compagnons: deux (2) apprentis; cinq (5), six (6) compagnons: trois (3) apprentis. Les apprentis de ces ateliers peuvent travailler dans les différents métiers jusqu'à concurrence de la troisième année révolue; après quoi, les apprentis doivent opter pour l'un ou l'autre des métiers; le temps fait durant les trois premières années comptera pour l'obtention du certificat de qualification dans le métier pour lequel ils optent.

*e*) Dans les ateliers où il y a deux (2) compagnons ou moins, ceux-ci peuvent travailler dans les différents métiers. Les apprentis sont sujets aux mêmes dispositions du paragraphe "*d*" du présent article.

*f*) Les compagnons et les apprentis typographes, porteurs d'une carte de cinquième année ont le droit d'exécuter du travail productif sur les machines à composer. Toutefois, tout atelier qui à cause de pénurie de main-d'œuvre ne peut se conformer à cette clause aura le droit d'employer un apprenti de quatrième année deuxième semestre lequel doit recevoir un salaire proportionnel à son rendement jusqu'à ce qu'il atteigne un rendement minimum de 3,500 ems à l'heure auquel cas il doit recevoir son salaire de compagnon.

*g*) Tous les certificats de qualification sont attribués par le Bureau des Examinateurs et non autrement.

*h*) Les maîtres-imprimeurs, les surintendants et les contremaîtres travaillant au moins vingt-deux (22) heures par semaine dans un des métiers régis par le décret sont considérés comme des compagnons dans la fixation du nombre des apprentis par rapport à celui des compagnons.

Cependant, pour les ateliers de la classe "D", les maîtres-imprimeurs travaillant onze (11) heures ou plus par semaine dans l'un de ces métiers sont considérés comme compagnons.

*i*) Toutefois, tout atelier qui, à cause de pénurie de main d'œuvre, ne peut se conformer aux clauses relatives au nombre d'apprentis, ou de filles de reliure, doit référer son cas au Comité Paritaire.

*j*) Les présentes ne s'appliquent pas aux élèves de moins de seize ans d'une institution d'assistance publique régie par la Loi de l'Assistance Publique (S.R.Q. 1941, chapitre 187).

XI. *Dispositions spéciales: a*) Nonobstant les dispositions du décret, dans les ateliers où le nombre des heures de travail régulières formant une semaine normale est inférieur à celui des heures stipulées aux paragraphes "*a*" et "*b*" de l'article IV et où la cédule normale des salaires est actuellement plus élevée que le minimum fixé par le décret, ladite semaine normale de travail doit être maintenue et ladite cédule des salaires plus élevée doit continuer de s'appliquer à tous les salariés actuels de tels ateliers durant l'existence du décret.

*b*) Aucun travail à la pièce ne doit être exécuté dans un atelier, excepté tel que prévu pour les graveurs, à la main sur cuivre, à l'item "iii" de l'alinéa "4" du paragraphe "*b*" de l'article II.

*c*) Tout travail à domicile est interdit. Aucun employeur n'a le droit de donner à qui que ce soit, du travail à être exécuté à la maison; un salarié ne peut accepter un tel travail.

XII. Si de nouvelles machines ou de nouveaux procédés viennent en usage pendant la durée du décret, la cédule des salaires et les conditions applicables à ces machines ou à ces procédés seront déterminées par un amendement au décret, le tout sujet à l'approbation du Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

tices: one journeyman — one apprentice; two, three, four journeymen — two apprentices; five, six journeymen — three apprentices. Apprentices in these shops may work in the various trades until the completion of the third year; then, apprentices shall decide upon one of the said trades. Time worked during the first three years shall be taken into account for the issue of the certificate of competency in the trade they have chosen.

*e*) In establishments, where two (2) journeymen or less are working, these journeyman may work in the various trades. As for apprentices, the conditions of subsection "*d*" hereof shall apply.

*f*) Apprentice and journeyman typographers holding a fifth year card may do productive work on composing machines. However, in any shop not able to abide by this clause because of labour shortage, the employer may employ an apprentice of the fourth year, second six months, which shall receive wages proportional to his work until he attains a minimum output of 3,500 ems per hour, in which case he is to receive the journeyman's rate of pay.

*g*) All competency cards are issued only by the Board Examiners of the Parity Committee.

*h*) Master-printers, superintendents and foremen working a minimum of twenty-two (22) hours per week in one of the trades governed by the decree are considered as journeymen for the establishing of the *prorata* of the number of apprentices with respect to that of journeymen.

However, for the establishments of class "D", the master-printers working 11 hours or more per week in one of these trades are considered as journeymen.

*i*) However, any shop unable to abide by the clauses respecting the number of apprentices, or bookbinding girls, because of labour shortage, shall refer its case to the Parity Committee.

*j*) This section does not apply to persons under 16 years of age in a public relief institution governed by the Quebec Public Charities Act (Revised Statutes of Quebec, 1941, chapter 187).

XI. *Special provisions: a*) Notwithstanding the provisions of the decree, in the establishments where the regular hours constituting a normal working week are fewer than those given in section IV, "*a*" and "*b*" and where the normal wage schedule is actually higher than the minimum established by the decree, the said normal working week shall be maintained and the said higher wage schedule shall continue to apply to all actual employees of such establishments until the expiration of the decree.

*b*) No piece-work may be performed in any shop except as provided for hand engravers on copper under item iii, paragraph "4", subsection "*b*", section II.

*c*) Home work is prohibited. No employer has the right of giving to anyone work to be done at home; likewise, an employee must not accept such work.

XII. If new machines or new processes come in use during the existence of the decree, the scale of wages and the conditions applying to those machines or processes will be determined by an amendment to the decree, subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council.

XIII. *Gîte et couvert:* Lorsque, suivant une convention entre l'employeur et le salarié, le logement, les repas ou la pension complète sont fournis par l'employeur, celui-ci ne peut déduire plus que les prix suivants du salaire du salarié:

| *Par repas* | *Pour repas de la semaine* | *Pour le logement par jour* |
|---|---|---|
| $0.20 | $4.00 | $0.25 |

| *Pour le logement par semaine* | *Logement et pension par semaine* | *Logement et pension par mois* |
|---|---|---|
| $1.50 | $5.00 | $20.00 |

XIV. *Paiement des salaires:* Les salaires doivent être payés en argent chaque semaine dans tous les établissements assujettis au décret.

Ce salaire doit être remis à chaque salarié dans une enveloppe scellée, sur laquelle sont inscrits son nom, son numéro de matricule, la date de la semaine de travail, le nombre d'heures accomplies, le taux de salaire à l'heure, le montant d'argent contenu dans l'enveloppe, laquelle doit être initialée par la personne qui a fait la paye.

XV. Lors de la ratification de la présente convention, le Comité Paritaire existant, formé pour surveiller l'application du décret antérieur dans la juridiction territoriale déterminée par le présent décret, demeure en fonction et surveille la mise à exécution du décret jusqu'à ce que les parties contractantes aient formé un nouveau Comité. Ce nouveau comité succède à l'ancien et est investi de tous les actifs et droits dudit Comité; il assume également toutes les dettes de l'ancien comité, en vertu dudit décret antérieur.

XVI. Le présent décret abroge le décret numéro 1675 du 10 décembre 1948 et tous ses amendements.

XVII. *Durée du décret:* Le décret sera valable à compter de la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1951 inclusivement. Il se renouvelle automatiquement d'année an année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de 60 jours ni moins de trente (30) jours avant l'expiration du terme original ou avant l'expiration de toute année subséquente. Un tel avis doit également être adressé au Ministre du Travail.

Les parties contractantes ont convenu d'être liées par les dispositions du décret, à compter du 1er janvier 1951.

A. MORISSET,
29514-o Greffier du Conseil Exécutif.

XIII. *Board and lodging:* When, by agreement between the employer and the employee, lodging or board or both are provided by the employer, the latter may not deduct more than the following rates from the wages earned:

| *Per meal* | *Meals of the week* | *For lodging per day* |
|---|---|---|
| $0.20 | $4.00 | $0.25 |

| *Lodging per week* | *Board and lodging per week* | *Board and lodging per month* |
|---|---|---|
| $1.50 | $5.00 | $20.00 |

XIV. *Payment of wages:* Wages shall be paid every week, in cash, in all establishments governed by the present decree.

The pay shall be given to each employee in a sealed envelope on which shall be written: his name, his registration number, the date of the week of labour, the number of hours worked, the wage rate per hour, the amount contained in the envelope which shall be initialed by the pay clerk.

XV. Upon the coming into force of the present agreement, the existing Parity Committee formed to administer the former decree in the territorial jurisdiction determined by the present decree, remains in office and supervises the carraying out of the decree until the contracting parties form a new committee. This new committee shall succeed the former one and be vested with all its assets and rights; it shall also assume all the liabilities of the former Parity Committee under the said former decree.

XVI. The present decree repeals the decree number 1675 of December 10, 1948, and all its amendments.

XVII. *Duration of the decree:* The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in full effect until December 31, 1951, inclusively.

It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary, within the period extending from the 60th to the 30th day before the expiration of the original term or before the expiration of any subsequent year. Such a notice must also be forwarded to the Minister of Labour.

The contracting parties have agreed to be bound by the provisions of the decree as from January 1, 1951.

A. MORISSET,
29514-o Clerk of the Executive Council.

## Avis divers

Canada, Province de Québec, District de Chicoutimi.

AVIS D'ÉRECTION EN MUNICIPALITÉ DE VILLE

A QUI DE DROIT:

Le Conseil de la municipalité du village de Sainte-Anne de Chicoutimi, comté de Chicoutimi, province de Québec, donne par les présentes avis de son intention d'ériger la municipalité du village

## Miscellaneous Notices

Canada, Province of Quebec, District of Chicoutimi

NOTICE OF ERECTION INTO A TOWN MUNICIPALITY

TO WHOM IT MAY CONCERN:

The Council of the municipality of the village of Sainte-Anne de Chicoutimi, county of Chicoutimi, county of Chicoutimi, Province of Quebec, hereby gives notice of its intention to erect

de Sainte-Anne de Chicoutimi en Municipalité de Ville.

*a*) Le nom de municipalité projetée sera "La Ville de Chicoutimi-Nord";

*b*) Le territoire de ladite municipalité de la Ville de Chicoutimi-Nord comprendra:

"Les lots un a six inclusivement du premier rang est du plan officiel du village de Sainte-Anne de Chicoutimi; et des lots N° 7 à 143 inclusivement du premier rang ouest du plan officiel du village de Sainte-Anne de Chicoutimi; des lots N° 9-A, 10-A, 10-B, 10-C, 10-D et 10-E du premier rang ouest du canton Tremblay faisant maintenant partie du village de Sainte-Anne de Chicoutimi. Et elle est bornée comme suit: au nord par les terres du rang 3 du Canton Tremblay, au sud par la Rivière Saguenay, au nord-est et sud-est par le lot N° 2 du premier rang Est du Canton Tremblay et à l'ouest par les lots Nos 11-A et 11-B du premier rang Ouest du Canton Tremblay, au nord-ouest par le lot 32 du deuxième rang ouest du canton Tremblay".

*c*) Le recensement de la population du village de Sainte-Anne de Chicoutimi s'établit 3,963 (trois mille neuf cent soixante-trois) âmes, tel que constaté par un recensment ordonné par le conseil, le 2 janvier 1951.

*d*) L'érection de la municipalité de la ville de Chicoutimi-Nord se fera sous l'empire de la Loi des Cités et Villes, Ch 233 S.R.P.Q. 1941 et ses amendements.

Et le présent avis est publié à toutes fins que de droit.

Chicoutimi, le 26 janvier 1951.

Le Secrétaire-trésorier de la Municipalité
du Village de Sainte-Anne de Chicoutimi,
29359-5-4-o DAVID BOUCHER.

the Village Municipality of Sainte-Anne de Chicoutimi into a Town Municipality.

*a*) The name of the proposed municipality to be: "The Town of Chicoutimi-Nord";

*b*) The territory of the said municipality of the Town of Chicoutimi-Nord to consist of:

"Lots one to six inclusively of the First East range on the official plan for the village of Sainte-Anne de Chicoutimi; and lots 7 to 143 inclusively of the First West range on the official plan for the Village of Sainte-Anne de Chicoutimi; lost Nos. 9-A, 10-A, 10-B, 10-C, 10-D and 10-E of the First West range of the township Tremblay now forming part of the village of Sainte-Anne de Chicoutimi. And is bounded as follows: On the north by the lands of Range 3 of the Township Tremblay, on the south by the Saguenay river, on the northeast and southeast by lot No. 2 of the First East range of the Township Tremblay and on the west by lots Nos. 11-A and 11-B of the first west range of the township Tremblay, on the northwest by lot 32 of the Second West range of the Township Tremblay."

*c*) The census of the population of the village of Sainte-Anne de Chicoutimi is established at 3,963 (three thousand nine hundred and sixty-three) souls, as ascertained by the census ordered by the Council on the 2nd of January, 1951.

*d*) The erection of the municipality of the Town of Chicoutimi-Nord shall be made under the provisions of the Cities and Towns Act, Chapter 233, R.S.Q., 1941, and its amendments.

And the present notice is published for all legal purposes.

Chicoutimi, January 26, 1951.

DAVID BOUCHER,
Secretary-Treasurer oft he Municipality of
the village of Sainte-Anne de Chicoutimi.
29359-5-4

## AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Association des Contremaîtres et Surintendants du District de Hull", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la Province le 5 février 1951.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Hull, comté de Hull.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29465-o JEAN BRUCHÉSI.

## NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Association des Contremaîtres et Surintendants du District de Hull", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary on February 5, 1951.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Hull, county of Hull.

JEAN BRUCHÉSI,
29465 Under Secretary of the Province.

### M & A Sheet Metal Works Ltd.

Extrait des Minutes d'une assemblée générale annuelle des actionnaires de "M & A. Sheet Metal Works Ltd.", tenue le 1er mai 1950:

"Sur motion dûment faite, secondée et unanimement proposée, il est décrété que le règlement 29 est abrogé et remplacé par le règlement numéro 30 lequel se lit comme suit:

*Règlement N° 30.* 1. Le nombre des directeurs de la Compagnie est par les présentes réduit de 4 à 3 et le bureau des directeurs de la compagnie sera dorénavant composé de trois directeurs."

Vraie copie. Certifié conforme ce 30 janvier 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
29470-o ARIEN LAMOUREUX.

### M & A Sheet Metal Works Ltd.

Excerpt from the minutes of a annual genral meeting of the shareholders of the "M & A Sheet Metal Works Ltd.", held on May 1st, 1950:

"Upon its being duly moved, seconded, and unanimously proposed, it is enacted that By-law number 29 be repealed and replaced by By-law number 30, the same reading as follows:

*By-law No. 30.* 1. The number of directors of the company is hereby reduced from 4 to 3 and the board of directors of the company shall henceforth, be composed of three directors."

True copy. Certified correct, January 30, 1951.

ADRIEN LAMOUREUX,
29470 Secretary-Treasurer.

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Club d'Hiver Saint-Martin de Tours", en date du 15 janvier 1951, dont le siège social est situé à Saint-Martin, comté de Beauce, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 1er février 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29466-o JEAN BRUCHÉSI.

Province de Québec

MUNICIPALITÉ DES CANTONS UNIS DE FIEDMONT & BARRAUTE
COMTÉ D'ABITIBI

Avis est par les présentes donné par le maire et le secrétaire-trésorier de la municipalité des cantons unis de Fiedmont & Barraute, comté d'Abitibi, que le lieutenant-gouverneur en conseil a approuvé en date du 4 janvier 1951, suivant un rapport du Comité de l'honorable Conseil exécutif, le changement du nom de la municipalité des Cantons Unis de Fiedmont & Barraute en celui de "Municipalité de Fiedmont & Barraute" comté d'Abitibi.

Conformément aux dispositions de l'article 48 du Code Municipal, ce changement de nom entre en vigueur à compter de la date de la publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

Barraute, 22 janvier 1951.

Le Maire,
WILFRID LAROSE.
Le Secrétaire-trésorier,
29467-o JEAN-LOUIS ROMPRÉ.

GIDKO CORPORATION

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de la compagnie

"Que les directeurs de la compagnie soit augmenté de trois (3) à quatre (4)."

Vraie copie certifiée du règlement décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 15 décembre 1950, et approuvé, confirmé et ratifié à une assemblée des actionnaires de la compagnie tenue le 15 décembre 1950.

Le Secrétaire,
29468 R. KOCH.

Avis est donné que, par nouvelle procuration exécutée le 22 janvier 1951, Frederic Leslie Parsons, de la cité de Montréal, a été nommé agent principal de "Joseph Constantine Steamship Line Limited" pour la province de Québec, conformément aux dispositions de la Loi des compagnies à fonds social étrangères, S.R.Q. 1941, chapitre 279, à compter du 28 février 1951, et qu'à compter de ladite date (28 février 1951), le bureau principal de ladite corporation sera dans l'édifice Sun Life, en ladite cité de Montréal.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 8 février 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29469 JEAN BRUCHÉSI.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Club d'Hiver St-Martin de Tours", under date the 15th day of January, 1951, whereof the head office is at Saint Martin, county of Beauce, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 1st day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29466 Under Secretary of the Province.

Province of Quebec

MUNICIPALITY OF THE UNITED TOWNSHIPS OF FIEDMONT & BARRAUTE
COUNTY OF ABITIBI

Notice is hereby given by the Mayor and the Secretary-Treasurer of the Municipality of the United Townships of Fiedmont & Barraute, county of Abitibi, that the Lieutenant-Governor in Council has approved, under date the 4th day of January, 1951, following a report from the Committee of the Honourable the Executive Council, the change of name of the Municipality of the United Townships of Fiedmont & Barraute into that of the "Municipality of Fiedmont & Barraute", county of Abitibi.

Pursuant to the provisions of Article 48 of the Municipal Code, this change of name comes into force as from the date of the publication of the present notice in the *Quebec Official Gazette*.

Barraute, January 22, 1950.

WILFRID LAROSE,
Mayor.
JEAN LOUIS ROMPRÉ,
29467 Secretary-Treasurer.

GIDKO CORPORATION

By-law increasing the number of directors of the company

"That the Directors of the Company be increased from three (3) to four (4)."

Certified true copy of By-law enacted by the directors of the company at a meeting held on the 15th day of December, 1950, and approved, confirmed and ratified at a meeting of the shareholders of the company, held on the 15th day of December, 1950.

R. KOCH,
29468-o Secretary.

Notice is hereby given that, by new power of attorney executed on January 22nd, 1951, Frederic Leslie Parsons of the City of Montreal, was appointed Chief Agent of "Joseph Constantine Steamship Line Limited" for the Province of Quebec under the provisions of the Extra-Provincial Companies' Act, R.S.Q. 1941, chapter 279, as and from the 28th February, 1951, and that as and from the said date (February 28th 1941), the principal office of the said Corporation will be at Sun Life Building, in the said City of Montreal.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 8th day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29469-o Under-Secretary of the Province.

RETAIL SALES PROMOTION (QUEBEC) LTD.

*Règlement N° 5*

Un règlement concernant la distribution de l'actif de "Retail Sales Promotion (Quebec) Ltd."

1. Attendu que la compagnie a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquider ses affaires;

2. Attendu que la compagnie n'a pas de dettes ou obligations;

3. En conséquence, qu'il soit décrété, comme un règlement de "Retail Sales Promotion (Quebec) Ltd." ce qui suit:

*a*) Que la compagnie soit et elle est, par les présentes autorisée à disposer de ses biens, distribuer son actif au pro rata entre ses actionnaires enregistrés au moment de ladite distribution, et subséquemment, pourvoir à la dissolution au moyen des procédures d'abandon de charte conformément à l'article 26 de la Loi des compagnies de Québec.

*b*) Les directeurs et officiers sont, par les présentes, autorisés et dirigés à faire, signer et exécuter toutes choses, actes et documents nécessaires ou désirables à la bonne exécution du précédent.

Decrété ce 30 novembre 1950.

Le Président,
A. D. COSSABOOM.
Le Secrétaire,
CLAUDE DUCHARME.

Vraie copie certifiée du règlement N° 5 de "Retail Sales Promotion (Quebec) Ltd." décrété à une assemblée des directeurs de ladite compagnie, tenue le 30 novembre 1950, et sanctionné et confirmé par les actionnaires à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée et tenue le 30 novembre 1950.

(Sceau)

Le Secrétaire,
29471 CLAUDE DUCHARME.

RETAIL SALES PROMOTION (QUEBEC) LTD.

*By-law No. 5*

Being a By-law respecting the distribution of the assets of "Retail Sales Promotion (Quebec) Ltd."

1. WHEREAS the Company has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs;

2. Whereas the Company has no debts or obligations;

3. Therefore be it enacted as a By-law of "Retail Sales Promotion (Quebec) Ltd." that:

*a*) The Company be and is hereby authorized to dispose of its property, distribute its assets rateably among its shareholders of records at the time of said distribution and subsequently to proceed to dissolution by way of surrender of Charter proceedings under Section 26 of the Quebec Companies' Act.

*b*) The Directors and officers are hereby authorized and directed to do, sign and execute all things, deeds and documents necessary or desirable for the due carrying out of the foregoing.

Enacted this 30th day of November, 1950.

A. D. COSSABOOM,
President
CLAUDE DUCHARME,
Secretary.

Certified to be a true copy of By-law No. 5 of "Retail Sales Promotion (Quebec) Ltd.", enacted at a meeting of the Directors of the said Company, held on the 30th day of November 1950, and sanctioned and confirmed by the shareholders at a special general meeting of the shareholders duly called and held on the 30th day of November, 1950.

(Seal)

CLAUDE DUCHARME,
29471-o Secretary.

## AVIS DE CHANGEMENT DE NOM

(Loi des syndicats professionnels)

Avis est donné que l'honorable Secrétaire de la Province a autorisé, le 31 janvier 1951, le changement de nom de l'"Association des Employés du Bas Façonné de Canadian Silk Products" en celui de "Association des Employés du Bas Façonné de Orient Hosiery Sherbrooke Inc." — "The Full Fashioned Hosiery Workers' Association of Orient Hosiery Sherbrooke Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 7 de la Loi des syndicats professionnels, S.R.Q. 1941, chapitre 162, telles que modifiées par 10 George VI, chapitre 20.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province le 2 février 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29472-o JEAN BRUCHÉSI.

## NOTICE OF CHANGE OF NAME

(Professional Syndicates' Act)

Notice is given that the Honourable the Provincial Secretary, under date of January 31, 1951, has authorized the change of name of the "Association des Employés du Bas Façonné de Canadian Silk Products", to that of "Association des Employés du Bas Façonné de Orient Hosiery Sherbrooke Inc." — "The Full Fashioned Hosiery Workers' Association of Orient Hosiery Sherbrooke Inc.", and such pursuant to the provisions of section 7 of the Professional Syndicates' Act, R.S.Q. 1941, chapter 162, as amended by 10 George VI, chapter 20.

Given at the office of the Provincial Secretary, February 2, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29472 Under Secretary of the Province.

STERLING SALES & SALVAGE CO.

*Règlement spécial N° 55*

(pour modifier le règlement N° 3)
(en augmentant le nombre des directeurs de la compagnie de trois à quatre)

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de quatre directeurs dont chacun, au moment de son élection et

STERLING SALES & SALVAGE CO.

*Special by-law No. 55*

(to amend By-law No. 3)
(by increasing the number of directors of the Company from three to four)

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of Four Directors, each of whom at the time of his election, and throughout the

pendant toute la durée de son terme, sera un actionnaire de la compagnie au montant d'au moins une action et sans arrérages relativement à tout appel sur icelle."

Vraie copie certifiée du règlement spécial N° 55 passé à une assemblée des directeurs tenue le 24 novembre 1950, et approuvé par les actionnaires à une assemblée tenue le même jour.

Le Secrétaire,
29482 JOSEPH GOLDBERG.

---

Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la Province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat d'Aqueduc de Notre Dame de la Paix", en date du 9 septembre 1948, dont le siège social est situé à Notre-Dame de la Paix, comté de Papineau, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la Province.

Donné au bureau du Secrétaire de la Province, le 15 novembre 1950.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29473-o JEAN BRUCHÉSI.

---

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 9 février 1951, les réglements 1 à 14 inclusivement de "La Jeunesse Agricole Catholique Inc.", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province le 12 février 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29484-o JEAN BRUCHÉSI.

---

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le 24 janvier 1951, les règlements généraux de "Les Concerts Symphoniques de Montréal", tels qu'approuvés aux assemblées tenues les 23 juin 1949 et 26 septembre 1950, et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec (S.R.Q. 1941, chapitre 276).

Donné au bureau du Secrétaire de la province, ce 26 janvier 1951.

Le Sous-secrétaire de la Province,
29485-o JEAN BRUCHÉSI.

---

MONTREAL SECURITIES CORPORATION

*Règlement spécial "B"*

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs et modifier le règlement trois en conséquence.

Le nombre des directeurs de cette compagnie est, par les présentes, augmenté de trois à quatre et l'article I du règlement trois est, par les présentes, modifié en y rayant le mot "trois" et en y substituant le mot "quatre".

Vraie copie certifiée.

Daté en la cité de Montréal, P.Q., le 9 février 1951.

[Sceau]

Le Secrétaire,
29486 V. H. CHISLETT.

---

term of his office shall be a shareholder in the Company to the amount of at least one share and not in arrears in respect to any call thereon."

Certified true Copy of special by-law No. 55 passed at a meeting of the Board of Directors held on the 24th day of November, 1950 and approved by the shareholders at a meeting held on the same day.

JOSEPH GOLDBERG,
29482-o Secretary.

---

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat d'Aqueduc de Notre Dame de la Paix", under date the ninth day of September, 1948, whereof the head office is at Notre-Dame de la Paix, county of Papineau, and that the said document has been filed in the archives of the department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of November, 1950.

JEAN BRUCHÉSI,
29473 Under Secretary of the Province.

---

Notice is hereby given that, upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the by-laws 1 to 14 inclusively of "La Jeunesse Agricole Catholique Inc.", were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 9th day of February, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this twelfth day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29484 Under Secretary of the Province.

---

Notice is hereby given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, the general by-laws of "Les Concerts Symphoniques de Montréal", as approved at meetings held on the 23rd of June, 1949, and 26th of September, 1950, were approved by the Honourable the Provincial Secretary on the 24th of January, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act (R.S.Q., 1941, chapter 276).

Given at the office of the Provincial Secretary, this 26th day of January, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,
29485 Under Secretary of the Province.

---

MONTREAL SECURITIES CORPORATION

*Special By-law "B"*

A By-law to increase the number of Directors, and to amend By-law Three accordingly.

The number of Directors of this company is hereby increased from Three to Four and Article I of By-law Three is hereby amended by deleting therefrom the word " Three" and by substituting therefor the word "Four".

Certified true copy:

Dated at the city of Montreal, P.Q., this ninth day of February, 1951.

[Seal]

V. H. CHISLETT,
29486-o Secretary.

---

### Chambly Power Corporation

Changement de situation du siège social — Règlement:

Il est résolu:

Que le suivant soit et il est, par les présentes, décrété comme un règlement de cette compagnie:

Attendu que par lettres patentes de la province de Québec datées du 2 août 1926, constituant la compagnie "Chambly Power Corporation" en corporation, il est stipulé que le bureau principal de la compagnie est situé au Canton Chambly, comté de Chambly, province de Québec; et

Attendu que le siège social de la compagnie a été situé auparavant au susdit canton Chambly; et

Attendu qu'il est maintenant jugé nécessaire de changer la situation du siège social de la compagnie à la cité de Montréal;

Que, étant en vigueur immédiatement, le siège social de la compagnie soit transporté du Canton Chambly, comté de Chambly à la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Je, Robert W. R. MacGregor, secrétaire-conjoint de la compagnie "Chambly Power Corporation", certifie, par les présentes, que le précédent est copie conforme et exacte d'un règlement décrété par le bureau de direction de ladite compagnie à l'assemblée tenue mardi, le 2 janvier 1951, et ratifié à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de ladite compagnie tenue le dix janvier 1951, à laquelle les détenteurs de 99.9% des actions émises et en cours de ladite compagnie étaient présentes ou représentées par procuration.

Le Secrétaire-conjoint,
29487 R. W. R. MacGREGOR.

### Chambly Power Corporation

Change of location of Head Office — By-law:

Resolved:

That the following be and it is hereby enacted as a By-law of this company:

Whereas under letters patent of the Province of Quebec dated August 2nd, 1926, incorporating "Chambly Power Corporation", the chief place of business of the company is stipulated to be Chambly Canton, county of Chambly, Province of Quebec; and

Whereas the head office of the company has heretofore been located in Chambly Canton aforesaid; and

Whereas it is now deemed expedient to change the location of the head office of the company to the city of Montreal;

That, effectively immediately, the head office of the company be changed from Chambly Canton, County of Chambly, to the City of Montreal, District of Montreal, Province of Quebec.

I, Robert W. R. MacGregor, Joint Secretary of "Chambly Power Corporation", hereby certify that the foregoing is a true and correct copy of a By-law enacted by the Board of Directors of the said Company at meeting held Tuesday, January 2nd, 1951, and ratified unanimously at a special general meeting of the shareholders of the said company, held on the tenth day of January, 1951, at which were present or represented by proxy 99.9% of the issued and outstanding shares of the said company.

R. W. R. MacGREGOR,
29487-o Joint Secretary.

### The Imperial Trust Company

AVIS

Avis est, par les présentes, donné que le capital-actions de la compagnie "The Imperial Trust Company" a été augmenté à cinq millions de dollars ($5,000,000) divisé en cinquante mille (50,000) actions d'une valeur au pair de cent dollars ($100) chacune.

Montréal, P. Q., 10 février 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
29491-7-3 CAMPBELL SHAW.

### The Imperial Trust Company

NOTICE

Notice is hereby given that the capital stock of "The Imperial Trust Company" has been increased to Five million dollars ($5,000,000) divided into Fifty thousand (50,000) shares of the par value of One hundred dollars ($100.) each.

Montreal, P.Q., February 10th 1951.

CAMPBELL SHAW,
29491-7-3-o Secretary-Treasurer.

### Hector Investments Limited

*Sommaire du règlement "C"*

Attendu que la compagnie "Hector Investments Limited" a cessé d'exercer son commerce, sauf aux fins de liquider ses affaires et n'a pas de dettes ou obligations qui n'ont pas été pourvues ou protégées, il a été, en conséquence, décrété que l'actif de la compagnie soit distribué entre ses actionnaires.

Décrété le 12 février 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
29492 L. G. PROCTOR.

### Hector Investments Limited

*Summary of By-Law "C"*

Whereas "Hector Investments Limited" has ceased to carry on business except for the purpose of winding up its affairs and has no debts or obligations that have not been provided for or protected it was therefore enacted that the assets of the Company be distributed among its shareholders.

Enacted this 12th day of February, 1951.

L. G. PROCTOR,
29492-o Secretary-Treasurer.

### AVIS PUBLIC

Avis public est par les présentes donné que la ville St-Michel s'adressera à la Législature de la Province, à sa présente session, en vue de faire adopter une loi amendant sa charte, la loi 5 George V,chap. 109 et amendements, pour accorder une indemnité annuelle à son maire et à ses échevins, pour annexer certains territoires

### PUBLIC NOTICE

Public notice is hereby given that the Town of Saint-Michel will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present ses sion, for the adoption of an Act amending its charter, Act 5 George V, chapter 109 and amendments, to provide an annual indemnity for the mayor and aldermen, to annex certain territories ac-

actuellement compris dans la ville de Saint-Léonard de Port-Maurice, pour accroître et modifier les pouvoirs de la Ville de règlementer la construction, et pour d'autres matières.

Ville Saint-Michel, le 12ième jour de février 1951.

Le Procureur de la Ville Saint-Michel,
GASTON POULIOT.
29494-7-4-o 265 ouest, rue Craig. Montréal.

---

MANICOUAGAN POWER COMPANY

Règlement N° I de "Manicouagan Power Company"

Un règlement pour amender les règlements généraux de la compagnie en augmentant le nombre de ses directeurs de 9 à 11.

Qu'il soit décrété par les directeurs de la compagnie "Manicouagan Power Company" comme un règlement de ladite compagnie ce qui suit:

Le règlement N° 3 de la compagnie est, par les présentes, révoqué et le suivant y est substitué:

"3. Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction composé de onze personnes, dont chacune sera un actionnaire de la compagnie détenant au moins une action de son capital."

Passé par les directeurs et approuvé par le vote d'au moins les deux tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale spéciale convoquée le 25 janvier A. D. 1951 pour considérer le règlement.

Le Président,
ARTHUR SCHMON.
L'Assistant-secrétaire,
29507 T. E. SIEGERMAN.

---

STEEL BRIQUETING CORPORATION

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs

Que le nombre des directeurs de la compagnie soit augmenté de trois à quatre.

Vraie copie certifiée du règlement décrété par les directeurs de la compagnie le 4 janvier 1951, et sanctionné et confirmé à l'unanimité à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie dûment convoquée pour le considérer et tenue le 4 janvier 1951.

Le Secrétaire,
29508 FRED L. HARFORD.

---

QUEBEC BREWERS ASSOCIATION
L'ASSOCIATION DES BRASSERIES DE LA PORVINCE DE QUÉBEC

Extrait du règlement "D" de l'association ci-dessus nommée concernant une augmentation de son bureau de direction à onze directeurs:

"Les affaires de la corporation seront administrées par un bureau de direction de onze (11) directeurs."

Copie conforme certifiée.

Montréal, 23 janvier 1951.

Le Secrétaire,
29516 H. GEO. GONTHIER.

---

Avis est donné que, sur la recommandation de l'Assistant-procureur général, l'honorable Secrétaire de la province a approuvé, le12 février 1951, le règelment "D" amendant les règlements VII et XIV de "Quebec Brewers Association—"

tually situated in the Town of Saint-Leonard de Port-Maurice; to increase and modify the Town's poser to make building by laws, andfor other purposes.

Town of Saint-Michel, the 12th day of February 1951.

GASTON POULIOT,
265 Craig St. West, Montreal.
29494-7-4-o Attorney for the Town of St-Michel.

---

MANICOUAGAN POWER COMPANY

By-Law No. I of "Manicouagan Power Company"

Being a by-law to amend the general by-laws of the Company by increasing the number of Directors thereof from 9 to 11

Be it enacted by the Directors of Manicouagan Power Company as a By-law of the said Company as follows:

By-law No. 3 of the Company is hereby repealed and the following substituted therefor:

"3. The affairs of the Company shall be managed by a Board of Directors to consist of eleven persons, each of whom shall be a Shareholder in the Company, holding at least one share of stock thereof."

Passed by the Directors and approved by the vote of at least two-thirds in value of the shares represented by the Shareholders present at a Special General Meeting called on the 25th day of Januray, A. D. ,1951, for considering the by-law.

ARTHUR SCHMON,
President.
T. E. SIEGERMAN,
29507-o Assistant-secretary.

---

STEEL BRIQUETING CORPORATION

By-law Increasing the number of Directors

That the number of Directors of the Company be increased from three to four.

Certified true copy of By-law enacted by the Directors of the Company on January 4th ,1951, and sanctioned and confirmed unanimously at a Special General Meeting of the Shareholders of the Company duly called to consider the same, and held on January 4th, 1951.

FRED L. HARFORD,
29508-o Secretary.

---

QUEBEC BREWERS ASSOCIATION
L'ASSOCIAFION DES BRASSERIES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

Extract of By-Law "D" of the above named association concerning an increase in the directorate thereof to eleven directors:

"The affairs of the Corporation shall be managed by a board of eleven (11) Directors."

Certified an exact copy,

Montreal, January 23rd, 1941.

H. GEO. GONTHIER,
29516-o Secretary.

---

Notice is given that upon the recommendation of the Deputy Attorney General, By-law "D" amending by-laws VII and XIV of the "Quebec Brewers Association" — "L'Association des Brasseries de la Province de Québec", has been approv-

"L'Association des Brasseries de la Province de Quebec", et ce, conformément aux dispositions de l'article 225 de la Loi des compagnies de Québec, S.R.Q. 1951, chapitre 276.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le 15 février 1951.

Le Sous-secrétaire de la province,

29517-o JEAN BRUCHÉSI.

ed by the Honourable the Provincial Secretary on the 12th day of February, 1951, pursuant to the provisions of section 225 of the Quebec Companies Act, R.S.Q., 1941, chapter 176.

Given at the office of the Provincial Secretary, this 15th day of February, 1951.

JEAN BRUCHÉSI,

29517 Under Secretary of the Province.

## Département des Affaires municipales

A qui les présentes peuvent concerner:

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil N° 135, du 8 février 1951, et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes, il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement N° 292 du conseil de la cité de Magog, et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire décrit comme ci-dessous, formant actuellement partie de la municipalité du canton Magog est annexé à la cité de Magog:

Le territoire situé dans le canton de Magog comprenant, en référence au cadastre officiel pour le dit canton, les lots ou parties de lots et leurs subdivisions présentes et à venir, ainsi que les chemins, rues, ruelles, emprises de chemin de fer, rivières, cours d'eau, ou partie d'iceux, renfermés dans les limites suivantes, à savoir:

Partant du point d'intersection du prolongement de la ligne sud du lot 4c du rang XVII (Bolton) avec l'axe de la Rivière-aux-Cerises; de là, passant par les lignes et démarcations suivantes en continuité les unes des autres:— le dit axe de la Rivières-aux-Cerises jusqu'au prolongement de la ligne nord du lot 4a rang XVII (Bolton); le dit prolongement, la dite ligne nord du lot 4a et la ligne nord du lot 4b, rang XVII (Bolton); la ligne nord du lot 4h, rang XIX (Bolton); la ligne nord des lots 4a, 4b, et 4d, rang XIX (Bolton); la ligne séparative des rangs XIX et XX (Bolton); la ligne nord du lot 5, rang XX (Bolton); la ligne séparative des rangs XX et XXI (Bolton) prolongée jusqu'à l'axe de la rivière Magog; le dit axe de la rivière Magog en remontant son cours jusqu'à un point vis-à-vis de l'embouchure d'un fossé sur la rive droite ou rive sud de la rivière Magog, la dite embouchure étant à une distance perpendiculaire de 1245 pieds plus ou moins au nord de la ligne sud du lot 20, rang XI (Hatley); une ligne dans la rivière Magog jusqu'à la dite embouchure d'un fossé; une ligne suivant le milieu du fossé dans la direction astronomique S.37′ 15′E., sur une distance de 1482 pieds, plus ou moins; une autre ligne suivant le milieu du même fossé dans la direction astronomique S. 40′ 30′E., sur une distance de 242 pieds plus ou moins, jusqu'au côté nord du chemin de Katevale à Magog; le dit côté nord du dit chemin en allant vers l'ouest jusqu'à son point d'intersection avec la ligne sud du lot 20, rang XI (Hatley); la dite ligne sud du lot 20, rang XI (Hatley) jusqu'aux limites actuelles de la ville de Magog; de là suivant les limites actuelles de la ville de Magog en passant par la dite ligne sud du lot 20, rang XI Hatley); une ligne joignant le coin ouest du lot 20, rang XI (Hatley) au coin sud-ouest du lot 6, rang XIX (Bolton); la ligne ouest des lots 6, 5e et 5c, rang XIX (Bolton); la ligne sud des lots 4g, 4c, 4b et 4a, rang XVIII (Bolton) et enfin, la ligne sud du lot 4c, rang XVII (Bolton) et son pro-

## Department of Municipal Affairs

TO whom it may concern:

Notice is hereby given that, by Order in Council No. 135, of the 8th of February, 1951, and pursuant to the provisions of section 43 of the Cities and Towns Act, the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve By-law No. 292 of the Council of the city of Magog, and to enact that, as from the date of the publication of the present notice, the territory hereinafter described, forming actually part of the municipality of the Township of Magog is annexed to the city of Magog:

The territory situate in the township of Magog, comprising, with reference to the official cadastre for the said township, the lots or parts of lots and their present and future sub livisions, and also the roads, streets, lanes, railway rights of way, rivers, watercourses, or parts of same, enclosed within the following boundaries, to wit:

Starting from the point of intersection of the prolongation of the south line of lot 4c of range XVII (Bolton) with the axis of the "Rivière-aux-Cerises"; thence, passing by the following lines and demarcations successively: The said axis of the "Rivière-aux-Cerises" as far as the prolongation of the north line of lot 4a, range XVII (Bolton); the said prolongation, the said north line of lot 4a and the north line of lot 4b, range XVII (Bolton); the north line of lot 4h, range XVIII (Bolton); the north line of lots 4a, 4b and 4d, range XIX (Bolton); the division line of ranges XIX and XX (Bolton); the north line of lot 5, range XX (Bolton); the division line of ranges XX and XXI (Bolton) extended as far as the axis of the Magog river; the said axis of the Magog river upstream to a point facing the outlet of a drainage ditch on the right shore or south shore of the Magog river, the said outlet being at a perpendicular distance of 1245 feet, more or less, north of the south line of lot 20, range XI (Hatley); a line in the Magog river up to the said outlet of the drainage ditch; a line following the middle of the ditch in a direction astronomically S. 37′ 15′ E. for a distance of 1482 feet, more or less; another line following the middle of the same ditch in a direction astronomically S. 40′ 30′E. for a distance of 242 feet feet, more or less, up to the north side of the road from Katevale to Magog; the said north side of the said road running towards the west as far as the point of its intersection with the south line of lot 20, range XI (Hatley); the said south line of lot 20, range XI (Hatley) up to the actual limits of the town of Magog; thence following the actual limits of the town of Magog and passing by the said south line of lot 20, range XI (Hatley); a line joining the west corner of lot 20, range XI (Hatley) to the southwest corner of lot 6, range XIX (Bolton); the west line of lots 6, 5e and 5c, range XIX (Bolton); the south line of lots 4g, 4c, 4b and 4a, range XVIII (Bolton and finally, the south line of

longement jusqu'à son intersection avec l'axe de la Rivière-aux-Cerises, point de départ.

Le Ministre des Affaires Municipales,
29474-o BONA DUSSAULT.

lot 4c, range XVII (Bolton) and its prolongation as far as its intersection with the axis of the "Rivière-aux-Cerises", the starting point.

BONA DUSSAULT,
29474 Minister of Municipal Affairs.

## Département de l'Agriculture

Avis est par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de Ste-Blandine, le cercle agricole de la paroisse Ste-Cécile du Bic et le cercle agricole de la mission de St-Narcisse, tous trois dans le comté de Rimouski, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 13 février 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
29503-o R. TRÉPANIER.

Avis est, par les présentes, donné que le cercle agricole de la paroisse de Ste-Jeanne-de-Chantal de l'Ile Perrot, le cercle agricole de la paroisse Ste-Magdeleine de Rigaud et le cercle agricole de la paroisse de St-Michel de Vaudreuil, ayant négligé, pendant deux ans, de se conformer aux exigences de la Loi des cercles agricoles (S.R.Q. 1941, chap. 118), le ministre de l'Agriculture les déclare dissous, conformément aux dispositions de l'article 44 de ladite Loi.

Québec, ce 13 février 1951.

Le Sous-ministre de l'Agriculture,
29503-o R. TRÉPANIER.

## Department of Agriculture

Notice is hereby given that the Farmers' Club of the parish of Ste-Blandine, the Farmers' Club of the parish of Ste. Cécile du Bic and the Farmers' Club of the Mission of St-Narcisse, all three in the county of Rimouski, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q. 1941, chapter 118) the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 13, 1951.

R. TRÉPANIER,
29503 Deputy Minister of Agriculture.

Notice is hereby given that the Farmers' club of the parish of Ste-Jeanne-de-Chantal de l'Ile Perrot, the Farmers' club of the parish of Ste-Magdeleine de Rigaud and the Farmers' club of the parish of St-Michel de Vaudreuil, all three in the county of Vaudreuil, having neglected for two years to comply with the requirements of the Farmers' Clubs Act (R.S.Q., 1941, chapter 118), the Minister of Agriculture declares them dissolved, pursuant to the provisions of section 44 of the said Act.

Quebec, February 13, 1951.

R. TRÉPANIER,
29503 Deputy Minister of Agriculture.

## Département de l'Agriculture
## Industrie Laitière

COMMISSION DE L'INDUSTRIE LAITIÈRE DE LA PROVINCE DE QUÉBEC

*Ordonnance N° 1-50A*

Extrait des procès verbaux des séances de la Commission de l'Industrie Laitière de la Province de Québec.

Séance du jeudi, 8 février 1951, tenue au bureau de la Commission de l'Industrie Laitière à Québec, à 10 heures de l'avant-midi.

Présents: MM. Omer E. Milot, président; Joseph Hébert, Adrien Angers, commissaires; Alphonse Savoie, secrétaire; C. A. Gamache, c.r., aviseur légal et Roland Camirand, inspecteur général des Produits laitiers.

Après avoir considéré les conditions de l'Industrie laitière dans la région de Montréal,

LA COMMISSION DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

1° L'article 2° de l'ordonnance N° 1-50, publiée dans la *Gazette officielle de Québec* du 28 octobre 1950, est abrogé et remplacé par le suivant:

"2° La région de Montréal comprend les municipalités suivantes, situées dans le district judiciaire de Montréal, savoir: la cité de Montréal, la cité d'Outremont, la cité de Westmount, la ville de Montréal-Ouest, la cité de Verdun, la cité de Lachine, la cité de Longueuil, la cité de

## Department of Agriculture
## Dairy Industry

DAIRY INDUSTRY COMMISSION OF THE PROVINCE OF QUEBEC

*Order No. 1-50A*

Excerpts from the proceedings of the meetings of the Dairy Industry Commission of the Province of Quebec.

Meeting of Thursday, February 8th, 1951, held in the office of the Dairy Industry Commission in Quebec, at 10 o'clock in the morning.

Present: Messrs. Omer E. Milot, President; Joseph Hébert, Adrien Angers, Commissioners; Alphonse Savoie, Secretary; C. A. Gamache, K.C. Legal Adviser and Roland Camirand, Inspector General of Dairy Products.

Considering the conditions of the dairy industry within the region of Montreal,

IT IS ENACTED AS FOLLOWS:

1° Article 2. of Order No. 1-50, published in the *Quebec Official Gazette* of October 28th, 1950, is deleted and replaced by the following:

"2. The region of Montreal includes the following municipalities situated in the judicial district of Montreal, namely: the city of Montreal, the city of Outremont, the city of Westmount, the town of Montreal-West, the city of Verdun, the city of Lachine, the city of Longueuil, the

Saint-Lambert, la ville de Dorval, la ville de Pointe-Claire, la ville de Montréal-Est, la ville de Mont-Royal, a ville de Hampstead, la municipalité du village de la Côte Saint-Luc, la ville de Saint-Laurent, la ville de Saint-Michel, la ville de Montréal-Nord, la ville de Saint-Pierre, la ville de Lasalle, la ville de Greenfield Park, la ville de Montréal-Sud, la ville de Pointe-aux-Trembles, le Port de Montréal, la ville de Beaconsfield, la ville de Baie d'Urfé, la ville de Sainte-Anne de Bellevue, la paroisse de Notre-Dame-de-Liesse, la ville Jacques-Cartier, la ville LeMoyne, et la ville de Mackayville."

La présente ordonnance entre en vigueur le jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec.*

Signé: MM. CMER E. MILOT, président,
JOSEPH HÉBERT, commissaire,
ADRIEN ANGERS, commissaire.

Certifié: ALPHONSE SAVOIE, secrétaire.29515-o

city of Saint-Lambert, the town of Dorval, the town of Pointe-Claire, the town of Montreal-East, the town of Mount Royal, the town of Hampstead, the municipality of the village of Côte Saint-Luc, the town of Saint-Laurent, the town of Saint-Michel, the town of Montreal-North, the town of Saint-Pierre, the town of Lasalle, the town of Greenfield Park, the town Montreal-South, the town of Pointe-aux-Trembles, the Harbour of Montreal, the town of Beaconsfield, the town of Baie d'Urfé, the town of Sainte-Anne de Bellevue, the parish of Notre-Dame-de-Liesse, the town of Jacques-Cartier, the town of LeMoyne and the town of Mackayville."

The present Order shall come into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette.*

Signed: Messrs. OMER E. MILOT, President,
JOSEPH HÉBERT, Commissioner,
ADRIEN ANGERS, Commissioner.

Certified: ALPHONSE SAVOIE, Secretary. 29515-o

## Département des Terres et Forêts

### AVIS

Cadastre officiel du Canton de Rousseau division d'enregistrement de l'Abitibi.

Avis est par la présente donné que dans le Rang VII les lots 43-1 à 43-19 et 43-36 ont été annulés le 23 octobre dernier en vertu de l'article 2174 du Code civil.

Québec, le 23 octobre 1950.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-ministre.

29475-o

### AVIS

Cadastre officiel de la Paroisse de Saint-Constant Division d'enregistrement de Laprairie.

Avis est par la présente donné que les lots 256-6 à 256-94 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Quebec, le 31 janvier 1951.

Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
AVILA BÉDARD,
Sous-Ministre.

29475-o

## Department of Lands and Forests

### NOTICE

Official Cadastre of the Township of Rousseau registration division of Abitibi.

Notice is hereby given that in Range VII lots 43-1 to 43-19 and 43-36 have been cancelled on October 23rd last in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
Quebec, October the 23rd, 1950.
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

29475-o

### NOTICE

Official Cadastre of the Parish of Saint Constant Registration Division of Laprairie.

Notice is hereby given that lots 256-6 to 256-94 are cancelled in virtue of Article 2174A of the civil Code.

Quebec, January the 31st, 1951.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

29475 o

## Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DU BAS SAINT-LAURENT — BAR OF THE LOWER SAINT LAWRENCE

CANDIDAT POUR L'ADMISSION A L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

| Nom — Name | Prénom — Surname | Age | Résidence — Residence | Collège — College |
|---|---|---|---|---|
| Dubé..... | Mark..... | 25 | Rivière-du-Loup .. | Université St-Joseph, N. B. |

Rimouski, le 3 février 1951.— Rimouski, February 3, 1951.

Le Secrétaire du Barreau du Bas Saint-Laurent,
MAURICE TESSIER,
Secretary of the Bar of the Lower Saint Lawrence.

29418-6-2-o

## Lettres patentes

### AVIS DE CORRECTION

COMMERCIAL EQUIPMENT INC.

Avis est donné que l'avis publié dans la *Gazette officielle de Québec*, tome 82, No 45, du 11 novembre 1950, page 2822, sous le titre "Commercial Equipment Limited", est corrigé de la façon suivante:

Partout où il apparaît dans ledit avis, le nom de la compagnie doit se lire: "Commercial Equipment Inc." au lieu de Commercial Equipment Limited.

Donné au bureau du Procureur général, ce neuf février 1951.

L'Assistant-procureur général,

29504-o L. DÉSILETS.

## Letters Patent

### NOTICE OF CORRECTION

COMMERCIAL EQUIPMENT INC.

Notice is given that the notice published in the *Quebec Official Gazette* Volume 82, No. 45, of November 11, 1950, page 2822, under the title "Commercial Equipment Limited", is corrected in the following manner:

Wherever it appears in the said notice, the name of the company must read: "Commercial Equipment Inc." instead of Commercial Equipment Limited.

Given at the office of the Attorney General, this ninth of February, 1951.

L. DÉSILETS,

29504 Deputy Attorney General.

## Lettres patentes supplémentaires

### Page Construction (Quebec) Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 décembre 1950, à la compagnie "Page Construction (Québec) Limitée", ratifiant son règlement N° 31 augmentant son capital-actions autorisé de $90,000 à $170,000 par la création de 800 actions privilégiées additionnelles de $100 chacune, comportant les mêmes droits, restrictions et privilèges que ceux attachés aux actions privilégiées déjà autorisées.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29505-o L. DÉSILETS.

### Regional Asphalte, Limitée
### Regional Asphalt, Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 décembre 1950, à la compagnie "Regional Asphalte, Limitée" — "Regional Asphalt, Limited", ratifiant son règlement N° 33 augmentant son capital-actions autorisé de $20,000 à $520,000 par la création de 5,000 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énumérés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29505-o L. DÉSILETS.

### The Charlevoix Saguenay Navigation Company Limited
### La Compagnie de Navigation Charlevoix Saguenay Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 21 décembre 1950, à la compagnie "The Charlevoix Saguenay Naviga-

## Supplementary Letters Patent

### Page Construction (Quebec) Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the nineteenth day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Page Construction (Quebec) Limitée", ratifying its By-law No. 31, increasing its authorized capital stock from $90,000 to $170,000, by the creation of 800 additional preferred shares of $100 each, subject to the same rights, restrictions and privileges as those attaching to the already authorized preferred shares.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29505 Deputy Attorney General.

### Regional Asphalte, Limitée
### Regional Asphalt, Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent bearing date the nineteenth day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "Regional Asphalte, Limitée"— "Regional Asphalt, Limited", ratifying its By-law No. 33, increasing its authorized capital stock from $20,000 to $520,000 ,by the creation of 5,000 preferred shares of $100 each, subject to the rights, restrictiond and privileges enumerated in the said By-law.

Dated at Quebec, this nineteenth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29505 Deputy Attorney General.

### The Charlevoix Saguenay Navigation Company Limited
### La Compagnie de Navigation Charlevoix Saguenay Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 21st day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "The Charlevoix Saguenay Navigation Company

tion Company Limited" — "La Compagnie de Navigation Charlevoix Saguenay Limitée", ratifiant son règlement spécial "B": *a*) subdivisant les 400 actions privilégiées formant partie du capital autorisé de ladite compagnie en 4,000 actions privilégiées de $5 chacune; *b*) modifiant les dispositions des lettres patentes constituant la compagnie en corporation et, en particulier, les droits, restrictions et privilèges attachés à ses actions privilégiées; *c*) augmentant le capital autorisé de la compagnie par la création de 6,000 actions privilégiées additionnelles de $5 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énumérés audit règlement; *d*) fixant à pas moins que $15,000 le montant du capital avec lequel la compagnie exercera son commerce.

Daté du bureau du Procureur général, le 21 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29505 L. DÉSILETS.

---

**The Dominion News Bureau Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du 18 décembre 1950, à la compagnie "The Dominion News Bureau Limited", ratifiant son règlement N° 22, augmentant son capital de $20,000 à $85,000 par la création de 6,500 actions privilégiées de $10 chacune, sujettes aux privilèges et restrictions mentionnés audit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 18 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29505 L. DÉSILETS.

---

**The Page Equipment & Construction Company Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires, en date du 19 décembre 1950, à la compagnie "The Page Equipment & Construction Company Limited", ratifiant son règlement N° 57: *a*) réduisant son capital-actions autorisé de $200,000 à $100,000 par l'annulation de 1,000 actions privilégiées de $100 chacune; *b*) augmentant son capital-actions autorisé de $100,000 à $300,000 par la création de 2,000 actions privilégiées de $100 chacune, comportant les droits, restrictions et privilèges énumérés dans ledit règlement.

Daté du bureau du Procureur général, le 19 décembre 1950.

L'Assistant-procureur général,

29505-o L. DÉSILETS.

Limited"—"La Compagnie de Navigation Charlevoix Saguenay Limitée", ratifying its Special By-Law "B": *a*) subdividing the 400 preferred shares forming part of the authorized capital stock of the said company into 4,000 preferred shares of $5 each; *b*) modifying the provisions of the letters patent of incorporation of the company and, in particular, the rights, restrictions and privileges attaching to its preferred shares; *c*) increasing the company's authorized capital by the creation of 6,000 additional preferred shares of $5 each, carrying the rights, restrictions and privileges enumerated in the by-law; *d*) fixing at not less than $15,000 the amount of capital with which the company will carry on its business.

Dated at the office of the Attorney General, this 21st day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29505-o Deputy Attorney General.

---

**The Dominion News Bureau Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, supplementary letters patent, bearing date the 18th day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "The Dominion News Bureau Limited", ratifying its By-law No. 22 increasing its capital stock from $20,000 to $85,000 by the creation of 6,500 preferred shares of $10 each, subject to the privileges and restrictions mentioned in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this 18th day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29505-o Deputy Attorney General.

---

**The Page Equipment & Construction Company Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies Act, Supplementary letters patent, bearing date the nineteenth day of December, 1950, were issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, to the company "The Page Equipment & Construction Company Limited", ratifying its By-law No.57: *a*) reducing its authorized capital stock from $200,000 to $100,000 by the cancellation of 1,000 preferred shares of $100 each; *b*) increasing its authorized capital stock of $100,000 to $300,000 by the creation of 2,000 preferred shares of $100 each, carrying the rights, restrictions and privileges enumerated in the said by-law.

Dated at the office of the Attorney General, this nineteenth day of December, 1950.

L. DÉSILETS,

29505 Deputy Attorney General.

## Liquidation, avis de:

Avis est par les présentes donné, tel qu'il est prévu à l'article 276 de la Loi des assurances de Québec, que "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Thérèse d'Amos" a décidé de liquider ses affaires à une assemblée générale spéciale de ses membres tenue le 8 février 1951 et que de nouveaux contrats ne pourront être acceptés à compter du 25 avril 1951.

Monsieur Trefflé Bolduc, Secrétaire, d'Amos, a été proposé comme liquidateur à cette même

## Winding up Notices:

Notice is hereby given, as provided by Section 276 of the Quebec Insurance Act, that "La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Thérèse d'Amos" has decided to liquidate its business, at a general special meeting of its members held on the 8th day on February 1951 and that new contracts shall be accepted as from the 25th of April 1951.

Mr. Trefflé Bolduc, Secretary, of Amos, has been proposed as liquidator at the same general

assemblée et sera officiellement nommé lors d'une assemblée générale subséquente des membres de la compagnie qui sera tenue le 25 avril 1951.

Donné à Amos, le neuvième jour de février 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
29493-7-2-o TREFFLÉ BOLDUC.

special meeting, and will be officially appointed at a subsequent general special meeting of the members of the company to be held on the 25th day of April 1951.

Given at Amos, on the 9th day of February, 1951.

TREFFLÉ BOLDUC,
29493-7-2-o Secretary-Treasurer.

## Nominations

Il a plu à Son Honneur le Lieutenant-gouverneur, de l'avis et du consentement du Conseil exécutif, et par commissions, de faire les nominations suivantes:

Québec, 14 décembre 1950.

MM. Paul-E. Arsenault, ajusteur-évaluateur d'assurance, 70 rue du Roi, Sorel, Rosario-H. Tremblay, chef des inspecteurs de la Fédération des Caisses populaires, de St-Romuald, et Paul-E. Lachance, assureur-conseil, 411 Édifice Price, Québec: juges de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Adrien Arsenault, employés de l'hôpital de Chandler, juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Gaspé; Léonce Tremblay, maire de la municipalité du canton Langelier, de La Croche: juge de paix avec juridiction sur les district judiciaires de Québec et des Trois-Rivières; Jean-Baptiste Toutant, enquêteur de la Commission des pensions de vieillesse, des Trois-Rivières juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Trois-Rivières; Albert Tellier, huissier et secrétaire de la ville de Berthier, de Berthier, juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Joliette, et Georges Goyer, employé de tramway, 1651 rue Plessis, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 21 décembre 1950.

MM. Grégoire Royer, de Ste-Hénédine, comté de Dorchester: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce; Lucien Doré, enquêteur spécial au Service de Bien-Etre social de la ville de Montréal, 1272 est, rue Ontario, Montréal: juge de paix avec juridiction sur toute la province de Québec; Gérard Choquette, commis, 65-B rue Montplaisant, Sherbrooke: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François; Roland Martel, garagiste, 1949 rue Jolicœur, Ville Émard, Montréal, juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Gaston David, marchand, de Notre-Dame du Laus: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Labelle: Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 4 janvier 1951.

M. Edmond Lavigne, de Luskville, comté de Gatineau: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Hull.

## Appointments

His Honour the Lieutenant-Governor has been pleased, with the advice and consent of the Executive Council, and by Commission, to make the following appointments:

Quebec, December 14, 1950.

Messrs. Paul E. Arsenault, insurance adjuster and appraiser, 70 du Roi street, Sorel, Rosario H. Tremblay, chief of inspectors of the "Fédération des Caisses Populaires", of St-Romuald, and Paul E. Lachance, consulting underwriter, 411 Price House, Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Adrien Arsenault, employee of the Chandler hospital, of Chandler: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Gaspé; Léonce Tremblay, mayor of the municipality of the township of Langelier, of La Croche: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Quebec and Trois-Rivières; Jean-Baptiste Toutant, investigator on the Old Age Pensions Commission, of Trois-Rivières: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Trois-Rivières: Albert Tellier, bailiff and secretary of the town of Berthier, of Berthier: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Joliette, and Georges Goyer, tramways employee, 1651 Plessis street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, December 21, 1950.

Messrs. Grégoire Royer, of Ste-Hénédine, county of Dorchester: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauce; Lucien Doré, special investigator in the Department of Social Welfare of the city of Montreal, 1272 Ontario street East, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the whole Province of Quebec; Gérard Choquette, clerk, 65-B Montplaisant street, Sherbrooke: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis; Roland Martel, garage-keeper, 1949 Jolicœur street, Ville Emard, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Gaston David, merchant, of Notre-Dame du Laus: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Labelle:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, January 4, 1951.

Mr. Edmond Lavigne, of Luskville, county of Gatineau: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull.

MM. Robert Lépine, entrepreneur de pompes funèbres, 283 rue St-Vallier, Jacques Rodrigue, comptable en chef de la Champlain Paper Box, Centre industriel N° 5, tous deux de Québec: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec, et Jean-Maurice Joannette, employé civique, 8270 rue Henri-Julien, Montréal: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal: Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 11 janvier 1951.

MM. Laurent Tétrault, contracteur, 1041 Blvd Desmarchais, Verdun: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal, et Léopold Gagnon, instructeur pour la prévention des accidents du travail, a/s N.B. International Paper Co., à Causapscal station (Matapédia), de Milnikek (Matapédia): juge de paix avec juridiction sur les districts judiciaires de Rimouski, de Bonaventure et de Gaspé,— tous deux aux fins de recevoir le serment seulement conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 18 janvier 1951.

MM. Carl Best Bresee, en charge du département des records du personnel de la Sun Life, à Montréal, 4366 avenue Wilson, Hilaire Beauregard, directeur adjoint suppléant de la Sûreté provinciale, Place Vauquelin, tous deux de Montréal: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Montréal; G.-A. Lapointe, président du Collège des Pharmaciens, de Montréal: juge de paix avec juridiction sur les district judiciaires de Montréal et de Québec; Roland St-Pierre, assistant de la maison Boulet & Boulet, comptables agréés, 898, rue St-Honoré, Québec, et Oscar Mercure, L.C.S., comptable à l'Assurance-Vie Desjardins, 23 rue Déziel, Lévis: juges de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Joseph-Marie Godbout, marchand, de l'Ile Verte: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Kamouraska, et D. M. Stephen, paie-maître, de Perron, comté d'Abitibi: Juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Abitibi. Les Juges de paix nommés dans le présent paragraphes le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 3 58 de la loi des tribunaux judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

Québec, 25 janvier 1951.

M. J.-Emile Turcotte, de Danville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de St-François.

M. Thomas Bouchard, d'Annaville, St-Célestin, comté de Nicolet: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Nicolet.

MM. Eugène Mooney, secrétaire-trésorier de Foster, Foster: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Bedford; Gédéon Gagné, inspecteur de colonisation, de St-Prosper, comté de Dorchester: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Beauce; Gabriel Verreault, employé du poste CJNT, 55 rue Conroy, Québec: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire de Québec; Fernand Lafleur, employé de The Singer Manufacturing Co. à Thurso, de Duhamel: juge de paix avec juridiction sur le dis-

Messrs. Robert Lépine, funeral undertaker, 283 St-Vallier street, Jacques Rodrigue, chief accountant of the Champlain Paper Box, Centre Industriel No. 5, both of Quebec: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec, and Jean Maurice Joannette, civic employee, 8270 Henri-Julien street, Montreal: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal:—The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, January 11, 1951.

Messrs. Laurent Tétrault, contractor, 1041 Blvd Desmarchais, Verdun: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal, and Léopold Gagnon, instructor for the prevention of workmen's accidents, c-o N.B. International Paper Co., at Causapscal station (Matapédia), of Milnikek (Matapédia): to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Rimouski, Bonaventure and Gaspé, both for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, January 18, 1951.

Messrs. Carl Best Bresee, in charge of the staff Records Department of the Sun Life, at Montreal, 4366 Wilson Avenue; Hilaire Beauregard, assistant joint chief of the Provincial Police, Place Vauquelin, both of Montreal: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Montreal; G. A. Lapointe, president of the College of Pharmacists, of Montreal; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial districts of Montreal and Quebec; Roland St-Pierre, assistant of the firm of Boulet & Boulet, chartered accountants, 898 St-Honoré street, Quebec, and Oscar Mercure, L.C.S., accountant at "L'Assurance-Vie Desjardins", 23 Déziel street, Lévis: to be Justices of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Joseph Marie Godbout, merchant, of L'Ile Verte: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Kamouraska, and D. M. Stephen, pay-master, of Perron, county of Abitibi: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Abitibi:—The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15).

Quebec, January 25, 1951.

Mr. J. Emile Turcotte, of Danville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of St. Francis.

Mr Thomas Bouchard, of Annaville, St-Célestin, county of Nicolet: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Nicolet.

Messrs. Eugène Mooney, secretary-treasurer of Foster, Foster: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Bedford; Gédéon Gagné, inspector of Colonization, of St-Prosper, county of Dorchester: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Beauce; Gabriel Verreault, employee of the CJNT Station, 55 Conroy street, Quebec; to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Quebec; Fernand Lafleur, employee of The Singer Manu-

trict judiciaire de Hull, et Alfred Domey, comptable et professeur, de Victoriaville: juge de paix avec juridiction sur le district judiciaire d'Arthabaska: Les juges de paix nommés dans le présent paragraphe le sont aux fins de recevoir le serment seulement, conformément aux dispositions de l'article 358 de la Loi des tribuanxu judiciaires (S.R.Q. 1941, chapitre 15).

29512-o

facturing Co., at Thurso, of Duhamel: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Hull, and Alfred Domey, accountant and professor, of Victoriaville: to be a Justice of the Peace with jurisdiction over the judicial district of Arthabaska:— The Justices of the Peace named in the present paragraph are appointed as such for the purpose of administering the oath only, pursuant to the provisions of section 358 of the Courts of Justice Act (R.S.Q., 1941, chapter 15). 29512

## Ordre de Cour

### AVIS

*N° 850, Cour supérieure, district de Joliette*

Avis est par les présentes donné qu'il a été déposé au greffe du protonotaire de la Cour Supérieure du district de Joliette, un acte passé devant Me Jean Paul Bonin N. P. le 7 décembre 1950 entre M. J. Paul Vermette, de Montréal, liquidateur en vertu des dispositions du ch. 213 des Statuts revisés du Canada 1927 et amendements de Produits Ca-Ra-Co Products Inc. de Berthierville P. Q. et MM. Gérard Ferland, Jacques Ferland et Jean Ferland lde Berthierville P.Q., étant une vente de:

"Une portion de terrain située en la paroisse de Ste-Geneviève de Berthier, au nord-ouest du chemin public, connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la dite paroisse de Ste-Geneviève de Berthier sous le lot numéro un de la subdivision officielle du lot originaire numéro sioxante-trois, (63-1), de la contenance de cinquante-sept 1'100 pieds de largeur, sur cent quatre-vingt-douze pieds de profondeur, mesure anglaise, ainsi bornée: en front, au chemin public, en profondeur à la portion ci-après décrite, d'un côté, vers le nord-est au No 65, et de l'autre côté, vers le sud-ouest, au terrain appartenant à Dame Ruth Ferland; sujette au droit d'enlever les bâtisses sur icelle portion de terrain en faveur de la dite Ruth Ferland comme propriétaire d'icelles bâtisses.

Une autre portion de terrain située au même lieu, en profondeur du terrain ci-dessus, connue et désignée aux susdits plan et livre de renvoi officiels sous le lot numéro quatre (4) de la dite subdivision officielle du lot originaire numéro soixante trois (63-4) contenant cinquante pieds de largeur sur une profondeur de cent soixante six pieds et six dixièmes de pied, mesure anglaise, ainsi bornée; d'un bout, vers le sud-est, partie à la portion ci-dessus et partie au terrain appartenant à la dite Dame Ruth Ferland, d'un côté vers le nord-est au no 65, et de l'autre côté, vers le sud-ouest ce bout, vers le nord-ouest, au reste du lot N° 63, avec les constructions et améliorations dessus érigées.

Le clientèle ou achalandage de la dite compagnie, toutes les marchandises, et tous les objets mobiliers et accessoires, tel que machines, machinerie, outils, outillage, qui servaient à l'exploitation de l'industrie de la dite Compagnie, sans exception ni réserve, y compris la marque de commerce, la charte de la Compagnie et la raison sociale, et en général tout l'actif de la dite Compagnie, tel que le tout se trouve présentement."

## Rule of Court

### NOTICE

*No. 850 Superior Court, District of Joliette*

Notice is hereby given that there has been deposited in the office of the Prothonotary of the Superior Court, in the District of Joliette, a deed of sale signed before Jean Bonin N.P. on December the 7th 1950, between J. Paul Vermette, of Montreal, liquidator in the accordance with the provisions of the Revised Statutes of Canada 1927, chapter 213 and amendments of "Produits Ca-Ra-Co Products Inc." of Berthierville P.Q. and Messrs. Gérard Ferland, Jacques Ferland and Jean Ferland of Berthierville P.Q. being a sale of:

"A portion of land situate in the parish of Ste-Geneviève of Berthier, to the north west side of the public road known and designed under the number one (1) of the subdivision of the lot number 63 upon the official plan and in the book of references of the parish of Ste-Geneviève of Berthier (63-1) measuring fifty-seven (57) feet and one hundredth of a foot in width by one hundred and ninety two feet in depth, english measure, and there and after known as bounded in front by the public road in depth by the portion here and after described, on one side at the south-east by number 65 and the other side towards the north-west by the land belonging to Mrs. Ruth Ferland, the whole subject to the right and favor of the said Ruth Ferland to draw from the said lot all the buildings there and erected as the owner thereof.

Another portion of land situate at the same parish, in the depth of the lot in here above described, known and designed under number four (4) of the subdivision of the number sixty-three (63) upon the plan and the book of references of the parish of Ste-Geneviève of Berthier, measuring fifty feet in width by a depth of one hundred and sixty-six feet and six tenth so of a foot english measure: here known as bounded towards south-east partly by the said lot number (64-1) here and above described and partly by the land belonging to the said Ruth Ferland, on one side towards the north-east by the lot number 65, and on the other side towards the south-west, to the north-west, towards the north-west by the remainder of the said lot No 63, with all the buildings there and erected.

The good will of the said company, all the merchandise, and all the articles and movable accessories, as machine, machineries, tools, equipment, which the said company has used for her own purpose without any exception and reserve thereof, including the trade mark, the charter, the patented letters of the company, and all the assets of the said company as is in the present time"

L'objet de cette vente avait été en la possession de Produits Ca-ra-Co Products Inc. et de M. J. Paul Fernet de Berthierville P.Q. pendant les trois dernières années, comme propriétaires.

Tous créanciers de la compagnie plus haut mentionnée ou toutes personnes ayant des droits hypothécaires ou immobiliers sur l'immeuble plus haut mentionné sont avisés qu'à moins d'exercer, dans les quinze jours qui suivent la dernière insertion de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec,;* le droit de surenchère qu'elles ont en vertu des articles 9 et suivants de 1941 S.R.Q. ch. 342, elles seront pour toujours forcloses de la faire et l'effet du décrèt s'appliquera alors à la vente plus haut mentionnée.

Joliette, ce 14 février 1951.
Vraie Copie
(Signé) ALLARD & JOLY,
29519-7-2-o P.C.S.

The said immovable as been possessed by Produits Ca-Ra-Co Products Inc. by J. Paul Fernet of Berthierville P.Q. as proprietor for the three years last passed.

Any creditor of the above mentioned company or any person having any mortgage interest or immovable right against the above mentioned immovable are hereby advised that unless they exercise, within 15 days after the last insertion of the present notice in the *Quebec Official Gazette*, the right of overbidding they have in accordance with section 9 and following of 1941 S.R.Q. chapter 342, they will be forever precluted from the right of so doing and the above mentioned immovable shall be free from all real right encumbering it.

Joliette, this 14th day of February 1951.
(Signed) ALLARD & JOLY,
A true copy,
29519-7-2-o P.S.C..

## Sièges sociaux

Canada, Province de Québec, District de Québec

ADANAC-PROVISIONS INC.
PROVISIONS-ADANAC INC.

Avis est donné que la compagnie "Adanac-Provisions Inc. — Provisions-Adanac Inc.", constituée en corporation par lettres patentes en date du 15 septembre 1950, et ayant son siège social en la cité de Québec, province de Québec, a établi son bureau au N° 117 rue Dalhousie, en la cité de Québec, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Québec, P.Q., le quatre octobre 1950.

(Sceau)
Le Secrétaire,
29476 JEAN-BTE DROLET.

CHAMPLAIN KNITTING LIMITED

Avis de situation du bureau principal

Avis est donné que la compagnie "Champlain Knitting Limited", constituée en corporation par Lettres Patentes en date du 23 décembre 1950, a son bureau principal d'affaires en la paroisse de Ste-Anne de la Pérade, comté de Champlain.

Ste-Anne de la Pérade, 8 février 1951.

Le Président,
29477-o ROSAIRE BELLEVILLE.

JOS. VILLENEUVE & CIE LIMITÉE

Avis est donné que la Compangie "Jos. Villeneuve & Cie Limitée" constituée en corporation par lettres patentes en date du 16ième jour d'avril 1943 et qui jusqu'aujourd'hui avait son bureau principal situé à Saint-Romuald, comté de Lévis, P.Q., l'a transporté à 210, rue du Pont, Charny, comté de Lévis, P.Q.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Saint-Romuald, ce 11ième jour d'octobre 1950.

Le Président-gérant,
ALPHONSE GOULET.
La Secrétaire,
29478-o SIMONE GIROUX GOULET

## Head Offices

Canada, Province of Quebec, District of Quebec

ADANAC-PROVISIONS INC.
PROVISIONS-ADANAC INC.

Notice is hereby given that the Company "Adanac-Provisions Inc. — Provisions-Adanac Inc." incorporated by letters patent under date of September 15th, 1950, and having its Head Office in the City of Quebec, Province of Quebec, has established its office at No. 117 Dalhousie Street, in the City of Qubeec, Province of Quebec.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the Company as being its Head Office.

Dated at Quebec, P.Q. this Fourth day of October, 1950.

(Seal)
JEAN-BTE DROLET,
29476-o Secretary.

CHAMPLAIN KINTTING LIMITED

Notice of Situation of Head Office

Notice is hereby given that the company "Champlain Knitting Limited", incorporated by letters patent bearing date the 23rd day of December, 1950, has established its head business office in the parish of Ste-Anne de la Pérade, county of Champlain.

Sainte-Anne de la Pérade, February 8, 1951.
ROSAIRE BELLEVILLE,
29477 President.

JOS. VILLENEUVE & CIE LIMITÉE

Notice is given that the company "Jos. Villeneuve & Cie Limitée", incorporated by letters patent dated the 16th day of April, 1943, and which had its head office up to this date at Saint-Romuald, county of Lévis, P.Q., has moved it to 210 du Pont street, Charny, county of Lévis, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Given at Saint-Romuald, this eleventh day of October, 1950.

ALPHONSE GOULET,
President-Manager.
SIMONE GIROUX GOULET,
29478 Secretary.

AVIS DE LA SITUATION DU BUREAU PRINCIPAL DE "ZICAT & FRÈRES, INC."

Avis est donné que la compagnie "Zicat & Frères, Inc.", constituée en corporation par lettres patentes du gouvernement de la Province de Québec en date du 27 décembre 1950 et ayant son bureau principal dans la cité de Québec, a établi son bureau au numéro 69 de la rue Sainte-Agnès.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce 29 janvier 1951.

Le Président,
29479-o GEORGES ZICAT.

NOTICE OF THE SITUATION OF THE HEAD OFFICE OF "ZICAT & FRÈRES, INC."

Notice is hereby given that the company "Zicat & Frères, Inc.", incorporated by letters patented from the government of the Province of Quebec on the 27th day of December 1950, and having its head office in the city of Quebec, has established its office at No. 69 Saint Agnès street.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Quebec, this 29th day of January. 1951.

GEORGES ZICAT,
29479-o President.

Avis est donné que "Chambly Power Corporation", compagnie constituée en corporation le 2 août 1926, par lettres patentes accordées en vertu de la Loi des Compagnies de Québec, et ayant jusqu'aujourd'hui son bureau principal dans le village de Chambly Canton, comté de Chambly, a établi son bureau au numéro 107 de la rue Craig, ouest, en la ville de Montréal, district de Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce vingt-cinquième jour de janvier 1951.

CHAMBLY POWER CORPORATION,
Les Secrétaires-conjoints,
B. LACASSE,
29488-o R. W. MacGREGOR.

Notice is hereby given that "Chambly Power Corporation", a company incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on the second day of August, 1926, and heretofore having its head office in the village of Chambly Canton, County of Chambly, has established its office at 107 Craig Street West, in the city of Montreal, district of Montreal.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal this 25th day of January 1951.

CHAMBLY POWRE CORPORATION
B LACASSE,
R. W. MacGREGOR,
29488-o Joint Secretaries.

TOWN & COUNTRY MOTEL COURT INC.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Town & Country Motel Court Inc.", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 26 juillet 1950, et ayant son siège social à Montréal, a établi le siège social à 6061 Chemin de la Côte de Liesse, paroisse St-Laurent.

A compter de la date de cet avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 8 février 1951.

Le Secrétaire,
29499-o GEORGES LAFONTAINE.

TOWN & COUNTRY MOTEL COURT INC.

Notice is hereby given that the company "Town & Country Motel Court Inc.", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 26th day of July, 1950, and having its head office at Montreal, has established its head office at 6061 Côte de Liesse Road, parish of St-Laurent.

From and after the date of the present notice, the said office shall be considered by the company as being its head office.

Dated at Montreal, February 8, 1951.

GEORGES LAFONTAINE,
29499 Secretary.

Avis de l'adresse du siège social de "Select Converters Ltd."

Avis est donné que la compagnie "Select Converters Ltd.", constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, en date du 31 octobre 1950, a établi son siège social à 1201a Boulevard St-Laurent, Montréal, Québec.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, le 26 décembre 1950.

Le Président,
29509 SAMUEL E. SELECTOR.

Notice of address of Head Office of "Select Converters Ltd."

Notice is hereby given that "Select Converters Ltd.", incorporated by Letters Patent under Part I of the Quebec Companies' Act on October 31st. 1950, has established its head office at 1201a St. Lawrence Blve., Montreal, Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the Company as being the head office of the Company.

Dated at Montreal, this 26th. day of December, 1950.

SAMUEL E. SELECTOR,
29509-o President.

LA PHOTOGRAVURE ARTISTIQUE, LTÉE

*Règlement spécial "A"*

"Sur proposition dûment faite et secondée, il est unanimement résolu que le siège social de la Compagnie soit changé et établi à 1226, Avenue

LA PHOROGRAVURE ARTISTIQUE, LTÉE

*Special By-Law "A"*

"Upon motion duly moved and seconded it is unanimously resolved that the head office of the company be moved and established at 1226 Pine

des Pins, Sillery, au lieu de 12, rue Arago, Québec, et que le secrétaire publie les avis et déclarations nécessaires suivant la Loi."

Copie certifiée par:

Le Secrétaire,
J. C. LÉTOURNEAU.

29510-o

E. Bouchard & Fils Ltée

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "E. Bouchard & Fils Ltée", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec, le 27 décembre 1950, enregistrées le 9 janvier 1951, et ayant son siège social dans la cité de St-Hyacinthe, a établi ledit siège social à 1750 rue Des Cascades, St-Hyacinthe, P.Q.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à St-Hyacinthe, le 10 février 1951.

Le Secrétaire,
ADELSTAN BOUCHARD.

29511-o

Avenue, Sillery, instead of 12 Arago Street, Quebec, and that the secretary publish the required notices and declarations according to Law."

Copy certified by:

J. C. LETOURNEAU,
Secretary.

29510

E. Bouchard & Fils Ltée

Notice is hereby given that the company "E. Bouchard & Fils Ltée", incorporated by letters patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on the 27th of December, 1950, registered on January 9, 1951, and having its head office in the city of St. Hyacinthe, has established the said head office at 1750 des Cascades Street, St. Hyacinthe, P.Q.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being its head office.

Dated at St. Hyacinthe, February 10, 1951.

ADELSTAN BOUCHARD,
Secretary.

29511

## Soumissions

Province de Québec

Ville de L'Assomption
(Comté de L'Assomption)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Christian Roy, sec.-trés. Hôtel de Ville, L'Assomption, comté de L'Assomption jusqu'à 8 heures p.m., lundi le 5 de mars 1951, pour l'achat de $42,000 d'obligations de la ville de L'Assomption, datées du 1er décembre 1950 et remboursables par séries du 1er décembre 1951 au 1er décembre 1970 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er juin et 1er décembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — $42,000 — 20 ans

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er décembre 1951 | $1,500.00 |
| 1er décembre 1952 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1953 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1954 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1955 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1956 | 1,500.00 |
| 1er décembre 1957 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1958 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1959 | 2,0000.0 |
| 1er décembre 1960 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1961 | 2,000.00 |
| 1er décembre 1962 | 2,000.00. |
| 1er décembre 1963 | 2,500.00 |
| 1er décembre 1964 | 2,500.00 |
| 1er décembre 1965 | 2,500.00 |
| 1er décembre 1966 | 2,500.00 |
| 1er décembre 1967 | 2,500.00 |
| 1er décembre 1968 | 2,500.00 |
| 1re décembre 1969 | 3,000.00 |
| 1er décembre 1970 | 3,000.00 |

Le capital et les intérêts sont payables à la banque à charte dont le nom est mentionné dans

## Tenders

Province of Quebec

Town of L'Assomption
(County of L'Assomption)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned: Christian Roy, secretary-treasurer, Town Hall, L'Assomption, county of L'Assomption, up to eight o'clock in the evening, Monday the fifth day of March, 1951, for the purchase of $42,000 of bonds of the Town of L'Assomption, dated the 1st of December, 1950, and redeemable serially from the 1st of December, 1951, to the 1st of December, 1970, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of June and 1st of December of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

Table of Redemption — $42,000 — 20 years

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| 1st December 1951 | $1,500.00 |
| 1st December 1952 | 1,500.00 |
| 1st December 1953 | 1,500.00 |
| 1st December 1954 | 1,500.00 |
| 1st December 1955 | 1,500.00 |
| 1st December 1956 | 1,500.00 |
| 1st December 1957 | 2,000.00 |
| 1st December 1958 | 2,000.00 |
| 1st December 1959 | 2,000.00 |
| 1st December 1960 | 2,000.00 |
| 1st December 1961 | 2,000.00 |
| 1st December 1962 | 2,000.00 |
| 1st December 1963 | 2,500.00 |
| 1st December 1964 | 2,500.00 |
| 1st December 1965 | 2,500.00 |
| 1st December 1966 | 2,500.00 |
| 1st December 1967 | 2,500.00 |
| 1st December 1968 | 2,500.00 |
| 1st December 1969 | 3,000.00 |
| 1st December 1970 | 3,000.00 |

Capital and interest will be payable at the chartered bank mentioned in the loan procedure

le règlement d'emprunt à Montréal, à Québec ou à l'Assomption.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue lundi, le 5 mars 1941 à 8 heures p.m., à l'Hôtel de Ville de l'Assomption.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

L'Assomption (Comté de L'Assomption), ce 12ième jour de février 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
CHRISTIAN ROY,
Hôtel de ville, L'Assomption,
29489-o (L'Assomption), Qué.

at Montreal, Quebec or at L'Assomption.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Monday, the fifth day of March, 1951, at eight o'clock in the evening, in the Town Hall of L'Assomption.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

L'Assomption (County of L'Assomption), this 12th day of February, 1951.

CHRISTIAN ROY,
Secretary-Treasurer,
Town Hall, L'Assomption,
29489 (L'Assomption), Que.

Province of Quebec

CITÉ DE HULL
(COMTÉ DE HULL)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, H.-Léon Leblanc, greffier à l'hôtel de ville de Hull, jusqu'à 5 heures p.m., mardi le 6 mars 1951, pour l'achat de $762,000 d'obligations de la cité de Hull, datées du 1er novembre 1950 et remboursables par séries du 1er novembre 1951 au 1er novembre 1965 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement—$762,000—15 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er novembre 1951 | $ 22,500.00 |
| 1er novembre 1952 | 15,500.00 |
| 1er novembre 1953 | 16,000.00 |
| 1er novembre 1954 | 16,000.00 |
| 1er novembre 1955 | 17,000.00 |
| 1er novembre 1956 | 18,000.00 |
| 1er novembre 1957 | 18,000.00 |
| 1er novembre 1958 | 18,000.00 |
| 1er novembre 1959 | 18,000.00 |
| 1er novembre 1960 | 18,500.00 |
| 1er novembre 1961 | 20,500.00 |
| 1er novembre 1962 | 20,500.00 |
| 1er novembre 1963 | 21,000.00 |
| 1er novembre 1964 | 21,000.00 |
| 1er novembre 1965 | 501,500.00 |

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec, à Hull, à Toronto ou au bureau du trésorier de la cité de Hull, à l'hôtel de ville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Province of Quebec

CITY OF HULL
(COUNTY OF HULL)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned H. Léon Leblanc, clerk, at the City Hall of Hull, up to 5 o'clock P.M., on Tuesday, March 6, 1951, for the purchase of $762,000 bonds of the city of Hull, dated November 1st, 1950, and redeemable serially from the 1st November 1951, to the 1st November, 1965, inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of May and 1st of November of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary accordingly to maturities. The table of redemption is as follows:

*Table of Redemption—$762,000—15 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| 1st November, 1951 | $22,500.00 |
| 1st November, 1952 | 15,500.00 |
| 1st November, 1953 | 16,000.00 |
| 1st November, 1954 | 16,000.00 |
| 1st November, 1955 | 17,000.00 |
| 1st November, 1956 | 18,000.00 |
| 1st November, 1957 | 18,000.00 |
| 1st November, 1958 | 18,000.00 |
| 1st November, 1959 | 18,000.00 |
| 1st November, 1960 | 18,500.00 |
| 1st November, 1961 | 20,500.00 |
| 1st November, 1962 | 20,500.00 |
| 1st November, 1963 | 21,000.00 |
| 1st November, 1964 | 21,000.00 |
| 1st November, 1965 | 501,500.00 |

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec, Hull, Toronto or at the office of the Treasurer of the City of Hull, at the City Hall.

The said bonds may, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue mardi, le 6 mars 1951, à 5 heures p.m., à l'hôtel de ville de la cité de Hull.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Hull (Comté de Hull), ce 9ième jour de février 1951.

Le Greffier,
H.-LÉON LEBLANC,
Hôtel de ville, Cité de Hull,
29481-o (Hull), Qué.

---

Province de Québec

VILLAGE DE DRUMMONDVILLE-OUEST
(Comté de Drummond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, Georges Fournier, secrétaire-trésorier, 185 rue Dorion, Drummondville, jusqu'à 7.30 heures p.m. mercredi le 7 mars 1951, pour l'achat de $175,000 d'obligations du village de Drummondville-Ouest, datées du 1er février 1951 et remboursables par séries du 1er février 1952 au 1er février 1971 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er février et 1er août de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement—$175,000—20 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er février 1952 | $ 6,000.00 |
| 1er février 1953 | 6,500.00 |
| 1er février 1954 | 6,500.00 |
| 1er février 1955 | 7,000.00 |
| 1er février 1956 | 7,000.00 |
| 1er février 1957 | 7,500.00 |
| 1er février 1958 | 7,500.00 |
| 1er février 1959 | 8,000.00 |
| 1er février 1960 | 8,000.00 |
| 1er février 1961 | 8,500.00 |
| 1er février 1962 | 8,500.00 |
| 1er février 1963 | 9,000.00 |
| 1er février 1964 | 9,500.00 |
| 1er février 1965 | 9,500.00 |
| 1er février 1966 | 10,000.00 |
| 1er février 1967 | 10,500.00 |
| 1er février 1968 | 11,000.00 |
| 1er février 1969 | 11,000.00 |
| 1er février 1970 | 11,500.00 |
| 1er février 1971 | 12,000.00 |

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Drummondville.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

Each tender must be accompanied by an accepted cheque, equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council, to be held on Tuesday, March 6, 1951 at 5 o'clock P.M., at the City Hall of the City of Hull.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Hull, (County of Hull) this 9th day of February, 1951.

H. LÉON LABLANC,
Clerk,
City Hall, City of Hull,
29481 (Hull), Que.

---

Province of Quebec

VILLAGE OF DRUMMONDVILLE-WEST
(County of Drummond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned, Georges Fournier, secretary-treasurer, 185 Dorion street, Drummondville, up to 7.30 o'clock P.M., Wednesday the 7th day of March, 1951, for the purchase of $175,000 of bonds of the Village of Drummondville-West, dated the 1st of February, 1951, and redeemable serially from the 1st of February 1952 to the 1st of February 1971 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum payable semi-annually the 1st of February and 1st of August of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

*Table of Redemption—$175,000—20 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| 1st February 1952 | $ 6,000.00 |
| 1st February 1953 | 6,500.00 |
| 1st February 1954 | 6,500.00 |
| 1st February 1955 | 7,000.00 |
| 1st February 1956 | 7,000.00 |
| 1st February 1957 | 7,500.00 |
| 1st February 1958 | 7,500.00 |
| 1st February 1959 | 8,000.00 |
| 1st February 1960 | 8,000.00 |
| 1st February 1961 | 8,500.00 |
| 1st February 1962 | 8,500.00 |
| 1st February 1963 | 9,000.00 |
| 1st February 1964 | 9,500.00 |
| 1st February 1965 | 9,500.00 |
| 1st February 1966 | 10,000.00 |
| 1st February 1967 | 10,500.00 |
| 1st February 1968 | 11,000.00 |
| 1st February 1969 | 11,000.00 |
| 1st February 1970 | 11,500.00 |
| 1st February 1971 | 12,000.00 |

Capital and interest are payable at the bank mentioned in the loan procedure at Montreal, Quebec or at Drummondville.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part at par, on any interest maturity date, under authority or chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered

prend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil à 7.30 heures p.m., à l'école de la municipalité, Chemin du Golfe.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Drummondville-Ouest (Comté de Drummond), ce 13ème jour de février, 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
GEORGES FOURNIER,
185, rue Dorion,
Drummondville, (Drummond), Qué.29501-o

includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, the 7th day of March, 1951, at 7.30 o'clock in the evening, at the Municipality's school, Chemin du Golfe.

The council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Drummondville-West (county of Drummond), this 13th day of February, 1951.

GEORGES FOURNIER,
Secretary-Treasurer.
185 Dorion Street,
Drummondville (Drummond) P.Q. 29501

---

Province de Québec

COMMISSION SCOLAIRE DE SENNETERRE
(Comté d'Abitibi)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, J.-C. Pépin, secrétaire-trésorier, C.P. 50, Senneterre, comté d'Abitibi, jusqu'à 8 heures p.m., mardi, le 6 mars 1951, pour l'achat de $225,000 d'obligations de la commission scolaire de Senneterre, datées du 1er janvier 1951 et remboursables par séries du 1er janvier 1952 au 1er janvier 1966 inclusivement, avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant.

Province of Quebec

SCHOOL COMMISSION OF SENNETERRE
(County of Abitibi)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds" will be received by the undersigned J. C. Pépin, secretary-treasurer, P. O. Box 50, Senneterre, county of Abitibi, up to eight o'clock in the evening, Tuesday, the 6th day of March, 1951, for the purchase of $225,000 of bonds of the School Commission of Senneterre, dated the 1st of January, 1951, and redeemable serially from the 1st of January 1952, to the 1st of January 1966 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually the 1st of January and 1st of July of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may varry according to maturities. The table of redemption is as follows:

Tableau d'amortissement — $225,000 — 15 ans

| *Année* | *Capiatl* |
|---|---|
| 1er janvier 1952 | x$12,500.00 |
| 1er janvier 1953 | x 12,500.00 |
| 1er janvier 1954 | x 13,000.00 |
| 1er janvier 1955 | x 13,500.00 |
| 1er janvier 1956 | x 14,000.00 |
| 1er janvier 1957 | x 14,500.00 |
| 1er janvier 1958 | x 15,000.00 |
| 1er janvier 1959 | x 15,500.00 |
| 1er janvier 1960 | x 16,000.00 |
| 1er janvier 1961 | x 16,500.00 |
| 1er janvier 1962 | 3,000.00 |
| 1er janvier 1963 | 3,000.00 |
| 1er janvier 1964 | 3,000.00 |
| 1er janvire 1965 | 3,000.00 |
| 1er janvier 1966 | 70.000,00 |

Table of Redemption — $225,000 — 15 years

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| 1st January 1952 | x$12,500.00 |
| 1st January 1953 | x 12,500.00 |
| 1st January 1954 | x 13,000.00 |
| 1st January 1955 | x 13,500.00 |
| 1st January 1956 | x 14,000.00 |
| 1st January 1957 | x 14,500.00 |
| 1st January 1958 | x 15,500.00 |
| 1st January 1959 | x 15,500.00 |
| 1st January 1960 | x 16,000.00 |
| 1st January 1961 | x 16,500.00 |
| 1st January 1962 | 3,000.00 |
| 1st January 1963 | 3,000.00 |
| 1st January 1964 | 3,000.00 |
| 1st January 1965 | 3,000.00 |
| 1st January 1966 | 70,000.00 |

Les x indiquent les années durant lesquelles les versements annuels d'un octroi total de $144,-405, accordé par le Secrétaire de la province et payable en dix versements de $14,440.50 chacun, de 1952 à 1961 inclusivement, seront reçus et appliqués au service de cet emprunt.

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Senneterre.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert com-

The letters "x" indicate the years during which annual payments of a total amount of $144,405, granted by the Provincial Secretary and payable in ten instalments of $14,440.50 each, from 1952, to 1961 inclusively, will be received and applied to the use of this loan.

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec or at Senneterre.

The said bonds may be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, on any interest maturity date, under the authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941; however, if such redemption be partial, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price

prend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance spéciale de la commission scolaire qui sera tenue mardi le 6 mars 1951 à 8 heures p.m., à l'école St-Louis de Senneterre.

Les commissaires d'écoles se réservent le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Senneterre (Comté de Abitibi), ce 12ème jour de février 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-C. PÉPIN,
C.P. 50, Senneterre, (Comté
29502-o d'Abitibi), P.Q.

---

Province de Québec

VILLE D'ASBESTOS
(Comté de Richmond)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations", seront reçues par le soussigné, J.-H.-L. Olivier, secrétaire-trésorier, Hôtel de Ville, Asbestos, jusqu'à 8 heures p.m., mercredi, le 7 mars 1951, pour l'achat de $144,000 d'obligations de la ville d'Asbestos, datées du 1er novembre 1950 et remboursables par séries du 1er novembre 1951 au 1er novembre 1965 inclusivement avec intérêt à un taux n'excédant pas 3½% par année payable semi-annuellement les 1er mai et 1er novembre de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il peut varier suivant les échéances. Le tableau d'amortissement est le suivant:

*Tableau d'amortissement—$144,000—15 ans*

| *Année* | *Capital* |
|---|---|
| 1er novembre 1951 | $ 9,000.00 |
| 1er novembre 1952 | 9,000.00 |
| 1er novembre 1953 | 9,000.00 |
| 1er novembre 1954 | 9,000.00 |
| 1er novembre 1955 | 9,000.00 |
| 1er novembre 1956 | 10,000.00 |
| 1er novembre 1957 | 10,000.00 |
| 1er novembre 1958 | 10,000.00 |
| 1er novembre 1959 | 10,000.00 |
| 1er novembre 1960 | 10,000.00 |
| 1er novembre 1961 | 10,000.00 |
| 1er novembre 1962 | 10,000.00 |
| 1er novembre 1963 | 10,000.00 |
| 1er novembre 1964 | 10,000.00 |
| 1er novembre 1965 | 9,000.00 |

Le capital et les intérêts sont payables à la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt à Montréal, à Québec ou à Asbestos.

Lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts Refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêts; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts accrus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue le mercredi 7 mars 1951, à 8 heures p.m. à l'Hôtel de Ville d'Asbestos.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a special meeting of the School Commission to be held on Tuesday the 6th day of March, 1951, at 8 o'clock p.m., in the St-Louis de Senneterre School.

The school commissioners do not bind themselves to accept the highest nor any of the tenders.

Senneterre (County of Abitibi), this 12th day of February, 1951.

J. C. PÉPIN,
Secretary-Treasurer,
P. O. Box 50, Senneterre, County
29502 of Abitibi) P.Q.

---

Province of Quebec

TOWN OF ASBESTOS
(County of Richmond)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for Bonds", will be received by the undersigned, J. H. L. Olivier, Secretary-Treasurer, Town-Hall, Asbestos, up to 8 o'clock P.M., on Wednesday, the 7th of March, 1951, for the purchase of $144,000 of bonds of the town of Asbestos, dated November 1st, 1950, and payable serially, from November 1, 1951, to November 1, 1965 inclusively, with interest at a rate not exceeding 3½% per annum, payable semi-annually, on the 1st of May and 1st of November of each year. The rate of interest may be the same for the whole issue or it may vary according to maturities. The table of redemption is as follows:

*Table of Redemption—$144,000—15 years*

| *Year* | *Capital* |
|---|---|
| 1st November, 1951 | $ 9,000.00 |
| 1st November, 1952 | 9,000.00 |
| 1st November, 1953 | 9,000.00 |
| 1st November, 1954 | 9,000.00 |
| 1st November, 1955 | 9,000.00 |
| 1st November, 1956 | 10,000.00 |
| 1st November, 1957 | 10,000.00 |
| 1st November, 1958 | 10,000.00 |
| 1st November, 1959 | 10,000.00 |
| 1st November, 1960 | 10,000.00 |
| 1st November, 1961 | 10,000.00 |
| 1st November, 1962 | 10,000.00 |
| 1st November, 1963 | 10,000.00 |
| 1st November, 1964 | 10,000.00 |
| 1st November, 1965 | 9,000.00 |

Capital and interest will be payable at the bank mentioned in the loan procedure, at Montreal, Quebec, or Asbestos.

The said bonds, under authority of chapter 212 of the Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, on any interest maturity date; however, if such redemption be partial the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque equal to 1% of the amount of the loan and must specify whether the price offered includes or does not include accrued interest on the bonds to time of their delivery.

Tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Wednesday, March 7, 1951, at 8 o'clock P.M. at the Town Hall of Asbestos.

The Council does not bind itself to accept the highest nor any of the tenders.

Asbestos, (Comté de Richmond) ce 13ème jour de février 1951.

Le Secrétaire-trésorier,
J.-H.-L. OLIVIER.

Hôtel de Ville, Asbestos,
(Comté de Richmond) Qué. 29500-o

Asbestos (County of Richmond) this 13th day of February, 1951.

J. H. L. OLIVIER,
Secretary-Treasurer.

Town Hall, Asbestos,
(County of Richmond) Que. 29500

## Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets de bagage reçus avant le premier jour de mars 1950 et non réclamés aux bureau de la Canadian Pacific Railway Company, seront vendus aux enchères par MM. Fraser Bros., 901 rue Saint-Jacques ouest, Montréal, à 10 heures de l'avant-midi, mercredi le quatorzième jour de mars 1951, en conformité de la Loi des Chemins de Fer du Canada, à moins que les dits effets ne soient réclamés et tous les frais payés avant cette date.

Montréal, le 13 janvier 1951.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
Le Gérant du Service des
Postes et Bagages,
W. E. ALLISON.

29250-3-6-o

## Sale of Unclaimed Baggage

Notice is hereby given that all baggage received to the first day of March, 1950, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Railway Company, will be sold by public auction to the highest bidder by Messrs. Fraser Bros., auxtioneers, at 901 St. James St. West, Montreal, at Ten o'clock in the forenoon, on Wednesday, March 14th, 1951, under the authority of The Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

Montreal, January 13th, 1951.

CANADIAN PACIFIC RAILWAY COMPANY,
per: W. E. ALLISON,
Manager, Mail and
Baggage Traffic.

29250-3-6-o

## Ventes — Loi de faillite

Province de Québec, District de Montréal, N° 123/1950. Cour Supérieure, "En faillite".

Dans l'affaire de la faillite de: Marcel Provost, Provost Automatic Oil Burner, 8595 est, rue Sherbrooke, Montréal, cédant autorisé, et Claude Perras, syndic.

### AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

*Désignation*

Un emplacement ayant front sur la rue Sherbrooke est, connu et désigné comme étant les lots numéros quatre cent soixante et neuf et quatre cent soixante et dix de la subdivision officielle du lot originaire numéro Trois cent quatre vingt dix-huit (398-469 et 470) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longue Pointe, avec les bâtisses dessus érigées et notamment celle portant les numéros 8595 et 97 de la dite rue Sherbrooke est, tel que le tout se trouve présentement avec toutes les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble.

Sera vendu au bureau du shérif du District de Montréal, Palais de Justice Montréal, à ONZE heures de l'avant-midi, VENDREDI, le SEIZE MARS 1951.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par l'Honorable Juge Boyer à Montréal, le 31 janvier 1951 et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de Procédure Civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition, l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

## Sales — Bankruptcy Act

Province of Quebec, District of Montreal, No. 123/1950. Superior Court "Sitting in Bankruptcy".

In the matter of the estate of Marcel Provost, Provost Automatic Oil Burner, 8595 Sherbrooke street East, Montreal, authorized assignor; and Claude Perras, trustee.

### NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

*Description*

An emplacement fronting on Sherbrooke street East, known and designated as being lots numbers four hundred and sixty-nine and four hundred and seventy of the official subdivision of original lot number three hundred and ninety-eight (398-469 and 470) on the official plan and in the book of reference for the parish of Longue Pointe, with the buildings thereon erected, and in particular the one bearing Nos: 8595 and 97 of said Sherbrooke street East, as the whole presently subsists with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable.

To be sold in the Sheriff's Office for the District of Montreal, Court House, Montreal, at ELEVEN o'clock in the forenoon, FRIDAY, the SIXTEENTH day of MARCH, 1951.

This sale is made in virtue of a judgment rendered by the Honourable Justice Boyer, at Montreal, on the 31st day of January, 1951, and pursuant to the provisions of sections 55 and following of the Bankruptcy Act of 1949, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale, under the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price, the purchaser must pay the 2½% Government fees according to Law.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:
Perras & Perras, Syndics-Licenciés,
4 est, rue Notre-Dame, Montréal. 29424-6-2-o

---

Province de Québec, District de Montréal, N° 84/1950. Cour Supérieure, "En faillite."

Dans l'affaire de la faillite de: Léonard Jodoin, cultivateur, St-Urbain, Co. Chateauguay, P.Q., debiteur, & Claude Perras, Syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

*Désignation*

Une terre connue et désignée sous le numéro cent soixante six (N° 166) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Urbain 1er, comté de Chateauguay, contenant une superficie totale de soixante arpents;

De cette dite terre, il faut cependant distraire:

*a*) La partie vendue par Joseph Léandre Lazure à Joseph Vincent, suivant acte passé devant J.-A. Poupart, notaire, le 10 décembre 1928, enregistré au bureau d'enregistrement de la division de Chateauguay, sous le numéro 51854, partie décrite comme suit, savoir:

Une lisière de terrain faisant partie dudit lot numéro cent soixante-six (Pt. N° 166) des susdits plan et livre de renvoi officiels; mesurant environ un arpent de largeur par environ cinq arpents de profondeur bornée en front et du côté sud-est par le lot numéro 167 appartenant à Zéphir Vincent, du côté nord-ouest par le résidu du dit lot numéro 166 et en profondeur par partie du lot numéro 265 des susdits plan et livre de renvoi officiels;

*b*) La partie réservée par Joseph Léandre Lazure dans le titre d'acquisition du dit vendeur ci-après relaté, décrite comme suit:

Un emplacement, de forme irrégulière, connu et désigné comme étant partie dudit lot numéro cent soixante-six (Pt. N° 166) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Urbain 1er, Cté de Chateauguay; mesurant soixante pieds de largeur sur toute la profondeur qu'il y a depuis le chemin public à la Rivière des Fèves; borné, en front par le chemin public, d'un côté au nord-ouest par partie du lot N° 165 appartenant à Antonio Raymond, de l'autre côté et en profondeur par la Rivière des Fèves;

Sujette la dite terre à un droit de coupe de bois, jusqu'au 7 mars 1956, en faveur dudit Joseph Léandre Lazure sur un arpent carré environ de cette dite terre, tel qu'établi dans le titre d'acquisition du dit vendeur ci-après relaté et situé dans les bornes suivantes: borné en front au nord'est par partie du lot N° 167 appartenant à Zéphir Vincent, d'un côté au sud-est par partie dudit lot N° 166 ci-dessus distraire dudit Lot N° 166 comme ayant été vendue par le dit Joseph Léandre Lazure à Joseph Vincent, en profondeur au su-ouest et de l'autre côté au nord-ouest par le résidu dudit lot N° 166;

Cette dite terre est en outre sujette à un droit de passage en faveur du dit Joseph Vincent ou représentants et en faveur dudit Joseph Léandre Lazure tel qu'établi par leur titre, pour commu-

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:
Perras & Perras, Licensed Trustees,
4 Notre-Dame street, East, Montreal.
29424-6-2

---

Province of Quebec, District of Montreal, No. 84/1950. Superior Court "Sitting in Bankruptcy".

In the matter of the estate of: Léonard Jodoin, farmer, St-Urbain, county of Chateauguay, P.Q., debtor; and Claude Perras, trustee.

NOTICE OF SALE

Notice is hereby given that the following immovable, to wit:

*Description*

A farm known and designated as number one hundred and sixty-six (No. 166) on the official planand in the book of reference for the parish of St-Urbain-Premier, county of Chateauguay, containing a total superficial area of sixty arpents;

From the said land there is to be deducted, however:

*a*) The part sold by Joseph Léandre Lazure to Joseph Vincent, according to deed passed before J.-A. Poupart, notary, on the 10th of December, 1928, registered at the Registry Office for the division of Chateauguay, under No. 51854, the part described as follows, to wit:

A strip of land forming part of said lot number one hundred and sixty-six (Pt. No. 166) of the aforesaid official plan and book of reference measuring about one arpent in width by about five arpents in depth, bounded in front on the southeast side by lot number 167 belonging to Zéphir Vincent, on the northwest side by the residue of said lot number 166 and in depth by part of lot number 265 of the aforesaid official plan and book of reference;

*b*) The part reserved by Joseph Léandre Lazure in the deed of acquisition from said vendor hereinafter cited, described as follows:

An emplacement of irregular figure, known and designated as being part of said lot number one hundred and sixty-six (Pt. No. 166) on the official plan and in the book of reference for the parish of St-Urbain-Premier, county of Chateauguay; measuring sixty feet in width by all the depth that exists between the public road and the "Rivière des Fèves"; bounded, in front by the public road, on one side to the northwest by part of lot No. 165 belonging to Antonio Raymond on the other side and in depth by the "Rivières des Fèves";

The said land being subject to a timber-cutting right, up to the 7th of March, 1956, in favour of said Joseph Léandre Lazure, on about one square arpent of said land, as established in the deed of acquisition from said vendor hereinafter cited and situate within the following boundaries: bounded in fron on the northeast by part of lot No. 167 belonging to Zéphir Vincent, on one side to the southeast by part of said lot No. 166 hereinabove deducted from said lot No. 166 as having been sold by the said Joseph Léandre Lazure to Joseph Vincent, in depth on the southwest and on the other side on the northwest by the residue of said lot No. 166;

The said farm is moreover subject to a right of way in favour of said Joseph Vincent or representative and in favour of said Joseph Léandre Lazure, as established by their deeds, to

niquer avec le trait carré de cette terre pour fin de coupe de bois;

Le tout avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances et tel qu'il se trouve présentement, avec les servitudes active et passives, apparentes ou occultes attachées au dit immeuble."

Sera vendue à la porte de l'église paroissiale du village de St-Urbain 1er, comté de Chateauguay, à ONZE heures de l'avant-midi, MERCREDI le VINGT-HUIT MARS 1951.

Cette vente est faite en vertu d'un jugement rendu par le Régistraire, à Montréal, le 26 janvier 1951 et suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, afin de donner à cette vente l'effet du décret aux termes du Code de Procédure Civile.

Conditions: comptant.

En plus du prix d'acquisition l'acquéreur devra payer les droits du gouvernement 2½%, conformément à la loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Le Syndic,
CLAUDE PERRAS.

Bureau de:
Perras & Perras, Syndics,
4 est, rue Notre-Dame,
Montréal.

29454-6-2-o

communicate with the "trait carré" on the said land for the purpose of cutting wood;

The whole with buildings thereon erected, circumstances and dependencies and as it presently subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attaching to the said immovable."

Will be sold at the parish church door of the Village of St-Urbain-Premier, county of Chateauguay at ELEVEN o'clock in the forenoon, WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of MARCH, 1951.

The said sale is made in virtue of a judgment rendered by the Registrar, at Montreal, on the 26th day of January, 1951, and pursuant to the provisions of sections 55 and following of the Bankruptcy Act of 1949, so as to give the said sale the effect of a Sheriff's sale under the terms of the Code of Civil Procedure.

Conditions: cash.

Over and above the purchase price the purchaser must pay the 2½% Government tax, according to Law.

For further information and list of charges, apply to the undersigned.

CLAUDE PERRAS,
Trustee.

Office of:
Perras & Perras, Trustees,
4 Notre-Dame street East,
Montreal.

29454-6-2-o

## VENTES PAR SHÉRIFS

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES ET HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

### BEDFORD

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
Canada, Province de Québec

District de St-François, N° 7403. THE NATIONAL WALLPAPER CO. LTD., corporation légalement constituée ayant sa principale place d'affaires en la cité de Sherbrooke, demanderesse, vs CÉSAR JOSEPH CID, des cité et district de Montréal, et y faisant affaires seul sous les nom et raison sociale de Federal Building Products Co., défendeur.

Comme appartenant au défendeur.

Cette certaine terre située en la paroisse de St-Ignace-de-Stanbridge, comté de Missisquoi, composée des lots originaires numéros deux mille six cent soixante-treize et deux mille six cent quatre-vingt-trois (2673 & 2683) aux plan et livre de renvoi officiels du canton de Stanbridge — avec toutes les batisses sus-érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église catholique de St-Ignace-de-Stanbridge, district de Bedford, MERCREDI, le VINGT-HUIT FÉVRIER, à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
A. ST-MARTIN.

Bureau du Shérif,
Palais de Justice,
Sweetsburg, Québec, le 22 janvier 1951.

29326-4-2-o

[Première insertion: 27 janvier 1951]

## SHERIFFS' SALES

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective time and place mentioned below.

### BEDFORD

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*
Canada, Province of Quebec

District of St. Francis, No. 7403. THE NATIONAL WALLPAPER CO. LTD. a lawfully incorporated body having its head office in the city of Sherbrooke, plaintiff; vs CÉSAR JOSEPH CID, of the city and district of Montreal, and there carrying on business alone under the firm name of Federal Building Products Co., defendant.

As belonging to the defendant;

"That certain farm, situated in the parish of St. Ignace of Stanbridge, County of Missisquoi composed of original lots numbers two thousand six hundred and seventy-tree and two thousand six hundred and eighty three (2673 & 2683) of the official plan and book of reference of the Township of Stanbridge, with all the buildings thereon erected."

To be sold, at the Catholic church door of St-Ignace-de-Stanbridge, district of Bedford, on WEDNESDAY, the TWENTY-EIGHTH day of FEBRUARY, at TEN o'clock in the forenoon.

A. ST-MARTIN,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Court House,
Sweetsburg, Que., January 22, 1951.

29326-4-2-o

[First insertion: January 27, 1951]

## IBERVILLE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

En la Cour de l'Échiquier du Canada, Ottawa

Canada, Province de Québec, District d'Iberville, Saint-Jean à savoir: N° 34259

DANS L'AFFAIRE DE LA LOI DE L'IMPOT SUR LE REVENU et amendements; demanresse et dans l'affaire de J. THOMAS DUPUIS, fermier de la paroisse de Saint-Rémi, district d'Iberville, province de Québec, défendeur.

Comme appartenant audit défendeur.

Les lots portant les numéros trois cent quarante-cinq et trois cent cinquante-cinq (345 et 355) des plans et livre de renvoi officiels de la paroisse de Saint-Rémi district d'Iberville, avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Rémi, district d'Iberville le VINGT-HUITIÈME jour du mois de FÉVRIER 1951, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, ADÉLARD FORGET.
Saint-Jean le 23 janvier 1951. 29327-4-2-o
[Première insertion: 27 janvier 1951]

## IBERVILLE

*Fieri Facias de Bonis et de Terris*

In the Exchequer Court of Canada, Ottawa

Canada, Province of Quebec, District of Iberville, Saint John's to wit: No. 34259

IN THE MATTER OF THE INCOME TAX ACT and amendments, plaintiff; and in the matter of J. THOMAS DUPUIS, farmer, of the parish of Saint-Rémi, district of Iberville, Province of Quebec, defendant.

As belonging to the said defendant:

The lots bearing numbers three hundred and forty-five and three hundred and fifty-five (345 and 355) on the official plan and in the book of reference for the parish of Saint-Rémi, district of Iberville—with buildings thereon erected.

To be sold, at the church door of the Parish of Saint-Rémi, district of Iberville, on the TWENTY-EIGHTH day of the month of FEBRUARY, 1951, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ADÉLARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint John's, January 23, 1951. 29327-4-2
[First insertion: January 27, 1951]

## KAMOURASKA

*Fieri Facias de Terris*

Cour Supérieur

Canada, Province de Québec, District de Kamouraska N° 17331

A E. DIONNE, garagiste de la cité de Rivière-du-Loup, demandeur, vs JOSEPH SENÉCHAL, de St-Jean de Dieu, défendeur.

1° "Une terre située en le cinquième rang du Canton Bégon, contenant environ soixante-quinze (75) arpents en superficie, plus ou moins, étant toute la partie du lot N° 34-A du cadastre officiel pour le cinquième rang du Canton Bégon qui se trouve au sud de la rivière Boisbouscache, bornée au sud au fronteau, au nord à la rivière au nord-est à Jos. Fortin et au sud-ouest à Jean d'Auteuil, sans bâtisses, circonstances et dépendances."

2° "Une terre située au sixième rang du Canton Bégon, paroisse St-Jean-de-Dieu, étant la juste moitié nord-est du lot numéro trente-six (½ N-E 36), bornée à l'ouest, à Nazaire Rioux; au nord-est à Edouard d'Auteuil, au nord, au cinquième rang; au sud, au septième rang, ainsi que les bâtisses dessus construites circonstances et dépendances."

Pour être vendues à la porte de l'église de la paroisse de St-Jean de Dieu, MARDI, le VINGT-SEPTIÈME jour du mois de FÉVRIER 1951 à DEUX heures et DEMIE de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, P. E. MARTIN.
Rivière-du-Loup,
22 janvier 1951. 29328-4-2-o
[Première insertion: 27 janvier 1951]

## KAMOURASKA

*Fieri Facias de Terris*

Superior Court

Canada, Province of Quebec, District of Kamouraska No. 17331

A E. DIONNE, garage keeper, of the city of Rivière-du-Loup, plaintiff; vs JOSEPH SENECHAL, of St-Jean de Dieu, defendant.

1. A farm situate in the fifth range of the township Bégon, containing about seventy-five (75) arpents in superficial area, more or less, being all that part of lot No. 34-A of the official cadastre for the fifth range of the Township Bégon which lies south of the Boisbouscache river, bounded on the south by the "fronteau" on the north by the river, on the northeast by Jos. Fortin and on the southwest by Jean d'Auteuil—without buildings, circumstances and dependencies.

2. A farm situate in the sixth range of the Township Bégon, parish of St-Jean-de-Dieu, being the exact northeast half of lot number thirty-six (N.E. ½ of 36), bounded on the west, by Nazaire Rioux; on the northeast by Edouard d'Auteuil, on the north, by the fifth range; on the south, by the seventh range, with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of the parish of St-Jean de Dieu, on TUESDAY, the TWENTY-SEVENTH day of the month of FEBRUARY, 1951, at HALF PAST TWO o'clock in the afternoon.

P. E. MARTIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rivière-du-Loup,
January 22, 1951. 29328-4-2
[First insertion: January 27, 1951]

## MONTRÉAL

*Fieri Facias de Terris*

C.S. District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 286579

CHARLES AUGUSTE PRÉFONTAINE, marchand, faisant affaires seul sous la raison sociale

## MONTREAL

*Fieri Facias de Terris*

S.C. District of Montreal

Montreal, to wit: No. 286579

CHARLES AUGUSTE PRÉFONTAINE, merchant, carrying on business alone under the firm

de "E. PRÉFONTAINE & FILS", demandeur, vs REUBEN SMYTHE, défendeur, & WILFRID BRODEUR, curateur au délaissement.

Comme appartenant au défendeur mais en la possession du curateur au délaissement:

Les lots Un et Deux de la redivision officielle du lot numéro cent quarante-huit de la subdivision officielle du lot numéro originaire trois cent quarante-huit (348-148-1 et 2) des plan et livre de renvoi officiels du village de Longueuil, dans le comté de Chambly, maintenant la Cité de Longueuil, avec bâtisse sus-érigée, en construction, qui portera le numéro civique 459 de l'avenue St-Alexandre, à Longueuil.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Saint-Antoine de Longueuil, le VINGT-DEUX MARS prochain à ONZE heures du matin.

Le Shérif,
CAISSE & HURTEAU.

Bureau du Shérif,
Montréal, 13 février 1951. 29495-7-2-o
[Première insertion: 17 février 1951]

---

*Fieri Facias de Terris*

Cour de Magistrat — District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 161067. CANADIAN PERSONAL LOAN & FINANCE CO. INC., demanderesse vs SARTO DUBUC, défendeur.

Les lots numéros trois cent vingt-deux et trois cent vingt-trois du lot originaire numéro cent trente-cinq (135-322 et 323) de la paroisse de St. Antoine de Longueuil, avec la bâtisse dessus érigée portant le No civique 1506 rue McGill, Longueuil annexe.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Notre-Dame de Grâces, Ville Jacques-Cartier, le 22 ième jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le Sherif,
Bureau du Shérif, CAISSE & HURTEAU.
Montreal, 14 février 1951. 29513-7-2
[Première insertion: 17 février 1951]

---

name and style of E. PRÉFONTAINE & FILS, plaintiff; vs REUBEN SMYTHE, defendant & WILFRID BRODEUR, curator to the surrender.

As belonging to the defendant but in the possession of the curator to the surrender:

Lots one and two of the official redivision of lot number one hundred and forty-eight, of the official subdivision of the original lot three hundred and forty-eight (348-148-1 and 2) on the official plan and in the book of reference for the village of Longueuil in the county of Chambly, now the city of Longueuil—with a building under construction thereon erected, which will bear civic number 459, St. Alexandre Avenue, at Longueuil.

To be sold at the parochial church door of the parish of Saint Antoine de Longueuil, on the TWENTY-SECOND of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 13th, 1951. 29495-7-2-o
[First insertion: February 17, 1951]

---

*Fieri Facias de Terris*

Magistrate's Court, — District of Montreal

Montreal, to wit: No. 161067' CANADIAN PERSONAL LOAN & FINANCE CO. INC. plaintiff vs SARTO DUBUC, defendant.

Lots numbers Three Hundred and Twenty-Two and Three Hundred and Twenty-Three of original Lot Number One Hundred and Thirty-Five (135-322 and 323) of the Parish of St. Antoine de Longueuil with the building thereon erected, bearing civic No. 1506 McGill Street, Longueuil Annex.

To be sold, at the parochial church door, of the parish of Notre-Dame de Grâces, Ville Jacques-Cartier, on the 22nd, day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & HURTEAU,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, February 14th, 1951. 29513-7-2-o
[First insertion: February 17, 1951]

---

## QUÉBEC

*Fieri Facias*

Québec, à savoir: N° 52857 DANS une cause où AIMÉ HOUDE & FLORIAN BERGERON, tous deux marchands de machineries agricoles, de St-Apollinaire, comté de Lotbinière, y faisant affaires sous le nom de raison sociale de "HOUDE & BERGERON ENR." étaient demandeurs; contre ARTHUR LEFEBVRE, de St-Antoine de Tilly, comté de Lotbinière, était défendeur, et le dit ARTHUR LEFEBVRE, demandeur reconventionnel, contre les dits AIMÉ HOUDE & FLORIAN BERGERON, demandeurs et défendeurs reconventionnels, à savoir:

Saisi comme appartenant à Florian Bergeron, l'un des dits défendeurs reconventionnels, à savoir: Le lot N° 67 (soixante-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de St-Apollinaire, comté de Lotbinière, étant un lot de terre situé dans le rang Prairie Grillée, mesurant un arpent, sept perches et neuf pieds de front sur vingt-six arpents et six perches de profondeur, borné au nord à Albert Bergeron, à l'ouest à Ovide Masse, au sud à L. Garneau et à l'est à Philibert Masse, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

## QUEBEC

*Fieri Facias*

Quebec, to wit: No. 52857 IN a case wherein AIMÉ HOUDE & FLORIAN BERGERON, dealers in agricultural implements, of St-Apollinaire, county of Lotbinière, there carrying on business under the firm name and style of "HOUDE & BERGERON ENR." were plaintiffs; against ARTHUR LEFEBVRE, of St-Antoine de Tilly, county of Lotbinière, was defendant; and the said ARTHUR LEFEBVRE, cross-plaintiff; against said AIMÉ HOUDE & FLORIAN BERGERON, plaintiffs and cross-defendants, to wit:

Seized as belonging to Florian Bergeron, one of the said cross-defendantss; to wit:

Lot No. 67 (sixty-seven) of the official cadastre for the parish of At-Apollinaire, county of Lotbinière, being a lot of land situate in range "Prairie Grillée" measuring one arpent, seven perches and nine feet in front by twenty-six arpents and six perches in depth, bounded on the north by Albert Bergeron, on the west by Ovide Masse, on the south by L. Garneau, and on the east by Philibert Masse—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de St-Apollinaire, comté de Lotbinière, le NEUVIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, AIMÉ DION.
Québec, 31 janvier 1951. 29384-5-2-o
[Première insertion: 3 février 1951]
[Seconde insertion: 17 février 1951]

---

Cour Supérieure

Québec, à savoir: N° 61,222. JOS. P. MARTINEAU ENRG. vs EUGÈNE LABONTÉ.

La subdivision N° 32 (trente-deux) du lot N° 687 (six cent quatre-vingt-sept) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, étant un emplacement situé dans ladite paroisse, mesurant 65½ pieds de front sur 199½ pieds sur une rue projetée, le tout plus ou moins, mesure anglaise, avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendue à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le VINGT-ET-UNIÈME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le Shérif,
AIMÉ DION.

Bureau du Shérif,
Québec, le 14 février 1951. 29496-7-2-o
[Première insertion: 17 février 1951]
[Seconde insertion: 3 mars 1951]

---

## RIMOUSKI

Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 8819. PIERRE DESPRÉS, de St-Jean de Cherbourg, district de Rimouski, demandeur, vs OVIDE PRÉVÉROST, de St-Jean de Cherbourg, district de Rimouski. défendeur.

Le lot numéro quatre N° 4 du rang 9 Canton Cherbourg, avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de St-Jean de Cherbourg, le VINGT-SIX FÉVRIER 1951 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shériff,
Bureau du Shérif, CHARLES GARON.
Rimouski, le 23 janvier 1951. 29329-4-2-o
[Première insertion 27 janvier, 1951]

---

*Fieri Facias de Terris*
Cour de Magistrat

Canada, Province de Québec, District de Rimouski, N° 5877. DAME JEAN-BAPTISTE ROY, de Ste-Anne des Monts, aux droits de feu Jean-Baptiste Roy, demanderesse, vs CYRILLE LEVESQUE, de la paroisse de Ste-Anne des Monts, défendeur.

Une terre au troisième rang, de la paroisse de Ste-Anne des Monts, connue et désignée comme étant le numéro trois-B, (N° 3-B) du cadastre officiel du Canton Tourelle avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église de Ste-Anne des Monts le VINGT-HUIT FÉVRIER. 1951 à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, CHARLES GARON.
Rimouski, le 23 janvier 1951. 29330-4-2-o
[Première insertion: 27 janvier 1951]

To be sold at the parochial church door of St-Apollinaire, county of Lotbinière, on the NINTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff's Office, Sheriff.
Quebec, January 31, 1951. 29384-5-2
[First insertion: February 3, 1951]
[Second insertion: February 17, 1951]

---

Superior Court

Quebec, to wit: No. 61,222. JOS. P. MARTINEAU ENRG., vs EUGÈNE LABONTÉ.

Subdivision No. 32 (thirty-two) of lot No. 687 (six hundred and eighty-seven) of the official cadastre for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, being an emplacement situate in the said parish, measuring 65½ feet in front by 199½ feet on a proposed street, the whole more or less, English measure—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parish church door of Charlesbourg, county of Quebec, on the TWENTY-FIRST day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

AIMÉ DION,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Quebec, February 14, 1951. 29496-7-2-o
[First insertion: February 17, 1951]
[Second insertion: March 3, 1951]

---

## RIMOUSKI

Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 8819 PIERRE DESPRÉS, of St-Jean de Cherbourg, district of Rimouski, plaintiff; vs OVIDE PRÉVÉROST, of St-Jean de Cherbourg, district of Rimouski, defendant.

Lot number four (No. 4) of range 9, Township of Cherbourg—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the church door of St-Jean de Cherbourg, on the TWENTY-SIXTH day of FEBRUARY, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES GARON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, January 23, 1951. 29329-4-2
[First insertion: January 27, 1951]

---

*Fieri Facias de Terris*
Magistrate's Court

Canada, Province of Quebec, District of Rimouski, No. 5877. DAME JEAN-BAPTISTE ROY,, of Ste Anne des Monts, in the rights of the late Jean-Baptiste Roy, plaintiff; vs CYRILLE LEVESQUE, of the parish of Ste-Anne des Monts, defendant.

A farm in the third range, of the parish of Ste-Anne des Monts, known and designated as being number three-B (No. 3-B) of the official cadastre for the Township Tourelle—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold, at the church door of Ste-Anne des Monts, on the TWENTY-EIGHTH day of FEBRUARY, 1951, at TWO o'clock in the afternoon.

CHARLES GARON,
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, January 23, 1951. 29330-4-2
[First insertion: January 27, 1951]

Cour de Magistrat

Province de Québec, District de Rimouski, N° 8819

PIERRE DESPRES, de St-Jean de Cherbourg, demandeur, vs OVIDE PRÉVÉROST, de St-Jean de Cherbourg, défendeur.

AVIS

Avis public est par le présent donné que la vente des immeubles saisis dans cette cause qui devait avoir lieu à 2 heures de l'après-midi, le lundi le 26 février 1951, à la porte de l'église St-Jean de Cherbourg, aura lieu le LUNDI, le CINQ MARS 1951, à DEUX heures de l'après-midi, à la porte de l'église de St-Jean de Cherbourg.

Le Shérif,
CHAS. GARON.

29497-o

Magistrate's Court

Province of Quebec, District of Rimouski, No. 8819

PIERRE DESPRÉS, of St-Jean de Cherbourg, plaintiff, vs OVIDE PRÉVÉROST, of St-Jean de Cherbourg, defendant.

NOTICE

Public notice is hereby given that the sale of the immovables seized in the present case which was to have taken place at two o'clock in the afternoon, Monday, the 26th day of February, 1951, at the church door of St-Jean de Cherbourg, will be held on MONDAY, the FIFTH day of MARCH, 1951, at TWO o'clock in the afternoon, at the church door of St-Jean de Cherbourg.

CHARLES GARON,
Sheriff.

29497

# Index de la Gazette officielle de Québec, N° 7


ACTION EN SÉPARATION DE BIENS:

Lachance vs Richer ..... 644

ARRÊTÉS EN CONSEIL:

140, section "F" — Métiers de plombier et de poseurs d'appareils de chauffage dans les comtés de Maskinongé, St-Maurice *et al* ..... 644

141 — Métiers de l'imprimerie dans la région de Québec ..... 645

AVIS AUX INTÉRESSÉS: 609

AVIS DIVERS:

Association des Contremaîtres et Surintendants du District de Hull (Formation) ..... 656

Association des Employés du Bas Façonné de Orient Hosiery Sherbrooke Inc.— The Full Fashioned Hosiery Workers' Association of Orient Hosiery Sherbrooke Inc. (Changement de nom) ..... 658

Chambly Power Corporation (Règlement) ..... 660

Club d'Hiver St-Martin de Tours (Fondation) ..... 657

Fiedmont & Barraute, munic. de (Changement de nom) ..... 657

Gidko Corporation (Directeurs) ..... 657

Hector Investments Limited (Distribution de l'actif) ..... 660

Joseph Constantine Steamship Line Limited (Nomination d'agent) ..... 657

La Jeunesse Agricole Catholique Inc. (Règlements) ..... 659

Les Concerts Symphoniques de Montréal (Règlements) ..... 659

Manicouagan Power Company (Directeurs) ..... 661

Montreal Securities Corporation (Directeurs) ..... 659

M & A Sheet Metal Works Ltd. (Directeurs) ..... 656

Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la Province de Québec (Directeurs) ..... 661

Quebec Brewers Association — L'association des Brasseries de la Province de Québec (Règlements) ..... 661


# Index of the Quebec Official Gazette, No. 7


ACTION FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:

Lachance vs Richer ..... 644

ORDERS IN COUNCIL:

140, part "F" — Plumbing and steamfitting trades in the counties of Maskinongé, St. Maurice *et al.* ..... 644

141 — Printing trades in the district of Quebec ..... 645

NOTICE TO INTERESTED PARTIES: 609

MISCELLANEOUS NOTICES:

Association des Contremaîtres et Surintendants du District de Hull (Formation) ..... 656

Association des Employés du Bas Façonné de Orient Hosiery Sherbrooke Inc. — The Full Fashioned Hosiery Workers' Association of Orient Hosiery Sherbrooke Inc. (Change of name) ..... 658

Chambly Power Corporation (By-Law) ..... 660

Club d'Hiver St-Martin de Tours (Foundation) ..... 657

Fiedmont & Barraute, munic. of (Change of name) ..... 657

Gidko Corporation (Directors) ..... 657

Hector Investments Limited (Distribution of the assets) ..... 660

Joseph Constantine Steamship Line Limited (Appointment of agent)*t* ... 657

La Jeunesse Agricole Catholique Inc. (By-Laws) ..... 659

Les Concerts Symphoniques de Montréal (By-Laws) ..... 659

Manicouagan Power Company (Directors) ..... 661

Montreal Securities Corporation (Directors) ..... 659

M & A Sheet Metal Works Ltd. (Directors) ..... 656

Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la Province de Québec (Directors) ..... 661

Quebec Brewers Association — L'Association des Brasseries de la Province de Québec (By-Laws) ..... 661

Retail Sales Promotion (Quebec) Ltd. (Distribution de l'actif). . . . . 658
Ste-Anne de Chicoutimi, village de (Demande d'érection) . . . . . 655
Steel Briqueting Corporation (Directeurs) . . . . . 661
Sterling Sales & Salvage Co. (Directeurs) . . . . . 658
Syndicat d'Aqueduc de Notre-Dame de la Paix (Fondation) . . . . . 659
The Imperial Trust Company (Capital-actions) . . . . . 660

DEMANDES À LA LÉGISLATURE:

Arvida, commissaires d'écoles de. . . . . 641
Bulteau, Louis *et al* . . . . . 641
Canadian Tube and Steel Products Limited . . . . . 643
Commission de transport de Montréal 642
Le Collège des Horlogers-Joailliers de la Province de Québec . . . . . 642
Ligue Anti-tuberculeuse de Montréal Inc. — Montreal Anti-tuberculosis League Inc. . . . . 641
Longueuil, cité de. . . . . 640
Monette, Josaphat *et al.* . . . . . 642
Reichman, Frederick Dr. . . . . 640
Starzynski, Francis Joseph. . . . . 640
St-Michel, ville de . . . . . 660
Succession Joseph Drapeau . . . . . 641

DÉPARTEMENTS — AVIS DES:

AFFAIRES MUNICIPALES:

Magog, annexion à la cité de . . . . . 662

AGRICULTURE:

Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Rimouski . . . . . 663
Dissolution de cercles agricoles dans le comté de Vaudreuil . . . . . 663

AGRICULTURE:
*Industrie Laitière:*

Ordonnance N° 1-50A — Montréal. . . . 663

TERRES ET FORETS:
*Service du Cadastre:*

Rousseau, canton de . . . . . 664
St-Constant, paroisse de . . . . . 664

EXAMEN DU BARREAU:

Bas St-Laurent: étude du droit . . . . . 664

LETTRES PATENTES:

Abe Rosenberg Furs Ltd. . . . . 610
Acme Pad Co. Ltd. . . . . 611
Association Industrielle de Ville St. Laurent . . . . . 611
Bible Institute of Montreal Inc. . . . . 611
Block Equipment Corporation. . . . . 612
Canadian Import Company . . . . . 612
Carlton Upholstering Co. . . . . 613
Commercial Equipment Inc. (Correction) . . . . . 665
Coronet Textiles Ltd. . . . . 613
Fraser Sinclair & Company, Inc. . . . . 613
Guignion Bros. Ltd.. . . . . 614
International Lithographing Corporation. . . . . 614
Isaïe Boyer Limitée . . . . . 614

Retail Sales Promotion (Quebec) Ltd (Distribution of the assets). . . . . 658
Ste-Anne de Chicoutimi, village of (Application of erection) . . . . . 655
Steel Briqueting Corporation (Directors) . . . . . 661
Sterling Sales & Salvage Co. (Directors) . . . . . 658
Syndicat d'Aqueduc de Notre-Dame de la Paix (Foundation) . . . . . 659
The Imperial Trust Company (Capital stock) . . . . . 660

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:

Arvida, School Commissioners of. . . . . 641
Bulteau, Louis *et al* . . . . . 641
Canadian Tube and Steel Products Limited . . . . . 643
Montreal Transportation Commission. . 642
Le Collège des Horlogers-Joailliers de la Province de Québec. . . . . 642
Ligue Anti-tuberculeuse de Montréal Inc. — Montreal Anti-tuberculosis League Inc. . . . . 641
Longueuil, city of. . . . . 640
Monette, Josaphat *et al.* . . . . . 642
Reichman, Frederick Dr. . . . . 640
Starzynski, Francis Joseph. . . . . 640
St-Michel, town of. . . . . 660
Estate of Joseph Drapeau. . . . . 641

DEPARTMENTAL NOTICES:

MUNICIPAL AFFAIRS:

Magog, annexation to the city of . . . . . 662

AGRICULTURE:

Dissolution of farmers' clubs in the county of Rimouski . . . . . 663
Dissolution of farmers' clubs in the county of Vaudreuil. . . . . 663

AGRICULTURE:
*Dairy Industry:*

Order No. 1-50A — Montreal. . . . . 663

LANDS AND FOREST:
*Cadastral Branch:*

Rousseau, township of. . . . . 664
St-Constant, parish of. . . . . 664

BAR EXAMINATION:

Lower St. Lawrence: study of law. . . . . 664

LETTERS PATENT:

Abe Rosenberg Furs Ltd. . . . . 610
Acme Pad Co. Ltd. . . . . 611
Association Industrielle de Ville St. Laurent . . . . . 611
Bible Institute of Montreal Inc. . . . . 611
Block Equipment Corporation. . . . . 612
Canadian Import Company . . . . . 612
Carlton Upholstering Co. . . . . 613
Commercial Equipment Inc. (Correction) . . . . . 665
Coronet Textiles Ltd. . . . . 613
Fraser Sinclair & Company, Inc. . . . . 613
Guignion Bros. Ltd.. . . . . 614
International Lithographing Corporation. . . . . 614
Isaïe Boyer Limitée . . . . . 614

J. Accurso Ltd.. 615
J. L. Audette et Compagnie Limitée... 615
La Salle Flooring and Insulation Co. Ltd.. 615
Le Club Sportif de Daveluyville Inc... 615
L'Ermitage des Sapins Inc.. 616
Les Immeubles Sauriol & Rose Inc.— Sauriol & Rose Real Estate Inc.. 616
Les Produits Laitiers Marieville Ltée — Marieville Dairy Products Ltd.. 617
Ludger Lepage & Fils Limitée. 617
Main Hebrew Delicatessen Inc.. 617
Noranda Recreation Association 618
Oriental Art Studios Ltd. 618
Park Extension Amateur Athletic Association. 618
Phil-Mo Ice Cream Cie Ltée — Phil-Mo Ice Cream Co. Ltd. 619
Radio & Television Sales Inc. 619
Rembrandt Art Corporation 620
Romertex Corporation. 620
R. Pasquini Co. Ltd.. 620
Shoe Bazar Ltd. 620
Snowdon Investments Corp. 621
St. Catherine 5c to $1.00 Store Ltd.. 621
Super Steel & Metal Co.. 621
Tank Truck Transportation Limited . . 622
The Campbell's Bay Curling Club Inc. 622
Weedon Pyrite & Copper Corporation Limited. 622


LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:


A. D. McGibbon & Sons Limited. 629
Allied Flock and Felt Inc.. 623
A. Pesner & Co. Inc.. 629
Arden Fur Corp.. 629
Bernard Construction Ltée. 623
Bourque Électrique, Limitée 623
Canadian Cotton & Wool Waste Co. Limited. 629
Canadian Plywoods Limited. 630
Cantin Sales Agencies Ltd.. 624
Consolidated Quebec Gold Mining & Metals Corporation 630
Decklebaum Bros. Ltd.. 624
Halickman Bros. Ltd. 624
Harrison Transport & Equipment Company Inc.. 630
Herman Bros. Limited. 631
Houde, Laroche & Cie Ltée. 624
International Laces Incorporated 631
La Cie Métallique Victoria, Limitée — The Victoria Metallic Co. Limited.. 625
Laviolette Chemicals Co. Ltd.. 625
Leisure Wear Inc.. 625
Léo. Perrault Limitée 625
Les Huiles Penco Limitée — Penco Oil Limited. 626
Les Meubles de St-Barthélémy, Ltée — St-Barthélémy Furniture Ltd. 626
Letendre & Frères Limitée. 626
Maurice Dress Company Ltd. 626
M. Berger & Sons Limited. 627
McCuaig Bros. Inc. 627
Metallurg (Canada) Ltd. 627
Nat Gordon Inc.. 631
North American Utilities Corporation.. 632
Overseas Textiles Ltd.. 631
Page Construction (Quebec) Limitée . . 665
Paul Guimond Limited 632
Régional Asphalte, Limitée - Regional Asphalt, Limited. 665
R. E. Stewart Construction Corporation. 632
Robert M. Miller Construction Co. Ltd. 632
Roslyn Enterprises Ltd.. 633
Sauquoit Ltd. 633


SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:


A. D. McGibbon & Sons Limited. 629
Allied Flock and Felt Inc.. 623
A. Pesner & Co. Inc.. 629
Arden Fur Corp.. 629
Bernard Construction Ltée. 623
Bourque Electrique, Limitée 623
Canadian Cotton & Wool Waste Co. Limited. 629
Canadian Plywoods Limited. 630
Cantin Sales Agencies Ltd.. 624
Consclidated Quebec Gold Mining & Metals Corporation 630
Deckelbaum Bros. Ltd.. 624
Halickman Bros. Ltd. 624
Harrison Transport & Equipment Company Inc.. 630
Herman Bros. Limited. 631
Houde, Laroche & Cie Ltée. 624
International Laces Incorporated 631
La Cie Métallique Victoria, Limitée — The Victoria Metallic Co. Limited.. 625
Laviolette Chemicals Co. Ltd.. 625
Leisure Wear Inc.. 625
Léo. Perrault Limitée 625
Les Huiles Penco Limitée — Penco Oil Limited. 626
Les Meubles de St-Barthélémy, Ltée — St-Barthélémy Furniture Ltd. 626
Letendre & Frères Limitée. 626
Maurice Dress Company Ltd. 626
M. Berger & Sons Limited. 627
McCuaig Bros. Inc. 627
Metallurg (Canada) Ltd. 627
Nat Gordon Inc.. 631
North American Utilities Corporation.. 632
Overseas Textiles Ltd.. 631
Page Construction (Quebec) Limitée.. 665
Paul Guimond Limited 632
Régional Asphalte, Limitée — Regional Asphalt, Limited. 665
R. E. Stewart Construction Corporation. 632
Robert M. Miller Construction Co. Ltd. 632
Roslyn Enterprises Ltd. 633
Sauquoit Ltd. 633

Standard Cottons Ltd. . . . . 633
Sterling Sales & Salvage Co. . . . . 634
Sterling Teas & Coffees Limited . . . . . 633
Sterling Woollens & Silks Co. Ltd. . . . . 627
The Charlevoix Saguenay Navigation Company Limited — La Compagnie de Navigation Charlevoix Saguenay Limitée. . . . . 665
The Cradock Simpson Company. . . . . 634
The Dominion News Bureau Limited. . 666
The Page Equipment & Construction Company Limited . . . . . 666
The W. Howick Mfg. Co. Ltd. . . . . 628
Tymeley Frocks Inc. . . . . 628
United Amusement Corporation Limited . . . . . 628
Z. Lavigueur Limitée. . . . . 628

LIQUIDATION, AVIS DE:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Thérèse d'Amos . . . . . 666

NOMINATIONS:

Diverses. . . . . 667

ORDRE DE COUR:

Produits Ca-Ra-Co Products Inc. . . . . 669

SIÈGES SOCIAUX:

Adanac-Provisions Inc. — Provisions-Adanac Inc.. . . . . 670
Chambly Power Corporation . . . . . 671
Champlain Knitting Limited . . . . . 670
E. Bouchard & Fils Ltée. . . . . 672
Jos. Villeneuve & Cie Limitée . . . . . 670
La Photogravure Artistique, Ltée. . . . . 671
Select Converters Ltd.. . . . . 671
Town & Country Motel Court Inc. . . . . 671
Zicat & Frères, Inc.. . . . . 671

SOUMISSIONS:

Asbestos, ville de . . . . . 676
Drummondville-Ouest, village de . . . . . 674
Hull, cité de. . . . . 673
L'Assomption, ville de. . . . . 672
Senneterre, commission scolaire de. . 675

VENTE D'EFFETS NON-RÉCLAMÉS:

Canadian Pacific Ry. Co. . . . . 677

VENTES, LOI DE FAILLITE:

Jodoin, Léonard . . . . . 678
Provost, Marcel . . . . . 677

VENTES POUR TAXES:

Abitibi, comté de . . . . . 634
Labelle, comté de (Erratum) . . . . . 634

VENTES PAR SHÉRIFS:

BEDFORD:

The National Wallpaper Co. Ltd. vs Cid 679

IBERVILLE:

Loi de l'impôt sur le revenu vs Dupuis. . 680

Standard Cottons Ltd. . . . . 633
Sterling Sales & Salvage Co. . . . . 634
Sterling Teas & Coffees Limited . . . . . 633
Sterling Woollens & Silks Co. Ltd. . . . . 627
The Charlevoix Saguenay Navigation Company Limited — La Compagnie de Navigation Charlevoix Saguenay Limitée. . . . . 665
The Cradock Simpson Company. . . . . 634
The Dominion News Bureau Limited. . 666
The Page Equipment & Construction Company Limited . . . . . 666
The W. Howick Mfg. Co. Ltd. . . . . 628
Tymeley Frocks Inc. . . . . 628
United Amusement Corporation Limited . . . . . 628
Z. Lavigueur Limitée. . . . . 628

WINDING UP NOTICE:

La Compagnie d'Assurance Mutuelle contre le feu de la paroisse de Ste-Thérèse d'Amos . . . . . 666

APPOINTMENTS:

Miscellaneous . . . . . 667

RULE OF COURT:

Produits Ca-Ra-Co Products Inc. . . . . 669

HEAD OFFICES:

Adanac-Provisions Inc. — Provisions-Adanac Inc.. . . . . 670
Chambly Power Corporation . . . . . 671
Champlain Knitting Limited . . . . . 670
E. Bouchard & Fils Ltée. . . . . 672
Jos. Villeneuve & Cie Limitée . . . . . 670
La Photogravure Artistique, Ltée. . . . . 671
Select Converters Ltd.. . . . . 671
Town & Country Motel Court Inc. . . . . 671
Zicat & Frères, Inc.. . . . . 671

TENDERS:

Asbestos, town of. . . . . 676
Drummondville-West, village of . . . . . 674
Hull, city of. . . . . 673
L'Assomption, town of . . . . . 672
Senneterre, School Commission of. . . . . 675

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:

Canadian Pacific Ry. Co. . . . . 677

SALES, BANKRUPTCY ACT:

Jodoin, Léonard . . . . . 678
Provost, Marcel . . . . . 677

SALES FOR TAXES:

Abitibi, county of. . . . . 634
Labelle, county of (Erratum). . . . . 634

SHERIFFS' SALES:

BEDFORD:

The National Wallpaper Co. Ltd. vs Cid 679

IBERVILLE:

Income Tax Act vs Dupuis. . . . . 680

KAMOURASKA:

Dionne vs Senechal . . . . . 680

MONTRÉAL:

Canadian Personal Loan & Finance Co. Inc. vs Dubuc. . . . . 681
Préfontaine vs Smythe . . . . . 680

QUÉBEC:

Houde *et al* vs Lefebvre. . . . . 681
Jos. P. Martineau Enrg. vs Labonté. . . 682

RIMOUSKI:

Després vs Prévérost. . . . . 682
Roy vs Levesque. . . . . 683

29518-o

KAMOURASKA:

Dionne vs Senechal . . . . . 630

MONTREAL:

Canadian Personal Loan & Finance Co. Inc. vs Dubuc. . . . . 681
Préfontaine vs Smythe . . . . . 680

QUEBEC:

Houde *et al* vs Lefebvre. . . . . 681
Jos. P. Martineau Enrg. vs Labonté. . . 682

RIMOUSKI:

Després vs Prévérost. . . . . 682
Roy vs Levesque. . . . . 683

29518-o

QUÉBEC: — Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC: — Printed by RÉDEMPTI PARADIS, King's Printer.